



NORMANDIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R28-2026-057

PUBLIÉ LE 6 MARS 2026

Sommaire

Agence régionale de santé de Normandie / Direction de l'offre de soins

| | |
|---|---------|
| R28-2026-02-20-00005 - ARRETE N°20 PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE DU 4 JUIN 2015 RELATIF A LA COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU CENTRE HOSPITALIER ANNE DE TICHEVILLE DE BERNAY (3 pages) | Page 5 |
| R28-2026-02-20-00004 - ARRETE N°5 PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE DU 8 JUILLET 2024 RELATIF A LA COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DES HÔPITAUX DU SUD-MANCHE (3 pages) | Page 9 |
| R28-2025-12-08-00025 - DECISION PORTANT AUTORISATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DE L'HOPITAL DE SEES (4 pages) | Page 13 |
| R28-2026-01-23-00008 - DECISION PORTANT AUTORISATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE DE MEDECINE PHYSIQUE ET DE READAPTATION « LA CLAIRIERE », SITES DE FLERS (61100) ET HEROUVILLE-SAINT-CLAIR (14200) (3 pages) | Page 18 |
| R28-2025-09-25-00006 - DECISION PORTANT AUTORISATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LISIEUX (14100) (3 pages) | Page 22 |
| R28-2026-02-04-00015 - DECISION PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE L'EURE (3 pages) | Page 26 |
| R28-2026-03-03-00010 - RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITE DE CHIRURGIE CARDIAQUE- CHU DE ROUEN (1 page) | Page 30 |
| R28-2026-03-02-00004 - RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITE DE NEURORADIOLOGIE INTERVENTIONNELLE - CHU DE ROUEN (1 page) | Page 32 |

Agence régionale de santé de Normandie / Direction de la santé publique

| | |
|--|---------|
| R28-2026-02-24-00007 - Décision portant désignation de la médecin psychiatre référente de la cellule d'urgence médico psychologique du département de la Seine-Maritime et de la cellule d'urgence médico psychologique renforcée de Normandie (4 pages) | Page 34 |
|--|---------|

Agence régionale de santé de Normandie / Direction de l'Attractivité des Métiers et de la Transformation Numérique du Système de Santé

| | |
|--|---------|
| R28-2026-03-03-00007 - Arrêté du 3 mars 2026 portant approbation de l'avenant n° 17 à la convention constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire "Normand'E-santé" (60 pages) | Page 39 |
|--|---------|

**Direction interrégionale de la Mer Manche Est - Mer du Nord /
Secrétariat direction**

| | |
|--|----------|
| R28-2026-03-03-00009 - AR 043-2026 - Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (Pecten maximus) et la zone jachère dans le secteur « Bande Côtière » (5 pages) | Page 100 |
| R28-2026-03-03-00008 - AR 044-2026 - Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (Pecten maximus) et la zone jachère dans le secteur « Baie de Seine » (4 pages) | Page 106 |
| R28-2026-03-06-00007 - AR 048-2026 - Portant ouverture occasionnelle de la pêche à pied des coques sur la zone de production 62.10 (Commune de Camiers - Département du Pas-de-Calais) (4 pages) | Page 111 |
| R28-2026-03-06-00006 - AR 049-2026 - Fixant les conditions d'autorisation occasionnelle de pêche à pied des coques sur la zone de production 62.10 (Commune de Camiers - Département du Pas-de-Calais) (5 pages) | Page 116 |
| R28-2026-03-06-00009 - AR 050-2026 - Fixant les dates et horaires d'autorisation de pêche des praires et amandes de mer sur le gisement « Ouest-Cotentin » pour les mois de mars et avril 2026 (4 pages) | Page 122 |
| R28-2026-03-06-00008 - AR 052-2026 - Rendant obligatoire l'avenant n°2 à la délibération n°2025/E-CSJ-OCC-29 du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM) de Normandie fixant des dispositions particulières de pêche de la coquille Saint-Jacques sur le gisement OUEST COTENTIN CÔTE pour la campagne 2025-2026 (6 pages) | Page 127 |
| R28-2026-03-06-00005 - AR 053-2026 - Fixant les jours et horaires d'autorisation de pêche de la coquille Saint-Jacques sur le gisement « OUEST COTENTIN COTE » pour les mois de mars, avril et mai 2026 (4 pages) | Page 134 |
| R28-2026-03-06-00002 - Arrêté n° 045-2026 - Portant suspension temporaire de l'autorisation de pêche des coques (Cerastoderma edule) sur une partie des gisements de la baie des Veys (gisement de Brévands - département de la Manche) (2 pages) | Page 139 |
| R28-2026-03-06-00003 - Arrêté n° 046-2026 - Autorisant la pêche des coques à titre professionnel sur une partie des gisements de la baie des Veys (gisement de Beauguillot - département de la Manche) (4 pages) | Page 142 |
| R28-2026-03-06-00004 - Arrêté n° 047-2026 - Fixant les dates et horaires d'autorisation de pêche des coques sur une partie des gisements de la baie des Veys (gisement de Beauguillot - département de la Manche) (2 pages) | Page 147 |

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie / SRAF-FAM

R28-2026-03-04-00003 - Accusé de réception de demande d'autorisation d'exploiter - département de l'EURE - PATTYN Sylvie (EARL DU MOUSTIER) (2 pages) Page 150

R28-2026-03-05-00002 - Accusé de réception de demande d'autorisation d'exploiter - département du CALVADOS (2025) (17 pages) Page 153

R28-2026-03-05-00001 - Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de l'ORNE (septembre/octobre 2025) (43 pages) Page 171

Préfecture de la région Normandie - SGAR / Pôle Politiques publiques

R28-2026-03-03-00001 - Arrêté n° SGAR/26-018 portant composition nominative du conseil de développement territorial de la direction territoriale du Havre du grand port fluvio-maritime de l'axe Seine (4 pages) Page 215

Préfecture de la région Normandie - SGAR / Secrétariat général pour les affaires régionales

R28-2026-03-03-00011 - Arrêté n° SGAR 26-020 portant modification de la composition de la commission de concertation de l'enseignement privé (CCEP) de l'Académie de Normandie (6 pages) Page 220

R28-2026-03-02-00005 - Arrêté N°SGAR 26-019 portant attribution du label "Entreprise du Patrimoine Vivant" (EPV) (1 page) Page 227

R28-2026-03-03-00012 - Arrêté N°SGAR 26-021 portant attribution du label "Entreprise de Patrimoine Vivant" (EPV) (1 page) Page 229

Rectorat de la région académique Normandie /

R28-2026-02-18-00001 - Arrêté du 18 février 2026 désignant les membres à la commission consultative paritaire des agents contractuels exerçant des fonctions de surveillance et d'accompagnement des élèves (2 pages) Page 231

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2026-02-20-00005

ARRETE N°20 PORTANT MODIFICATION DE
L'ARRETE DU 4 JUIN 2015 RELATIF A LA
COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE
DU CENTRE HOSPITALIER ANNE DE TICHEVILLE
DE BERNAY

ARRETE N° 20 PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE DU 4 JUIN 2015 RELATIF A LA COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DU CENTRE HOSPITALIER ANNE DE TICHEVILLE DE BERNAY

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Normandie

- VU** le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.6141-1, L.6143-1 à L.6143-8 et R.6143-1 à R.6143-16 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2022- 217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- VU** le décret n° 79-153 du 26 février 1979 relatif à la durée des fonctions des présidents et de certains dirigeants des établissements publics d'Etat, des entreprises nationalisées et sociétés nationales de certains organismes d'Etat ;
- VU** le décret n° 2005-300 du 31 mars 2005 relatif à l'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique ;
- VU** le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- VU** le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif au conseil de surveillance des établissements publics de santé ;
- VU** le décret n° 2021-675 du 27 mai 2021 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et à la médicalisation des décisions à l'hôpital ;
- VU** le décret du 26 juin 2024 portant nomination du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie, Monsieur François MENGIN LECREULX, à compter du 26 juin 2024 ;
- VU** la décision du 16 octobre 2025 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Normandie à compter du 16 octobre 2025 ;
- VU** la circulaire n° DGOS/PF1/2010 du 7 avril 2010 relative à la mise en place des conseils de surveillance des établissements publics de santé suite à la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** l'arrêté en date du 4 juin 2015 portant composition du conseil de surveillance du centre hospitalier Anne de Ticheville de Bernay modifié le 24/09/2015, le 09/12/2015, le 20/06/2016, le 27/07/2016, le 19/09/2016, le 13/09/2017, le 19/10/2018, le 11/12/2018, le 09/07/2019, le 28/07/2020, le 08/02/2021, le 03/08/2021, le 03/09/2021, le 28/06/2022, le 06/10/2022 , le 14/11/2023 et le 01/07/2024;
- VU** l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

- VU la désignation de la Commission Médicale d'Établissement en date du 18 décembre 2025 ;
- VU la désignation des organisations syndicales en date du 29 janvier 2026
- VU la désignation de la Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Technique en date du 3 février 2026 ;

ARRETE

Article 1:

L'article 1^{er} de l'arrêté du 4 juin 2015 fixant la composition nominative du conseil de surveillance du Centre hospitalier Anne de Ticheville de Bernay est modifié comme suit :

- Au titre des représentants du personnel :

- Le « *Dr Caroline MARC MONTENOISE* », représentant la CME ; est renouvelée dans ses fonctions ;
- « *M. Philippe CHIRET* », représentant les organisations syndicales ; est renouvelé dans ses fonctions ;
- « *Mme Vanessa TORCHET* » est remplacé par « *Mme Pélagie FOURQUEMIN* » représentant la CSIRMT. .

Article 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie, espace Claude Monet, 2 place Jean Nouzille, CS 55035 14050 Caen Cedex 4 ;
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, Direction générale de l'offre de soins, bureau R2, 14 avenue Duquesne 75350 Paris SP 07 ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif, 3 rue Arthur Leduc - BP 25086 - 14050 Caen Cedex 4. La saisine du Tribunal administratif peut se faire via Télérecours citoyens www.telerecours.fr.

Article 3 :

Le Directeur général adjoint de l'Agence Régionale de Santé de Normandie et le Directeur délégué du centre hospitalier Anne de Ticheville de Bernay, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de région Normandie.

Fait à Caen, le 20 février 2026

Le Directeur général,

Eva BONNET
ARS de Normandie
Directrice Adjointe
de l'Offre de Soins

François MENGIN LECREULX

ANNEXE 1 : Composition du conseil de surveillance du Centre hospitalier Anne de Ticheville de Bernay

| | NOM - PRENOM - QUALITE | DATE DE L'ARRETE DE NOMINATION |
|--|--|--------------------------------|
| REPRESENTANT LES COLLECTIVITES TERRITORIALES | Mme Maryline VAGNER - Maire de Bernay | 04/07/2020 |
| | Mme Françoise CANU – Représentant l’Intercom de Bernay Terres de Normandie | 06/10/2022 |
| | M. Nicolas GRAVELLE – Conseiller départemental | 03/08/2021 |
| REPRESENTANT LE PERSONNEL | Mme Pélagie FOURQUEMIN - Représentant la CSIRMT | 20/02/2026 |
| | Dr Caroline MARC-MONTENOISE - Représentant la CME | 20/02/2026 |
| | M. Philippe CHIRET - Représentant les organisations syndicales | 20/02/2026 |
| AU TITRE DES PERSONNALITES QUALIFIEES | Mme Monique JEAN - (Usagers - désigné par le Préfet) | 03/09/2021 |
| | M. Bernard DUEZ - (Usagers - désigné par le Préfet) | 01/07/2024 |
| | Dr Christopher SANDIN - (Personnalité qualifiée - désigné par le DGARS) | 28/07/2020 |

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2026-02-20-00004

ARRETE N°5 PORTANT MODIFICATION DE
L'ARRETE DU 8 JUILLET 2024 RELATIF A LA
COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE
DES HÔPITAUX DU SUD-MANCHE

ARRETE N° 5 PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE DU 8 JUILLET 2024 RELATIF A LA COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DES HÔPITAUX DU SUD-MANCHE

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Normandie

- VU** le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.6141-1, L.6143-1 à L.6143-8 et R.6143-1 à R.6143-16 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2022- 217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- VU** le décret n° 79-153 du 26 février 1979 relatif à la durée des fonctions des présidents et de certains dirigeants des établissements publics d'Etat, des entreprises nationalisées et sociétés nationales de certains organismes d'Etat ;
- VU** le décret n° 2005-300 du 31 mars 2005 relatif à l'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique ;
- VU** le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;
- VU** le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif au conseil de surveillance des établissements publics de santé ;
- VU** le décret n° 2021-675 du 27 mai 2021 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et à la médicalisation des décisions à l'hôpital ;
- VU** le décret du 26 juin 2024 portant nomination du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie, Monsieur François MENGIN LECREULX, à compter du 26 juin 2024 ;
- VU** la décision du 16 octobre 2025 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Normandie à compter du 16 octobre 2025 ;
- VU** la circulaire n° DGOS/PF1/2010 du 7 avril 2010 relative à la mise en place des conseils de surveillance des établissements publics de santé suite à la loi portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** l'arrêté du 8 juillet 2024 portant composition du conseil de surveillance des Hôpitaux du Sud-Manche modifié le 15/07/2024, le 03/10/2024, le 04/12/2024 et le 24/11/2025 ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-31 du 12 janvier 2017 de mise en cohérence des textes au regard des dispositions de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- VU** la désignation de la Commission Médicale d'Etablissement en date du 10 février 2026 ;

ARRETE

Article 1:

L'article 1^{er} de l'arrêté du 8 juillet 2024 modifié, fixant la composition nominative du conseil de surveillance des Hôpitaux du Sud-Manche est modifié comme suit :

- Au titre des représentants du personnel :
- Le « *Dr Jean-Charles CAUVIN* » est remplacé par le « *Dr Gustave TOURY* » représentant la Commission Médicale d'Etablissement .

Article 2 :

Le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie, espace Claude Monet, 2 place Jean Nouzille, CS 55035 14050 Caen Cedex 4 ;
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, Direction générale de l'offre de soins, bureau R2, 14 avenue Duquesne 75350 Paris SP 07 ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif, 3 rue Arthur Leduc - BP 25086 - 14050 Caen Cedex 4. La saisine du Tribunal administratif peut se faire via Télérecours citoyens www.telerecours.fr.

Article 3 :

Le Directeur général adjoint de l'Agence Régionale de Santé de Normandie et le directeur des Hôpitaux du Sud Manche, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de région Normandie.

Fait à Caen, le 20 février 2026

Le Directeur général,

Eva BONNET
ARS de Normandie
Directrice Adjointe
de l'Offre de Soins

François MENGIN LECREULX

ANNEXE 1 : Composition du conseil de surveillance des Hôpitaux du Sud-Manche

| | NOM - PRENOM - QUALITE | DATE DE L'ARRETE |
|---|---|------------------|
| REPRESENTANT LES COLLECTIVITES TERRITORIALES | M. Gilles MENARD - Maire de la ville de Granville | 08/07/2024 |
| | M. David NICOLAS – Maire de la ville d'Avranches | 08/07/2024 |
| | M. Hervé DESSEROUER, représentant la communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel-Normandie | 04/12/2024 |
| | Mme Catherine BAZIN , représentant la communauté de communes de Villedieu Intercom | 08/07/2024 |
| | Mme Martine LEMOINE, conseillère départementale | 15/07/2024 |
| REPRESENTANT LE PERSONNEL | M. Philippe LAZARETH, représentant la CSIRMT | 08/07/2024 |
| | Dr Aurélie CHAFFIN - représentant la CME | 24/11/2025 |
| | Dr Gustave TOURY, représentant la CME | 20/02/2026 |
| | Mme Marie-Rose GUEUDRE, représentant les organisations syndicales (FO) | 08/07/2024 |
| | M. Fabrice LETELLIER, représentant les organisations syndicales (FO) | 08/07/2024 |
| AU TITRE DES PERSONNALITES QUALIFIEES | M. Yves HAREL (usagers – désigné par le Préfet) | 08/07/2024 |
| | Dr Stéphane SOLTY (usagers-désigné par le Préfet) | 08/07/2024 |
| | M. Yves FRANCOISE (usagers -désigné par le Préfet) | 08/07/2024 |
| | Mme Chantal PAYS (personnalité qualifiée - désigné par le DGARS) | 08/07/2024 |
| | Mme Frédérique SARAZIN (personnalité qualifiée - désigné par le DGARS) | 03/10/2024 |

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2025-12-08-00025

DECISION PORTANT AUTORISATION DE LA
PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DE L'HOPITAL
DE SEES

DECISION PORTANT AUTORISATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DE L'HOPITAL DE SEES (14100)

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie

- VU** le code de la santé publique, et notamment le chapitre VI du titre II du livre Ier de sa cinquième partie (parties législative et réglementaire) et les articles L. 5126-4, L. 5126-5, R. 5126-9, R. 5126-27 à R. 5126-33 ;
- VU** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- VU** le décret n° 2019-489 du 21 mai 2019 modifié relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
- VU** le décret du 26 juin 2024 portant nomination de M. François MENGIN LECREULX en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie à compter du 26 juin 2024 ;
- VU** l'arrêté du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière et ses annexes ;
- VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;
- VU** la décision du 16 octobre 2025 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie ;
- VU** la demande de la Directrice déléguée de l'Hôpital de Sées sis 79 rue de la République à SEES – 61500, déposée le 30 avril 2025 et déclarée recevable le 19 juin 2025 par l'Agence régionale de santé de Normandie en vue d'obtenir l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur (PUI) de réaliser les missions de base et de vente au public de médicaments ;
- VU** l'avis du 18 septembre 2025 de la section H de l'Ordre national des pharmaciens ;
- VU** le rapport du 4 décembre 2025 établi par le pharmacien inspecteur de santé publique de l'Agence régionale de santé de Normandie ;

CONSIDERANT que la Directrice déléguée de l'Hôpital de Sées sis 79 rue de la République à SEES – 61500, a sollicité l'Agence régionale de santé de Normandie, en vue d'obtenir l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur (PUI) pour la réalisation des missions de base et de vente au public de médicaments ;

CONSIDERANT qu'il ressort de l'instruction que la pharmacie à usage intérieur présente des difficultés organisationnelles, lesquelles sont liées à la fois aux locaux et à des insuffisances de formalisation qu'il est notamment relevé l'absence de procédures ou de mode opératoire pour l'entretien de l'enceinte réfrigérée ou de procédures d'hygiène ;

CONSIDERANT qu'il est constaté des manquements aux dispositions opposables sur :

- Les locaux : ils ne satisfont pas aux recommandations opposables (petits et éclatés) ; qu'ils sont non conformes aux normes en vigueur et surchargés de produits qui ne relèvent pas du rôle de la pharmacie à usage intérieur tel que mentionné à l'article L 5126-1 du Code de la santé publique ; qu'il est nécessaire de retirer ces produits au sein de la pharmacie à usage intérieur, et ce dans l'attente de nouveaux locaux ou d'une pharmacie à usage intérieur territorialisée ;
- La formation du personnel constitue un enjeu majeur ; qu'il apparait nécessaire de procéder à une évaluation des besoins en la matière et de veiller à ce que le pharmacien gérant suive les formations requises ; que des dispositifs de formation à distance ou sur site sont disponibles et peuvent être mis en place ;
- Le stockage de médicaments fait partie des points critiques relevés ; qu'en effet, le stock de la pharmacie à usage intérieur n'est pas informatisé ; qu'en conséquence, des produits périmés ou impropres à la consommation ont été retrouvés dans le stock ; que la gestion des périmés représente une défaillance notable ; que cela expose des risques importants pour les patients ;
- La gestion des médicaments non utilisés (MNU) constitue un risque majeur pour le circuit du médicament ; que les MNU des EHPAD sont repris dans le stock de la pharmacie à usage intérieur sans aucun conditionnement secondaire ; qu'il en résulte le stockage de multiples comprimés en dose unitaire ou non, dans des boîtes en carton, avec des numéros de lots et des dates de péremption différentes ;

CONSIDERANT que l'activité de préparation de doses à administrer n'a fait l'objet d'aucune demande, comme cela doit être le cas au regard de l'article R.5126-9 du Code de la santé publique ; qu'à ce titre, une demande immédiate doit être réalisée par l'établissement ;

CONSIDERANT ce qui précède, la préparation des piluliers doit être centralisée dans une pièce unique, en dehors de la pharmacie à usage intérieur, dans la mesure où la place pour la réalisation de cette activité n'est pas suffisante et en dehors des services de soins ; qu'il est nécessaire de passer à une cueillette faite dans les stocks de la pharmacie à usage intérieur de manière à diminuer considérablement les retours de MNU ; que la préparation des piluliers doit être revue et qu'un système tel que le sur étiquetage doit être envisagé rapidement ;

CONSIDERANT que la pharmacie à usage intérieur ne possède pas de local de rétrocession conforme ; qu'il est indispensable d'envisager un autre lieu pour sa réalisation ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de revoir entièrement le système qualité de la pharmacie à usage intérieur ; qu'au-delà des procédures manquantes, certaines sont incomplètes, inopérantes, et anciennes pour certaines ;

CONSIDERANT que des points à améliorer ont été relevés ; qu'il est nécessaire que ces points côtés A dans le rapport soient corrigés sans délai ; que les mises à jour seront comptabilisées comme ayant été effectuées et devront pouvoir être présentées ;

DECIDE

Article 1 :

La demande Directeur de l'Hôpital de Sées, portant sur l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur de l'Hôpital de Sées, sis 79 rue de la République à SEES – 61500, pour la réalisation des missions de base et de rétrocession, est conditionnée à la mise en œuvre, à réception de la présente décision, des modifications immédiates et recommandations susmentionnées.

Article 2 :

Le temps de présence du pharmacien chargé de la gérance est de 1 ETP.

Article 3 :

La pharmacie à usage intérieur ne peut fonctionner qu'en présence du pharmacien chargé de la gérance ou de son remplaçant ou d'un pharmacien adjoint mentionné à l'article R. 5125-34 exerçant dans cette pharmacie.

Article 4 :

Toute modification des éléments figurant dans l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur doit faire l'objet d'une nouvelle autorisation délivrée dans les mêmes conditions si celle-ci est substantielle, en application de l'article R. 5126-32 du code de la santé publique, ou d'une déclaration préalable dans les autres cas.

Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois :

- D'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de Santé de Normandie, espace Claude Monet, 2 place Jean Nouzille, CS 55035 14050 Caen Cedex 4 ;
- D'un recours hiérarchique auprès du Ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, Direction générale de l'Offre de Soins, bureau R2, 14 avenue Duquesne 75350 Paris SP 07 ; ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux ;
- D'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN – 3 rue Arthur le Duc à CAEN – 14000. La saisine du tribunal administratif peut se faire via Télérecours citoyens www.telerecours.fr

Le délai de recours prend effet :

- Pour l'intéressé, à compter de la date de notification de la présente décision ;
- Pour les tiers, à compter de la date de publication de la présente décision.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

Article 6 :

La présente décision est notifiée au demandeur et publiée aux recueils des actes administratifs de la région Normandie et du département de l'Orne.

Article 7 :

Le Directeur général adjoint de l'Agence régionale de santé de Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Caen, le 8 décembre 2025

Le Directeur général,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a vertical line that loops to the left and then extends horizontally to the right.

François MENGIN LECREULX

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2026-01-23-00008

DECISION PORTANT AUTORISATION DE LA
PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE DE
MEDECINE PHYSIQUE ET DE READAPTATION «
LA CLAIRIERE », SITES DE FLERS (61100) ET
HEROUVILLE-SAINT-CLAIR (14200)

DECISION PORTANT AUTORISATION DE LA PHARMACIE A USAGE
INTERIEUR DU CENTRE DE MEDECINE PHYSIQUE ET DE READAPTATION
« LA CLAIRIERE », SITES DE FLERS (61100) ET HEROUVILLE-SAINT-CLAIR
(14200)

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie

- VU** le code de la santé publique, et notamment le chapitre VI du titre II du livre Ier de sa cinquième partie (parties législative et réglementaire) et les articles L. 5126-4, L. 5126-5, R. 5126-9, R. 5126-27 à R. 5126-33 ;
- VU** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- VU** le décret n° 2019-489 du 21 mai 2019 modifié relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
- VU** le décret du 26 juin 2024 portant nomination de M. François MENGIN LECREULX en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie à compter du 26 juin 2024 ;
- VU** l'arrêté du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière et ses annexes ;
- VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;
- VU** la décision du 16 octobre 2025 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie ;
- VU** la demande de la Directrice du Centre de Médecine Physique et de Réadaptation (CMPR) « La Clairière », pour ses sites sis 264 rue Jacques Prévert à FLERS – 61100 et 3 allée des Boiselles à HEROUVILLE-SAINT-CLAIR – 14200, déposée et déclarée recevable le 29 avril 2025 par l'Agence régionale de santé de Normandie en vue d'obtenir l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur (PUI) de réaliser les missions de base et l'activité de préparation de doses à administrer ;
- VU** l'avis du 31 juillet 2025 de la section H de l'Ordre national des pharmaciens ;
- VU** le rapport du 19 décembre 2025 établi par le pharmacien inspecteur de santé publique de l'Agence régionale de santé de Normandie ;

CONSIDERANT que la Directrice déléguée du Centre de Médecine Physique et de Réadaptation (CMPR) « La Clairière » pour ses sites sis 264 rue Jacques Prévert à FLERS – 61100 et 3 allée des Boiselles à HEROUVILLE-SAINT-CLAIR – 14200, a sollicité l'Agence régionale de santé de Normandie, en vue d'obtenir l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur (PUI) pour la réalisation des missions de base et de l'activité de préparations de doses à administrer ;

CONSIDERANT qu'il ressort de l'instruction que les dispositions du décret modifié n°2019-489 du 21 mai 2019 relatif aux pharmacies à usage intérieur sont respectées ;

CONSIDERANT que la pharmacie à usage intérieur respecte les bonnes pratiques opposables et les dispositions de l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;

CONSIDERANT que des points à améliorer ont été relevés ; qu'il est nécessaire que ces points et les mises à jour soient effectués dans un délai de 6 mois ; que passé ce délai, les mises à jour seront comptabilisées comme ayant été effectuées et devront pouvoir être présentées ;

DECIDE

Article 1 :

La demande de la Directrice du Centre de Médecine Physique et de Réadaptation (CMPR) « La Clairière », portant sur l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur du CMPR « La Clairière », pour ses sites sis 264 rue Jacques Prévert à FLERS – 61100 et 3 allée des Boiselles à HEROUVILLE-SAINT-CLAIR – 14200, pour la réalisation des missions de base et de l'activité de préparation de doses à administrer, est acceptée.

Article 2 :

Le temps de présence du pharmacien chargé de la gérance est de 0,8 ETP.

Article 3 :

La pharmacie à usage intérieur ne peut fonctionner qu'en présence du pharmacien chargé de la gérance ou de son remplaçant ou d'un pharmacien adjoint mentionné à l'article R. 5125-34 exerçant dans cette pharmacie.

Article 4 :

Toute modification des éléments figurant dans l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur doit faire l'objet d'une nouvelle autorisation délivrée dans les mêmes conditions si celle-ci est substantielle, en application de l'article R. 5126-32 du code de la santé publique, ou d'une déclaration préalable dans les autres cas.

Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois :

- D'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de Santé de Normandie, espace Claude Monet, 2 place Jean Nouzille, CS 55035 14050 Caen Cedex 4 ;
- D'un recours hiérarchique auprès du Ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, Direction générale de l'Offre de Soins, bureau R2, 14 avenue Duquesne 75350 Paris SP 07 ; ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux ;
- D'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de CAEN – 3 rue Arthur le Duc à CAEN – 14000. La saisine du tribunal administratif peut se faire via Télérecours citoyens www.telerecours.fr

Le délai de recours prend effet :

- Pour l'intéressé, à compter de la date de notification de la présente décision ;
- Pour les tiers, à compter de la date de publication de la présente décision.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

Article 6 :

La présente décision est notifiée au demandeur et publiée aux recueils des actes administratifs de la région Normandie et des départements de l'Orne et du Calvados.

Article 7 :

Le Directeur général adjoint de l'Agence régionale de santé de Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Caen, le 23 janvier 2026

Le Directeur général,

Eva BONNET
ARS de Normandie
Directrice Adjointe
de l'Offre de Soins

François MENGIN LECREULX

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2025-09-25-00006

DECISION PORTANT AUTORISATION DE LA
PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE
HOSPITALIER DE LISIEUX (14100)

DECISION PORTANT AUTORISATION DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU CENTRE HOSPITALIER DE LISIEUX (14100)

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie

- VU** le code de la santé publique, et notamment le chapitre VI du titre II du livre Ier de sa cinquième partie (parties législative et réglementaire) et les articles L. 5126-4, L. 5126-5, R. 5126-9, R. 5126-27 à R. 5126-33 ;
- VU** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- VU** le décret n° 2019-489 du 21 mai 2019 modifié relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
- VU** le décret du 26 juin 2024 portant nomination de M. François MENGIN LECREULX en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie à compter du 26 juin 2024 ;
- VU** l'arrêté du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière et ses annexes ;
- VU** l'arrêté du 6 avril 2011 relatif au management de la qualité de la prise en charge médicamenteuse et aux médicaments dans les établissements de santé ;
- VU** la décision du 28 juillet 2025 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie ;
- VU** la demande du Directeur du Centre Hospitalier de Lisieux sis 4 rue Roger Aini à LISIEUX (14100), déposée le 20 mai 2025 et déclarée recevable le 28 mai 2025 par l'Agence régionale de santé de Normandie, en vue d'obtenir une autorisation de la pharmacie à usage intérieur pour assurer les missions de base, la vente au public de médicaments (article L.5126-6 du Code de la santé publique) et l'activité optionnelle non à risque de préparation de doses à administrer ;
- VU** les rapports du 24 septembre 2025 établis par la pharmacienne inspectrice désignée de l'Agence régionale de santé de Normandie ;

CONSIDERANT que lors de l'instruction, il a été constaté que les locaux ne sont pas conformes aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière (BPPH) : sécurisation défectueuse, revêtements inadaptés et recoins non nettoyables ; qu'un plan d'action doit être défini pour remettre les locaux en conformité avec la réglementation à moyen terme et des actions ciblées de nettoyage doivent être prévues afin de maîtriser les risques liés à la non-conformité des locaux actuels dans un délai de 3 mois et dans un délai de 2 mois pour la sécurisation à la notification de la présente décision ;

CONSIDERANT qu'il a été relevé lors de l'instruction, que d'autres points sont à améliorer ; qu'il sera nécessaire que ces points soient corrigés dans un délai de 6 mois suivant l'autorisation ; que passé ce délai, les mises à jour seront comptabilisées comme ayant été effectuées et devront pouvoir être présentées à l'autorité de contrôle ;

DECIDE

Article 1 :

La demande du Directeur du Centre Hospitalier de Lisieux sis 4 rue Roger Aini à LISIEUX– 14100, portant sur l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur de réaliser les missions de base, la vente au public de médicaments et l'activité optionnelle non à risque de préparation de doses à administrer est acceptée.

Article 2 :

Le temps de présence du pharmacien chargé de la gérance est de 1 ETP.

Article 3 :

La pharmacie à usage intérieur ne peut fonctionner qu'en présence du pharmacien chargé de la gérance ou de son remplaçant ou d'un pharmacien adjoint mentionné à l'article R. 5125-34 exerçant dans cette pharmacie.

Article 4 :

Toute modification des éléments figurant dans l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur doit faire l'objet d'une nouvelle autorisation délivrée dans les mêmes conditions si celle-ci est substantielle, en application de l'article R. 5126-32 du code de la santé publique, ou d'une déclaration préalable dans les autres cas.

Article 5 :

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de Santé de Normandie, espace Claude Monet, 2 place Jean Nouzille, CS 55035 14050 Caen Cedex 4 ;
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles, Direction générale de l'Offre de Soins, bureau R2, 14 avenue Duquesne 75350 Paris SP 07 ; ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Caen - 3 rue Arthur le Duc, 14000 CAEN. La saisine du tribunal administratif peut se faire via Télérecours citoyens www.telerecours.fr

Le délai de recours prend effet :

- pour l'intéressé, à compter de la date de notification de la présente décision ;
- pour les tiers, à compter de la date de publication de la présente décision.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

Article 6 :

La présente décision est notifiée au demandeur et publiée aux recueils des actes administratifs de la région Normandie et du département du Calvados.

Article 7 :

Le Directeur de l'offre de soins de l'Agence régionale de santé de Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Caen, le 25 septembre 2025

Le Directeur général,

Eva BONNET
ARS de Normandie
Directrice Adjointe
de l'Offre de Soins

François MENGIN LECREULX

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2026-02-04-00015

DECISION PORTANT AUTORISATION
TEMPORAIRE DE LA PHARMACIE A USAGE
INTERIEUR DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DE L'EURE

DECISION PORTANT AUTORISATION TEMPORAIRE DE LA PHARMACIE A USAGE INTERIEUR DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE L'EURE

Le Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie

- VU** le code de la santé publique, et notamment le chapitre VI du titre II du livre Ier de sa cinquième partie (parties législative et réglementaire) et les articles L. 5126-4, L. 5126-5, R. 5126-9, R. 5126-27 à R. 5126-33 ;
- VU** la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;
- VU** le décret n° 2019-489 du 21 mai 2019 modifié relatif aux pharmacies à usage intérieur ;
- VU** le décret du 26 juin 2024 portant nomination de M. François MENGIN LECREULX en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie à compter du 26 juin 2024 ;
- VU** l'arrêté du 22 juin 2001 relatif aux bonnes pratiques de pharmacie hospitalière et ses annexes ;
- VU** l'arrêté du 7 août 2023 fixant les conditions dans lesquelles sont gérés les médicaments, objets ou produits détenus et dispensés par les pharmacies à usage intérieur des services d'incendie et de secours ;
- VU** la décision du 16 octobre 2025 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie ;
- VU** la demande du Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Eure sis 8 rue du Docteur Michel Baudoux à EVREUX – 27006, déposée le 30 septembre 2025 et déclarée recevable le 9 octobre 2025 par l'Agence régionale de santé de Normandie en vue d'obtenir l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur (PUI) de réaliser les missions de base ;
- VU** l'avis du 17 janvier 2026 de la section H de l'Ordre national des pharmaciens ;
- VU** le rapport du 2 février 2026 établi par la pharmacienne inspectrice de santé publique de l'Agence régionale de santé de Normandie ;

CONSIDERANT que le Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Eure sis 8 rue du Docteur Michel Baudoux à EVREUX – 27006, a sollicité l'Agence régionale de santé de Normandie, en vue d'obtenir l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur (PUI) pour la réalisation des missions de base ;

CONSIDERANT qu'il ressort du rapport de la pharmacienne inspectrice de santé publique de l'Agence régionale de santé de Normandie, l'absence de pharmacien gérant désigné ;

CONSIDERANT qu'il est constaté, sur certaines périodes, un exercice de la préparatrice en pharmacie en l'absence de pharmacien ; qu'en l'absence de pharmaciens, l'organisation doit être revue sans délai pour restreindre les missions de la préparatrice aux activités non pharmaceutiques et la pharmacie à usage intérieur doit être fermée ;

CONSIDERANT que l'organisation des locaux et leur accessibilité sont à revoir ;

CONSIDERANT toutefois que, l'arrivée d'une pharmacienne gérante est prévue pour le mois de mars 2026 ; que des pharmaciens volontaires assurent une présence pharmaceutique partielle ;

CONSIDERANT que la pharmacie à usage intérieur dispose d'un système de management de la qualité ; que ce système sera à adapter au fonctionnement à venir ;

CONSIDERANT que l'équipe actuelle et la hiérarchie ont volontairement limité les activités de la pharmacie à usage intérieur ;

DECIDE

Article 1 :

La demande du Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Eure, sis 8 rue du Docteur Michel Baudoux à EVREUX – 27006, portant sur l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur du SDIS 27 pour la réalisation des missions de base est autorisée pour **une durée de 6 mois**.

Cette autorisation est conditionnée à la nomination effective d'une pharmacienne gérante à compter de mars 2026 et à l'engagement de déposer une nouvelle demande de renouvellement d'autorisation pour la pharmacie à usage intérieur, mettant en exergue les modifications mises en œuvre ou envisagées au plus tard en juin 2026.

Article 2 :

La pharmacie à usage intérieur ne peut fonctionner qu'en présence du pharmacien chargé de la gérance ou de son remplaçant ou d'un pharmacien adjoint mentionné à l'article R. 5125-34 exerçant dans cette pharmacie.

Article 3 :

Toute modification des éléments figurant dans l'autorisation de la pharmacie à usage intérieur doit faire l'objet d'une nouvelle autorisation délivrée dans les mêmes conditions si celle-ci est substantielle, en application de l'article R. 5126-32 du code de la santé publique, ou d'une déclaration préalable dans les autres cas.

Article 4 :

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois :

- D'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence régionale de Santé de Normandie, espace Claude Monet, 2 place Jean Nouzille, CS 55035 14050 Caen Cedex 4 ;
- D'un recours hiérarchique auprès du Ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées, Direction générale de l'Offre de Soins, bureau R2, 14 avenue Duquesne 75350 Paris SP 07 ; ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux ;
- D'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de ROUEN – 53 avenue Gustave Flaubert à ROUEN – 76000. La saisine du tribunal administratif peut se faire via Télérecours citoyens www.telerecours.fr

Le délai de recours prend effet :

- Pour l'intéressé, à compter de la date de notification de la présente décision ;
- Pour les tiers, à compter de la date de publication de la présente décision.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

Article 5 :

La présente décision est notifiée au demandeur et publiée aux recueils des actes administratifs de la région Normandie et des départements de l'Eure.

Article 6 :

Le Directeur général adjoint de l'Agence régionale de santé de Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Caen, le 4 février 2026

Le Directeur général,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large loop followed by a horizontal line extending to the right.

François MENGIN LECREULX

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2026-03-03-00010

RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION
D'EXERCER L'ACTIVITE DE CHIRURGIE
CARDIAQUE- CHU DE ROUEN

RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION DE SOINS DE CHIRURGIE CARDIAQUE – CHU DE ROUEN

Par application des dispositions de l'article L6122-10 du Code de la Santé Publique, l'autorisation antérieurement renouvelée le 1er juin 2016 avec effet au 1er juin 2017 au profit du CHU de Rouen pour l'exercice de l'activité de soins de chirurgie cardiaque adulte est renouvelée en date du 15 février 2026 pour une durée de sept ans soit jusqu'au 14 février 2033.

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2026-03-02-00004

RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION
D'EXERCER L'ACTIVITE DE NEURORADIOLOGIE
INTERVENTIONNELLE - CHU DE ROUEN

RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITE DE NEURORADIOLOGIE INTERVENTIONNELLE – CHU DE ROUEN

Par application des dispositions de l'article L6122-10 du Code de la Santé Publique, l'autorisation antérieurement renouvelée le 15 octobre 2018 avec effet au 15 octobre 2019 au profit du CHU de Rouen pour l'exercice de l'activité de neuroradiologie interventionnelle Mention B sur le site de l'hôpital Charles Nicolle est renouvelée en date du 15 avril 2026 avec effet au 15 avril 2027 pour une durée de sept ans soit jusqu'au 14 avril 2034.

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2026-02-24-00007

Décision portant désignation de la médecin psychiatre référente de la cellule d'urgence médico psychologique du département de la Seine-Maritime et de la cellule d'urgence médico psychologique renforcée de Normandie

DÉCISION
**PORTANT DÉSIGNATION DE LA MÉDECIN PSYCHIATRE RÉFÉRENTE DE LA CELLULE
D'URGENCE MÉDICO PSYCHOLOGIQUE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE MARITIME (76) ET
DE LA CELLULE D'URGENCE MEDICO PSYCHOLOGIQUE RENFORCÉE DE NORMANDIE**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ DE NORMANDIE

VU le code de la défense, notamment l'article R 1142-22 ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L 6311-1, L 6311-2 et R 6311-25 à R 6311-32 ;

VU la loi 86-33 du 09 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret 2010-224 du 04 mars 2010 relatif aux pouvoirs des préfets de zone de défense et de sécurité ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret n°2013-15 du 7 janvier 2013 relatif à la préparation et aux réponses aux situations sanitaires exceptionnelles ;

VU le décret du 26 juin 2024 portant nomination du Directeur général de l'agence régionale de santé de Normandie – Monsieur François MENGIN LECREULX ;

VU la décision du 16 octobre 2025 portant délégation de signature du Directeur général de l'agence régionale de santé de Normandie ;

VU l'arrêté du 24 février 2014 relatif aux modalités d'intervention des cellules d'urgence médico-psychologique et aux conditions de participation des personnels et des professionnels à une cellule d'urgence médico-psychologique ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2016 fixant les modalités de l'organisation de l'urgence médico-psychologique ;

VU l'instruction N° DGS/VSS2/2017/7 du 6 janvier 2017 relative à l'organisation de la prise en charge de l'urgence médico-psychologique ;

VU l'arrêté du 31 octobre 2023 portant approbation du projet régional de santé 2023-2028 ;

VU l'arrêté du 31 mai 2024 portant nomination du psychiatre référent national ;

D É C I D E

Article 1

Madame la Docteure Sandrine Elias, psychiatre au Centre hospitalier du Rouvray à Sotteville-lès-Rouen, est désignée référente départementale de la cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP) de la Seine Maritime et également désignée médecin psychiatre référent de la cellule d'urgence médico-psychologique renforcée de Normandie.

Article 2

Madame la Docteure Sandrine Elias est nommée pour une durée de trois ans à compter de la notification de la présente décision.

Article 3

Le médecin psychiatre référent de la CUMP renforcée concourt à la mission de coordination régionale mentionnée à l'article R. 6311-25-1 notamment pour la formation des professionnels des cellules d'urgence médico-psychologique. Cette CUMP renforcée constitue à ce titre une antenne territoriale de la Cump régionale.

Article 4

La psychiatre référente départementale est chargée de coordonner l'activité et les moyens de la CUMP et d'apporter un appui à l'ARS pour l'organisation de la prise en charge de l'urgence médico-psychologique. La psychiatre référente est chargée d'organiser l'activité de la CUMP, en particulier :

- d'assurer le recrutement des volontaires pour intervenir au sein de la CUMP et de transmettre cette liste à la CRUMP ;
- de contribuer avec le SAMU à l'élaboration du schéma type d'intervention mentionné à l'article R. 6311-27 du code de la santé publique ;
- d'organiser le fonctionnement de la CUMP et d'assurer sa coordination en particulier lors de son intervention dans les conditions prévues à l'article R. 6311-27 du code de la santé publique ;
- de participer à la formation initiale et continue des personnels et professionnels de santé de la CUMP à la prise en charge des urgences médico-psychologiques, organisée par la CUMP régionale et la CUMP renforcée ;
- de développer des partenariats dans son département avec les acteurs de l'aide aux victimes ;
- d'établir le bilan d'activité annuel de la CUMP qui est transmis à l'agence régionale de santé et au psychiatre référent de la CUMP régionale.

Article 5

Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, auprès du tribunal administratif de Caen sis rue Arthur Leduc à Caen par voie postale ou via l'application Télérecours citoyen accessible à www.telerecours.fr.

Article 6

La Directrice de la santé publique de l'Agence régionale de santé de Normandie est chargée, en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui est notifiée à l'intéressé et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Région de Normandie et du Calvados.

Fait à Caen, le 24/02/2026
Pour Le Directeur général et par
délégation,
La Directrice de la santé publique


Nathalie Viard

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2026-03-03-00007

Arrêté du 3 mars 2026 portant approbation de
l'avenant n° 17 à la convention constitutive du
Groupement de Coopération Sanitaire
"Normand'E-santé"

**ARRÊTÉ DU 3 MARS 2026 PORTANT APPROBATION DE L'AVENANT N°17
A LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT DE COOPÉRATION SANITAIRE
« NORMAND'E-SANTE »**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ

Vu le Code de la Santé publique et notamment les articles L 6115-3, L. 6133-1 à L. 6133-9 et R. 6133-1 à R. 6133-25 du code de la santé publique

Vu le titre IV chapitre 1er de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires dite loi « HPST » qui crée les Agences Régionales de Santé

Vu l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n°2009-879 du 21 juillet 2010,

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé,

Vu le décret du 26 juin 2024 portant nomination de Monsieur François MENGIN LECREULX, en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Normandie ;

Vu l'arrêté du 23 décembre 2015 fixant le siège de l'agence régionale de santé constituée dans la région provisoirement dénommée Normandie ;

Vu la convention constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » approuvée par ses membres fondateurs en date du 21 novembre 2019 ;

Vu le traité du 28 mars 2018 relatif à la fusion des « Groupement de coopération sanitaire télésanté Basse-Normandie » et « Groupement de coopération sanitaire normand e-santé » ;

Vu le traité du 28 mars 2018 relatif à la fusion des « Groupement de coopération sanitaire télésanté Haute-Normandie » et « Groupement de coopération sanitaire normand e-santé » ;

Vu la décision du 15 mai 2018 portant dissolution du « Groupement de coopération sanitaire télésanté Basse-Normandie » ;

Vu la décision du 15 mai 2018 portant dissolution du « Groupement de coopération sanitaire télésanté Haute-Normandie » ;

Vu la décision du 16 octobre 2025 portant délégation de signature du directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Normandie ;

Vu le courrier du Gérant de la clinique du Docteur Henri Guillard à COUTANCES exprimant le souhait de retrait au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 28 mai 2025 ;

Vu le courrier de la Présidente du groupe Les Iliades Holding à BOIS-GUILLAUME exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 16 juin 2025 ;

Vu le courrier du Coordinateur du Pôle de santé Vicq d'Azir à VALOGNES exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 20 juin 2025 ;

Vu le courrier de la Présidente de la CPTS Mont Saint Michel à DUCEY-LES-CHERIS exprimant le souhait d'adhésion en date du 26 juin 2025 ;

Vu le courrier de la Directrice du Centre départemental de santé à ALENCON exprimant le souhait de retrait au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 10 juillet 2025 ;

Vu le courrier de la Directrice de l'EPHAD L'aubade à FLAMANVILLE exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 18 juillet 2025 ;

Vu le courrier de la Représentante de L'APAEI des Pays d'Auge et de Falaise exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 21 juillet 2025 ;

Vu le courrier du Gérant du Pôle de santé Abbaye de Saint Pierre en Auge à SAINT PIERRE EN AUGES exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 29 juillet 2025, entraînant le retrait de l'EHPAD Les Jonquilles ;

Vu le courrier de la Gérante Léa Nicolle à CAEN exprimant le souhait de retrait au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 30 juillet 2025 ;

Vu le courrier de la Directrice de la Clinique Thalatta à OUISTREHAM exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 04 août 2025 ;

Vu le courrier de la Gérante de la Pharmacie Centre Commercial Cotentin à CHERBOURG EN COTENTIN exprimant le souhait de retrait au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 04 août 2025 ;

Vu le courrier du Directeur de l'EHPAD « Saint Michel » à GRAIGNES exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 07 août 2025 ;

Vu le courrier du Directeur de l'APPSUM 61 à ALENCON exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 10 septembre 2025 ;

Vu le courrier du Directeur de L'UC- IRSA à LA RICHE, CENTRE VAL DE LOIRE exprimant le souhait de retrait au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 12 septembre 2025 ;

Vu le courrier du Directeur Général de la Fondation Filseine à MONT-SAINT-AIGNAN exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date 17 septembre 2025 ;

Vu le courrier de la Vice-Présidente du SSIAD CCAS à ROUEN exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 23 septembre 2025 ;

Vu le courrier de la Gérante Hélène CHAMPOD à FLEURY SUR ORNE exprimant le souhait de retrait au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 23 septembre 2025 ;

Vu le courrier du Responsable de la Maison de Santé l'Abbatiale à FALAISE exprimant le souhait de retrait au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 03 octobre 2025 ;

Vu le courrier du Responsable SPASAD du centre communal d'Action Social à EVREUX exprimant le souhait de retrait au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 03 octobre 2025 ;

Vu le courrier de la Présidente URPS des Orthoptistes de Normandie à ROUEN exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 09 octobre 2025 ;

Vu le courrier du Co-gérant du Centre de Radiothérapie La Baie à AVRANCHES exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 15 octobre 2025 ;

Vu le courrier de la Gérante Annabelle SALLANDRE, Sage-Femme à COUTANCES exprimant le souhait de retrait au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 19 octobre 2025 ;

Vu le courrier de la Représentante de l'Association Saint Ornuphre à RIVES EN SEINE exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 24 octobre 2025 ;

Vu le courrier de la Présidente du Gérontopôle Normandie, à SAINT - CONTEST exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 06 novembre 2025 ;

Vu le courrier de la Vice-présidente de l'Association Télémédecine, à SAINT GEORGES DE ROUELLEY exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 06 novembre 2025 ;

Vu le courrier du Directeur du Centre Local d'information et de Coordination du Cotentin à LES PIEUX exprimant le souhait de retrait au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 18 novembre 2025 ;

Vu le courrier du Directeur de l'Hôpital privé de l'Eure Cotentin à EVREUX exprimant le souhait d'adhérer au Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » en date du 24 novembre 2025 suite à la fusion entre l'Hôpital privé Pasteur et la Clinique Bergouignan ;

Vu le compte-rendu de l'Assemblée Générale du Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » du 27 novembre 2025, dont le compte-rendu est daté du 19 janvier 2026, qui approuve à l'unanimité l'avenant N°17 de la convention ;

Vu la demande formulée en date du 1^{er} septembre 2025 par l'Administrateur du GCS, en vue de l'approbation de l'avenant N°17 à la convention constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire « Normand'e-santé » ;

CONSIDERANT l'article 26 de la convention constitutive relatif aux avenants de la convention constitutive,

CONSIDERANT que l'objet de l'avenant N°17 de la convention constitutive, son contenu et ses modalités de mise en œuvre sont conformes aux dispositions du Code de Santé Publique,

ARRETE

Article 1^{er} : L'avenant N°17 à la convention constitutive du groupement de coopération sanitaire « Normand'e-santé » portant modification des membres en son sein est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté.

Article 2 : Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux dans un délai de deux mois, au Tribunal administratif de Caen sis au 3, rue Arthur Leduc BP 25086 à Caen (14050) CEDEX 4, à compter de la réception de la notification pour les intéressés et de la publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 3 : Le Directeur DAMTN est chargé de l'exécution du présent arrêté qui est publié au Recueil des Actes Administratifs de la Région Normandie, ainsi qu'aux Recueils des Actes Administratifs du département du Calvados, de l'Eure, de la Manche, de l'Orne et de la Seine-Maritime.

Fait à CAEN, le 3 mars 2026

François MENGIN LECREULX,

Pierre TSUJI
ARS Normandie
Directeur de l'attractivité des métiers
et de la transformation numérique
du système de santé

Directeur général





**ASSEMBLEE GENERALE
DU GROUPEMENT DE COOPERATION SANITAIRE
NORMAND'E-SANTE**

Jeudi 27 novembre 2025

AVENANT 17

Site de CAEN - Siège social - Bâtiment COMETE- 7 longue vue des astronomes - 14111 Louvigny – 02 50 53 70 00
Site de ROUEN - 1231 rue de la sente aux bœufs - 76160 Saint Martin du Vivier
contact@normand-esante.fr

**AVENANT N°17
A LA CONVENTION CONSTITUTIVE
DU GROUPEMENT DE COOPERATION SANITAIRE
« Normand'e-santé »**

VU le Code de la Santé Publique (CSP), notamment les articles L. 6133-1 à L. 6133-10 relatifs aux Groupements de Coopération Sanitaire (GCS) et R. 6133-1 à R. 6133-30 ;

VU l'arrêté du 23 juillet 2010 relatif aux groupements de coopération sanitaire ;

VU l'instruction N°SG/DSSIS/2017/8 du 10/01/2017 relative à l'organisation à déployer pour la mise en œuvre de la stratégie d'e-santé en région ;

Vu l'arrêté du 29 novembre 2017 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant la convention constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire Normand'e-santé, publié le 29 novembre 2017 au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région Normandie ;

Vu l'arrêté du 28 juin 2018 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 1 de la convention constitutive, publié 20 Juillet 2018 au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région Normandie ;

Vu l'arrêté du 28 mars 2019 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 2 de la convention constitutive, publié 8 avril 2019 au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région Normandie ;

Vu l'arrêté du 9 septembre 2019 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 3 de la convention constitutive, publié 27 septembre 2019 au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région Normandie ;

Vu l'arrêté du 10 juin 2020 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 4 de la convention constitutive, publié 19 juin 2020 au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région Normandie ;

Vu l'arrêté du 3 novembre 2020 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 5 de la convention constitutive, publié 6 novembre 2020 au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région Normandie ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 6 de la convention constitutive, publié 12 mai 2021 au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région Normandie ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 2021 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 7 de la convention constitutive, publié le 19 novembre 2021 au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région Normandie ;

Vu l'arrêté du 17 mars 2022 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 8 de la convention constitutive, publié le 25 mars 2022 au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région Normandie ;

Vu l'arrêté du 15 Novembre 2022 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 9 de la convention constitutive, publié le 25 Novembre 2022 au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région Normandie ;

Vu l'arrêté du 23 février 2023 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 10 de la convention constitutive, publié le 31 mars 2023 au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région Normandie ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 2023 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 11 de la convention constitutive, publié le 10 novembre 2023 au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Région Normandie ;

Vu l'arrêté du 11 mars 2024 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 12 de la convention constitutive, publié le 5 avril 2024 au Recueil des Actes Administratifs de La Préfecture de l'Orne ;

Vu l'arrêté du 7 novembre 2024 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 13 de la convention constitutive, publié le 22 novembre 2024 au Recueil des Actes Administratifs de La Préfecture de la région Normandie ;

Vu l'arrêté du 10 mars 2025 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 14 de la convention constitutive, publié le 11 mars 2025 au Recueil des Actes Administratifs de La Préfecture de la région Normandie ;

Vu l'arrêté du 21 mai 2025 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 15 de la convention constitutive, publié le 6 juin 2025 au Recueil des Actes Administratifs de La Préfecture de la région Normandie ;

Vu l'arrêté du 22 octobre 2025 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé approuvant l'avenant 16 de la convention constitutive, publié le 22 octobre 2025 au Recueil des Actes Administratifs de La Préfecture de la région Normandie ;

*Vu la délibération de l'Assemblée générale du **27 novembre 2025** ;*

Les soussignés,

1. 3ADOM Aide à Domicile ALENCON
2. 3C EVREUX VERNON Centre de Coordination en Cancérologie
3. 3C Guillaume Centre Coordination en Cancérologie
4. AAJD Association Aide aux Adultes et aux Jeunes en Difficultés AGNEAUX
5. AAPA Association des Amis des Personnes Agées du Canton de CRIQUETOT
L'ESNEVAL AAPA
6. ACAIS - Association du Cotentin d'Aide et d'Intégration Sociale
7. Accueil Santé de la Dalle VAL DE REUIL
8. ACOMAD Association de coordination et de maintien à domicile
9. ACSEA - Association Calvadosienne pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte
10. ADAPEI 27
11. ADMR de MONTVILLE
12. ADPEP Manche - Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public
13. ADSEAM Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte de la
Manche
14. AIR Partenaire Santé
15. ALAUME Association Médecins Libéraux de l'Eure
16. AMER - Association Médico Educative Rouennaise MONT CAUVAIRE
17. Amsn BOIS GUILLAUME Prévention de Santé au Travail
18. ANIDER
19. APAEI CAEN
20. APAEI Côte Fleurie DIVES SUR MER
21. APAEI du Bocage Virois et de la Suisse Normande VIRE
22. APEER - Association Pour l'Éducation et la Réadaptation de TILLY
23. APF France Handicap d'HEROUVILLE SAINT CLAIR
24. Appui Santé CAUX BRAY ALBATRE
25. ARMV Asso Régionale Médecine Vasculaire de Normandie CAEN
26. ASPEC - Accueil et Soins aux Personnes Epileptiques et Cérébro-lésées
27. Association d'Aide Rurale du Pays de Bray « La Brèche » FORGES LES EAUX
28. Association de Soins Villers Blonville VILLERS SUR MER
29. Association Départementale de Prévention du Suicide dans la Manche
30. Association des Rhumatologues de Basse-Normandie CAEN
31. Association des Transports Sanitaires Urgents ATSU Normandie
32. Association du Grand Lieu
33. Association Gaston Mialaret
34. Association L'Arche VERNEUIL SUR AVRE
35. Association La Pommeraie Jean Vanier CRIQUETOT-L'ESNEVAL
36. Association La Ronce EVREUX
37. Association Le Pré de la Bataille de ROUEN
38. Association Maison de Retraite de MARIGNY LE LOZON
39. Association Marie Hélène EVREUX
40. Association Médicale des Urgences du Havre
41. Association Pierre Noal
42. Association Régionale NormanDys (ARN)

43. Association REVIVRE DAC Appui Santé 14 CAEN
44. Association Sainte Marie - Saint Joseph
45. Association SESAME Autisme Normandie NOTRE DAME DE BONDEVILLE
46. Association Télémédecine de SAINT GEORGES DE ROUELLEY
47. AUB Santé de SAINT GREGOIRE
48. Cabinet BERTHAUX Camille HEROUVILLE
49. Cabinet de Sage-femmes Annabelle SALLANDRE COUTANCES
50. Cabinet d'Orthoptie Irène BOELEN PONT L'EVEQUE
51. Cabinet Infirmiers du Ronceret SAINT PIERRE EGLISE
52. Cabinet Infirmiers MOUCHARD et THEARD de LE VAL DAVID
53. Cabinet Jean-Paul BEN MOUHOUD EVREUX
54. Cabinet Médical BELACEL Khedidja EVREUX
55. Cabinet Médical Camille GAGNEUX
56. Cabinet Médical CHAMPOD Hélène FLEURY SUR ORNE
57. Cabinet Médical de l'Union YVETOT
58. Cabinet Pédicure-Podologue GRONNWARD Benjamin
59. Cabinet Privé MOUNET Benjamin
60. CCAS de CAEN
61. CCAS de CHERBOURG EN COTENTIN
62. CCAS de COUTANCES
63. CCAS de DIVES SUR MER
64. CCAS de SAINT LO
65. CCAS d'EVREUX
66. CCAS d'HEROUVILLE SAINT CLAIR - EHPAD du Val
67. Centre De Gestion de l'Eure CDG27 EVREUX
68. Centre de Pathologie Maine Normandie LE MANS
69. Centre De Radiothérapie Guillaume Le Conquérant LE HAVRE
70. Centre de Santé Infirmier Miséricorde de SEES - LE MERLERAUL - NONANT
71. Centre de Soins Infirmiers PUTANGES LE LAC
72. Centre Départemental de Santé de l'Orne
73. Centre François Baclesse CAEN Centre régional de lutte contre le cancer
74. Centre Henri Becquerel ROUEN Centre régional de lutte contre le cancer
75. Centre Hospitalier Bois Petit SOTTEVILLE LES ROUEN
76. Centre Hospitalier d'ALENCON-MAMERS
77. Centre Hospitalier d'ARGENTAN
78. Centre Hospitalier d'AUNAY BAYEUX - CHAB
79. Centre Hospitalier de BERNAY
80. Centre Hospitalier de CARENTAN
81. Centre Hospitalier de CHERBOURG-EN-COTENTIN - CHPC
82. Centre Hospitalier de COUTANCES
83. Centre Hospitalier de CRICQUEBOEUF Côte Fleurie
84. Centre Hospitalier de DARNETAL Durécu-Lavoisier
85. Centre Hospitalier de DIEPPE
86. Centre Hospitalier de FALAISE

87. Centre Hospitalier de FLERS Jacques Monod
88. Centre Hospitalier de GISORS Vexin
89. Centre Hospitalier de GOURNAY EN BRAY
90. Centre Hospitalier de L'AIGLE
91. Centre Hospitalier de l'Austreberthe BARENTIN
92. Centre Hospitalier de LE NEUBOURG
93. Centre Hospitalier de LES ANDELYS Saint Jacques
94. Centre Hospitalier de LILLEBONNE Caux Vallée de Seine
95. Centre Hospitalier de LISIEUX Robert Bisson
96. Centre Hospitalier de MONT-SAINT-AIGNAN Le Belvédère
97. Centre Hospitalier de MORTAGNE Marguerite de Lorraine
98. Centre Hospitalier de MORTAIN Gilles Buisson
99. Centre Hospitalier de NEUFCHATEL EN BRAY
100. Centre Hospitalier de PONT-AUDEMER La Risle
101. Centre Hospitalier de PONT-L'EVEQUE
102. Centre Hospitalier de PONTORSON L'Estran
103. Centre Hospitalier de SAINT LO Mémorial France-Etats-Unis
104. Centre Hospitalier de SAINT-HILAIRE-DU-HARCOUET
105. Centre Hospitalier de SAINT-JAMES
106. Centre Hospitalier de SAINT-ROMAIN DE COLBOSC
107. Centre Hospitalier de SAINT-VALERY-EN-CAUX Le Grand Large
108. Centre Hospitalier de SOTTEVILLE LES ROUEN du Rouvray
109. Centre Hospitalier de VERNEUIL-SUR-AVRE
110. Centre Hospitalier de VIMOUTIERS Marescot
111. Centre Hospitalier de VIRE
112. Centre Hospitalier d'EU
113. Centre Hospitalier d'EVREUX Eure-Seine
114. Centre Hospitalier d'EVREUX Nouvel Hôpital de Navarre
115. Centre Hospitalier Intercommunal de FECAMP Pays des Hautes Falaises
116. Centre Hospitalier Intercommunal de LA FERTE-MACE Les Andaines
117. Centre Hospitalier Intercommunal d'ELBEUF-LOUVIERS-VAL DE REUIL
118. Centre Hospitalier Universitaire de CAEN
119. Centre Hospitalier Universitaire de ROUEN
120. CHAG de PACY SUR EURE Centre d'Hébergement et d'Accompagnement
Gérontologique
121. CIAS Centre Intercommunal d'Action Sociale Centre Manche LA HAYE
122. CIAS de BRECEY VAL DE SEES
123. CIAS des Pays de l'Aigle
124. CICAT-Occitanie
125. CLIC Cotentin
126. Clinique Bergouignan d'EVREUX
127. Clinique Boucles de la Seine YVETOT Emeis
128. Clinique d'ALENCON
129. Clinique de L'Europe ROUEN

130. Clinique des Essarts GRAND-COURONNE
131. Clinique Des Ormeaux LE HAVRE
132. Clinique Docteur Henri Guillard COUTANCES
133. Clinique du Cèdre BOIS-GUILLAUME
134. Clinique Hemera YVETOT
135. Clinique Les Portes de l'Eure VERNON
136. Clinique Mathilde ROUEN
137. Clinique Megival SAINT-AUBIN-SUR-SCIE
138. Clinique Saint Antoine BOIS-GUILLAUME
139. Clinique Saint Hilaire ROUEN
140. CPO - Centre Psychothérapique de l'Orne
141. CPTS AXANTE BAYEUX
142. CPTS Caen Couronne
143. CPTS du Coutançais
144. CPTS du Vexin Normand d'ETREPAGNY
145. CPTS Eure-Seine LOUVIERS
146. CPTS Orne Centre Saosnois ALENCON
147. CPTS Orne Est MORTAGNE AU PERCHE
148. CPTS Sud Manche de VILLEDIEU LES POELES
149. CRIM - Centre de Radiologie et Imagerie Médicale COUTANCES
150. CROP - Centre Ressource de l'Ouïe et de la Parole
151. CSSR de BAGNOLE DE L'ORNE Le Parc - UGECAM
152. DAC Appui Parcours Santé 27 Est (ex : PTA Vexin)
153. DAC Appui Santé 27-DAC Sud (ex-PTA Sud Eure)
154. DAC de l'Orne MORTAGNE AU PERCHE
155. DAC en Santé Centre Manche de CARENTAN LES MARAIS
156. DAC en Santé du Cotentin CHERBOURG EN COTENTIN
157. DAC en Santé Sud Manche DUCEY LES CHERIS
158. DAC Ouest Appui Parcours Santé 27 PONT AUDEMER
159. DAC Seine et Mer LE HAVRE
160. Dépistage des Cancers - Centre de Coordination Normandie
161. EHPAD d'AGON COUTAINVILLE Le Chanteur
162. EHPAD d'ALENCON Charles Aveline (CIAS d'Alençon)
163. EHPAD d'ALENCON La Sénatorerie Emeis
164. EHPAD d'ARGENCES Fondation Letavernier Pitrou
165. EHPAD d'ARQUES LA BATAILLES Résidence La Varenne
166. EHPAD d'ATHIS DE L'ORNE Le Sacré Cœur - Association Marguerite Guérin
167. EHPAD d'AUBE Résidence Opale Hom'Age
168. EHPAD d'AUMALE Résidence du Duc
169. EHPAD d'AVRANCHES Maison du Saint Cœur de Marie
170. EHPAD d'AVRANCHES Résidence de Tonge Groupe DomusVi
171. EHPAD de BEMECOURT L'Astérina
172. EHPAD de BIEVILLE-BEUVILLE Les Pervenches Hom'Age
173. EHPAD de BLANGY SUR BRESLES Résidence Massé de Cormeilles

174. EHPAD de BOIS GUILLAUME Saint Antoine
175. EHPAD de BOIS L'EVEQUE Mishkane
176. EHPAD de BONSECOURS Les Hautes Bruyères - Association Omeg'age
177. EHPAD de BOURGUEBUS Emeraude Hom'Age
178. EHPAD de BREHAL Péreau-Lejantel
179. EHPAD de BRETEUIL-SUR-ITON
180. EHPAD de BRETTEVILLE SUR ODON Résidence Soleil
181. EHPAD de BRETTEVILLE-SUR-LAIZE Les Chanterelles
182. EHPAD de BRIONNE La Maison de Brionne
183. EHPAD de BRIOUZE Notre Dame
184. EHPAD de BUCHY Gilles Martin
185. EHPAD de CABOURG Les Héliades
186. EHPAD de CAEN Beaulieu Emeis
187. EHPAD de CAEN Clos de Calix DomusVi
188. EHPAD de CAEN Henry Dunant Croix Rouge Française
189. EHPAD de CAEN Jean-Ferdinand de Saint Jean
190. EHPAD de CAEN La Palmeraie Groupe DomusVi
191. EHPAD de CAEN Résidence Les Rives Saint Nicolas Emeis
192. EHPAD de CAEN Saint Benoit
193. EHPAD de CAGNY Les Orchidées
194. EHPAD de CAMBERNON Résidence le Parc Fleuri
195. EHPAD de CARPIQUET La Résidence Médicis
196. EHPAD de CARQUEBUT
197. EHPAD de CARROUGES La Maison des Aînés
198. EHPAD de CAUDEBEC LÈS ELBEUF Lecallier Leriche
199. EHPAD de CAUMONT L'EVENTE La Vallée de l'Aure / Gustave Courbet
200. EHPAD de CERENCES Lempérière-Lefébure
201. EHPAD de CERISY LA FORET Résidence L'Abbaye
202. EHPAD de CESNY-BOIS-HALBOUT Saint Jacques et Saint Christophe
203. EHPAD de CETON Résidence Neyret
204. EHPAD de CHANU Les Tilleuls
205. EHPAD de CHERBOURG EN COTENTIN La Demeure du Maupas
206. EHPAD de CHERBOURG EN COTENTIN Maison de La Bucaille
207. EHPAD de CHERBOURG-OCTEVILLE L'Ermitage
208. EHPAD de CLECY Le Beau Site - Domidep
209. EHPAD de CONCHES-EN-OUCHÉ Les Reflets d'Argent
210. EHPAD de CONDE-EN-NORMANDIE Laurence de la Pierre
211. EHPAD de CONDE-SUR-SARTHE Résidence Arpège
212. EHPAD de COULONGES-SUR-SARTHE Résidence Fleurie
213. EHPAD de COURSEULLES-SUR-MER Les Tilleuls
214. EHPAD de COURSEULLES-SUR-MER Résidence Westalia
215. EHPAD de DEVILLE LES ROUEN La Filandière
216. EHPAD de DOUVRES LA DELIVRANDE Intercommunal
217. EHPAD de DOZULE Résidence Topaze Hom'Age

218. EHPAD de DOZULE Résidence Vallée d'Auge Groupe DomusVi
219. EHPAD de DUCEY Résidence Delivet
220. EHPAD de DUCLAIR L'Archipel
221. EHPAD de FAUVILLE EN CAUX Résidence Bouic-Manoury
222. EHPAD de FLERS Les Hauts Vents
223. EHPAD de FLEURY SUR ORNE Le Florilège
224. EHPAD de FONTENAY LE PESNEL Les Deux Fontaines Hom'Age
225. EHPAD de FORGES LES EAUX Fondation Beaufiles
226. EHPAD de FRESNAY SUR SARTHE Les Frênes - Les Châtaigniers
227. EHPAD de GAILLEFONTAINE Lefebvre-Blondel-Dubus
228. EHPAD de GRAINVILLE LA TEINTURIERE Anne-Françoise Leboultz
229. EHPAD de GRAND QUEVILLY Les Jardins de Matisse
230. EHPAD de GRANVILLE L'Emeraude Emeis
231. EHPAD de GRANVILLE Saint Gabriel
232. EHPAD de LA CHAPELLE D'ANDAINÉ Résidence l'Orée des Bois
233. EHPAD de LA COUTURE BOUSSEY Les Rives d'Or Emeis
234. EHPAD de LA FERRIERE AUX ETANGS Sainte-Anne
235. EHPAD de LA FEUILLIE Résidence Noury
236. EHPAD de LA GLACERIE Le Clos à Froment
237. EHPAD de LA HAYE PESNEL Au Bocage Hayland
238. EHPAD de LE BREUIL-EN-AUGE Les Bougainvillées
239. EHPAD de LE DESERT Les Elides
240. EHPAD de LE HOULME La Source
241. EHPAD de LE MESNIL-ESNARD Moulin des Prés
242. EHPAD de LE MOLAY-LITTRY Harmonie
243. EHPAD de LE PIN LA GARENNE La Pellonnière
244. EHPAD de LE SAP Audelin Lejeune
245. EHPAD de LE SAP Le Grand Jardin
246. EHPAD de LE VAUDREUIL Les Rivalières
247. EHPAD de LES MOUTIERS-EN-CINGLAIS Les Opalines
248. EHPAD de LIVAROT Saint Joseph
249. EHPAD de LONGNY-AU-PERCHE La Providence - Association Marguerite Guérin
250. EHPAD de LOUVIGNY La Maison du Coudrier
251. EHPAD de LUC-SUR-MER Emera Côte de Nacre
252. EHPAD de LUNERAY Résidence Albert Jean
253. EHPAD de LYONS-LA-FORET Les Jardins
254. EHPAD de MAROMME Le Trait d'Union du Cailly
255. EHPAD de MEZIDON VALLEE D'AUGE Anaïs Les Marronniers
256. EHPAD de MONT SAINT AIGNAN Les Iliades
257. EHPAD de MONTMARTIN SUR MER Résidence Roche Brune
258. EHPAD de MORGNY LA POMMERAYE Les Trois Hameaux
259. EHPAD de MORTEAUX COULIBOEUF Les Lys Blancs
260. EHPAD de PASSAIS Les Myosotis
261. EHPAD de PERCY Résidence des Eglantines

262. EHPAD de PERIERS Résidence Anaïs De Groucy
263. EHPAD de PONT L'EVEQUE Résidence Le Clos des Cèdres
264. EHPAD de PORT EN BESSIN HUPPAIN Les Embruns - Croix Rouge Française
265. EHPAD de RIVES EN SEINE Maurice Collet
266. EHPAD de ROGERVILLE Saint Joseph
267. EHPAD de ROUEN Fondation Lamauve
268. EHPAD de ROUEN Foyer Saint Joseph
269. EHPAD de ROUEN Les Sapins
270. EHPAD de ROUEN Tiers Temps
271. EHPAD de RUGLES André Couturier
272. EHPAD de SAINT AIGNAN DE CRAMESNIL Le Belvédère
273. EHPAD de SAINT ARNOULT Le Parc de la Touques
274. EHPAD de SAINT CLAIR SUR L'ELLE La Demeure Saint-Clair
275. EHPAD de SAINT CRESPIN Résidence de la scie
276. EHPAD de SAINT CYR DU RONCERAY Ma Providence
277. EHPAD de SAINT DESIR Résidence La Barillière
278. EHPAD de SAINT ETIENNE DU ROUVRAY Château Blanc ProBTP
279. EHPAD de SAINT ETIENNE DU ROUVRAY Michel Grandpierre - MBV
280. EHPAD de SAINT GEORGES DES GROSEILLERS l'Horizon
281. EHPAD de SAINT LO La Demeure du Bois Ardent
282. EHPAD de SAINT PAIR SUR MER Maison Saint Michel
283. EHPAD de SAINT PIERRE DE BOSGUERARD Le Bosguerard Emeis
284. EHPAD de SAINT PIERRE DES NIDS Casteran
285. EHPAD de SAINT PIERRE SUR DIVES La Mesnie
286. EHPAD de SAINT SAENS Résidence d'Eawy
287. EHPAD de SAINT SAUVEUR LE VICOMTE Les Lices-Jourdan
288. EHPAD de SAINT SEVER CALVADOS La Roseraie et SSIAD
289. EHPAD de SAINT VAAST LA HOUGUE Val de Saire
290. EHPAD de SAINT VIGOR LE GRAND Résidence Les Hauts de l'Aure DomusVi
291. EHPAD de SAINTE MERE EGLISE
292. EHPAD de SEES Anaïs
293. EHPAD de SEES Miséricorde
294. EHPAD de SOURDEVAL Saint Joseph
295. EHPAD de THAON Résidence du Parc Hom'Age
296. EHPAD de THURY HARCOURT LE HOM Asile de Marie
297. EHPAD de TORIGNY-LES-VILLES La Clairière des Bernardins
298. EHPAD de TOUROUVRE Les Laurentides
299. EHPAD de TREVIERES L'Hexagone
300. EHPAD de TROARN Saint Vincent de Paul
301. EHPAD de TROUVILLE-SUR-MER Normandia
302. EHPAD de TRUN Pierre Wadier
303. EHPAD de VASSY-VALDALLERE Résidence René Castel (Les Demeures des Glycines)
304. EHPAD de VILLERS-BOCAGE La Maison de Jeanne
305. EHPAD de VIMOUTIERS Résidence de La Vie

306. EHPAD de VIRE Symphonia
307. EHPAD d'ECOUCHE
308. EHPAD d'ECOUIS Les Quatre Vents
309. EHPAD d'ELBEUF La Ruche - Croix Rouge Française
310. EHPAD d'ELLON Beau Soleil
311. EHPAD d'ENVERMEU Lemarchand
312. EHPAD d'ETRETAT Etoile du Matin
313. EHPAD d'EVREUX Villa la Providence Groupe Colisée
314. EHPAD d'HARCOURT Maison d'Harcourt
315. EHPAD d'HEROUVILLE-SAINT-CLAIR Asialys
316. EHPAD d'ISIGNY-SUR-MER Saint Joseph
317. EHPAD d'IVRY-LA-BATAILLE La Verte Colline - Association l'Agora
318. EHPAD d'OCCAGNES Saint Vincent de Paul
319. EHPAD du TREPORT Jean Ferrat
320. EHPAD d'YVETOT Résidence Les Dames Blanches
321. EHPAD Les Régatiers VILLERS SUR MER
322. EHPAD Publics du Havre Les Escales
323. EPA Helen Keller LE HAVRE - Etablissement Public Autonome
324. EPMS d'AUNAY-SUR-ODON La Clairière
325. EPMS d'ORBEC Marie du Merle
326. EPSM de BARENTON les 4 Provinces d'Elisabeth Vézard
327. EPSM de CAEN (CHS)
328. Etablissement Public de Santé de BELLEME
329. Etablissement Public Départemental de GRUGNY
330. FAM de SAINT NICOLAS D'ALIERMONT La Margotiere APEI Région Dieppoise
331. FEHAP Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne
332. FHF Fédération Hospitalière France
333. FHP Fédération Hospitalière Privée
334. FNCLCC Fédération Nationale des Centres de Lutte Contre le Cancer - UNICANCER
335. FNEHAD Fédération Nationale des Établissements d'Hospitalisation À Domicile de Normandie
336. Fondation Bon Sauveur de La Manche
337. Fondation Hospitalière de CAEN La Miséricorde
338. Fondation John Bost Val de Seine (FAM-MAS Sarepta et MAS Magdala)
339. Foyer de Vie de PERROU
340. France Assos Santé - URAASS Union Régionale des Associations Agréés du Système de Santé
341. France Imageries Territoires Centre Radiologie Polyclinique Cotentin CHERBOURG
342. France Imageries Territoires RIMPB EVREUX
343. GCS AXANTE
344. GIE RIM Réseau Informatique Médical de CAEN
345. GRANVILLE Santé SSIAD
346. Groupe Hospitalier du HAVRE (GHH)
347. Groupe Médical des Eaux Mêlées DUCLAIR

348. Groupe Radiologie de l'Estuaire – GRE
349. HAD de CAEN Croix Rouge Française
350. HAD Orne-Est MORTAGNE AU PERCHE
351. HAD Soins Santé Argentan
352. Hôpital Asselin-Hedelin d'YVETOT
353. Hôpital de BOURG-ACHARD Pierre Hurabielle
354. Hôpital de SAINT-SEBASTIEN-DE-MORSENT La Musse (Fondation La Renaissance Sanitaire)
355. Hôpital local de SEES
356. Hôpital privé de CAEN Saint Martin
357. Hôpital Privé de La Manche BLAINVILLE SUR MER
358. Hôpital privé du HAVRE L'Estuaire
359. Hôpital Privé du Pays d'Auge DEAUVILLE
360. Hôpital privé Pasteur EVREUX
361. Hôpital-HAD Croix Rouge Française BOIS GUILLAUME
362. Hôpitaux du Sud Manche
363. IDEFHI de CANTELEU Institut Départemental de l'Enfance de la Famille et du Handicap pour l'Insertion
364. Imagerie Médicale des Deux Rives ROUEN
365. Imagerie Médicale du 109 FLERS
366. Imagerie Médicale La Licorne SAINT LO
367. Korian d'ALENCON Le Diamant - STEIFA - EIFA
368. Korian de BOIS-GUILLAUME BIHOREL Villa Saint Do - STEIGA - EIGA
369. Korian de BRETEUIL-SUR-ITON Ville en Vert - STEHBA - EHBA
370. Korian de BUEIL Val Aux Fleurs - STE181 - E181
371. Korian de CAEN Brocéliande - STEHNA - EHNA
372. Korian de GRAINVILLE-SUR-ODON Reine Mathilde - STEIEA - EIEA
373. Korian de LE TEILLEUL Rive de Sélune - STEVOA - EIHA
374. Korian de LISIEUX Villa Bérat - STEFMA - EIBB
375. Korian de LOUVIERS Résidence L'Ermitage
376. Korian de MONTIVILLIERS Les Hauts de l'Abbaye - MEDO - EHZA
377. Korian de ROUEN Le Jardin - STEFMA - EHQB
378. Korian de ROUEN Les Cent Clochers
379. Korian de RUGLES La Risle - MF - E081
380. Korian de SAINT-MARTIN-D'AUBIGNY William Harvey - STEHTA - EHTA
381. Korian de VERNON Nymphéas Bleus - STEFMA - EHVB
382. Korian d'EQUEURDEVILLE La Goélette MEDO - EHGA
383. Korian d'EVRECY Les Rives de l'Odon MF - E143
384. Korian d'IFS Côte Normande - SSSR - EIAA
385. Korian d'OUISTREHAM Thalatta - STEHFA - EHFA
386. Korian Jardin de l'Andelle PERRIERS SUR ANDELLE
387. LADAPT CAUDEBEC LES ELBEUF
388. Le Normandy
389. LENORMAND Nadège Cabinet d'Accompagnement Psychologique FALAISE

390. Les Papillons Blancs PONT D'AUDEMER et Cantons de La Risle
391. Les Petites Sœurs Des Pauvres CAEN
392. Ligue Havraise pour les Personnes Handicapées
393. Ma Santé Pro MONT SAINT AIGNAN
394. Maison de la Santé Pluridisciplinaire La Vigie SAINT PAIR SUR MER
395. Maison de santé SCM Les Nicolles LOUVIERS
396. Maison Médicale de VAL DE REUIL La Plaine
397. MAS de VALFRAMBERT La Rose des Vents - Le Ponant ADAPEI de l'Orne
398. MCE-M3S Mutualisation Coopération Emploi – Médico-Social Sanitaire et Social
399. MSA Haute Normandie
400. MSP Médisanté BOURNEVILLE-SAINTE-CROIX
401. Mutualité Française Normandie
402. NEXEM
403. NICOLLE Léa Cabinet Individuel Généraliste CAEN
404. Normandie Générations
405. NORMANDIE SEP Réseau Normand Sclérose en Plaques (ex RN-SEP)
406. PEP 76
407. Pharmacie PETIT Audrey CHERBOURG EN COTENTIN
408. Planeth Patient
409. Pôle de Santé Atrium IFS - SISA
410. Pôle de Santé de CARENTAN
411. Pôle de Santé de La Grande Delle HEROUVILLE SAINT CLAIR
412. Pôle de Santé d'EVRECY
413. Polyclinique de La Baie AVRANCHES
414. Polyclinique du Cotentin EQUEURDEVILLE-HAINNEVILLE
415. Polyclinique du Parc de CAEN
416. PSLA Cérences Santé
417. PSLA de COUTANCES
418. PSLA de DEAUVILLE Côte Fleurie
419. PSLA de LA HAYE DU PUIITS - Sisa Sabinius
420. PSLA de L'AIGLE
421. PSLA de SAINT JAMES
422. PSLA de VIMOUTIERS
423. PSLA de VIRE du Bessin
424. PSLA d'ORBEC
425. PSLA du Canton d'Honfleur
426. PSLA La Saire Médicale de CHERBOURG-EN-COTENTIN
427. PSLA Simone VEIL MEZIDON VALLEE D'AUGE
428. PST - Prévention Santé Travail CAEN
429. QUAL'VA Réseaux Normand Qualité Santé
430. Réseau de Périnatalité de Normandie (RPN)
431. Réseau ONCO Normandie
432. Résidence de GOURNAY EN BRAY les Jardins de Gournay
433. Résidence Fontenelle TOURVILLE LA RIVIERE (ex-Les Jonquilles)

434. Résidence La Buissonnière ISNEAUVILLE
 435. RSVA Réseau de Services pour une Vie Autonome
 436. SELARL d'Imagerie Métabolique 1450 (SIM 1450) Normandim
 437. SELARL Maurice TUBIANA
 438. SELAS CIM de la Baie AVRANCHES
 439. SELAS Normedis Radiologie CAEN
 440. Sextant 76 Association des Professionnels de Santé Libéraux Havrais
 441. SISA des professionnels ISIGNY SUR MER
 442. SISA SAINT GEORGES DE GROSEILLERS Pôle de Santé
 443. SOS Infirmiers de CAEN
 444. SPASAD Lajosa ROUEN Service Polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile
 445. SSIAD ADMR des 6 Cantons EVREUX
 446. SYNERPA Syndicat National des Établissements et Résidences Privés pour Personnes Agées
 447. TELAP
 448. Télémedical Solution 14 CAEN (omedys)
 449. UC-IRSA de LA RICHE
 450. UDCCAS Union Départementale des CCAS - CCAS Yvetot
 451. UGECAM Normandie PETIT QUEVILLY
 452. UNA Normandie CAEN
 453. UNICAEN Service de Médecine Préventive des personnels
 454. URIOPSS Union Régionale Interfédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux de Normandie-Caen
 455. URML Union Régionale des Médecins Libéraux Normandie
 456. URPS Infirmiers Normandie
 457. URPS Masseurs Kinésithérapeutes de Normandie
 458. URPS Pharmaciens CAEN
 459. URPS Union Régionale des Professionnels de Santé de Normandie, Orthophonistes
 460. Vivre Son Deuil Calvados
- Sont convenus des stipulations suivantes :

PREAMBULE

Le présent avenant a pour objet d'apporter les modifications à la convention constitutive du GCS Normand'e-santé, conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée Générale réunie le **27 novembre 2025**.

L'avenant **17** a pour objet :

- L'admission de nouveaux membres au sein du GCS Normand'e-santé.
- Le retrait des membres au sein du GCS Normand'e-santé.

Admissions de nouveaux membres délibératifs

Ont adhéré au groupement, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**, les **membres délibératifs** suivants :

Collège A « Etablissements sanitaires »

1. Hôpital privé de l'Eure (27)
2. SAS Thalatta Inicea OUISTREHAM (14)

Collège B « Villes »

1. APPSUM 61 Association des Praticiens pour la Permanence des Soins et des Urgences Médicales du Département de l'Orne
2. Centre Radiothérapie de la Baie AVRANCHES (50)
3. CPTS Mont Saint Michel DUCEY LES CHERIS (50)
4. SISA Pôle Santé de l'Abbaye SAINT PIERRE EN AUGÉ (14)
5. SISA VICQ D'AZIR - PSLA VALOGNES / BRIX (50)

Collège C « Établissements Sociaux et Médico-Sociaux »

1. APAEI Pays d'Auge FALAISE (14)
2. APAEIA d'AVRANCHES (50)
3. Association Saint Onuphre Rives En Seine CAUDEBEC EN CAUX (76)
4. EHPAD l'Aubade FLAMANVILLE (50)
5. EHPAD Saint Michel GRAIGNES (50)
6. Fondation Filseine MONT SAINT AIGNAN (76)
7. Les Illiades Holding BOIS GUILLAUME (76)
8. SSIAD CCAS ROUEN (76)

Collège D « Réseaux de santé et structures transversales »

1. Gérontopôle Normandie SAINT CONTEST

Admission d'un nouveau membre non délibératif

Collège E « Consultatif »

1. URPS des Orthoptistes de Normandie (76)

Retraits des membres délibératifs

Se sont retirés du groupement, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre**, les **membres délibératifs** suivants :

Retraits au collège A « Etablissements sanitaires »

- ✓ **S'est retiré**, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**, le **membre délibératif** du Collège A « Etablissements sanitaires », Korian Thalatta d'OUISTREHAM, faisant suite à l'adhésion de la SAS Thalatta Inicea OUISTREHAM (14) lors de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**.
- ✓ **S'est retirée**, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**, le **membre délibératif** du Collège A « Etablissements sanitaires », Clinique du Docteur Henri Guillard
- ✓ **Se sont retirés**, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**, les **membres délibératifs** du Collège A « Etablissements sanitaires » :
 - Hôpital privé Pasteur EVREUX (27)
 - Clinique Bergouignan EVREUX (27)faisant suite à l'adhésion de l'Hôpital privé de l'Eure (27) lors de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**.

Retraits au collège B « Villes »

- ✓ **S'est retiré**, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**, le **membre délibératif** du Collège B « Villes », Association Télémédecine de SAINT GEORGES DE ROUELLEY (50)
- ✓ **S'est retiré**, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**, le **membre délibératif** du Collège B « Villes », Pharmacie du Cotentin CHERBOURG (50)
- ✓ **S'est retiré**, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**, le **membre délibératif** du Collège B « Villes », Cabinet individuel Léa NICOLLES CAEN (14)
- ✓ **S'est retiré**, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**, le **membre délibératif** du Collège B « Villes », Cabinet de Sage-femmes Annabelle SALLANDRE COUTANCES (50)
- ✓ **S'est retiré**, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**, le **membre délibératif** du Collège B « Villes », Cabinet Médical CHAMPOD Hélène FLEURY SUR ORNE (14)
- ✓ **S'est retiré**, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**, le **membre délibératif** du Collège B « Villes », Cabinet d'Accompagnement Psychologique LENORMAND Nadège FALAISE (14)

Retraits au collège C « Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux »

- ✓ **S'est retiré**, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**, le **membre délibératif** du Collège C « Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux », CCAS d'EVREUX (27)
- ✓ **Se sont retirés**, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**, les **membres délibératifs** du Collège C « Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux » :
 - EHPAD La Verte Colline IVRY-LA-BATAILLE (27)
 - EHPAD-Résidence des Sapins ROUEN (76)

Retrait au collège D « Réseaux de santé et structures transversales »

- ✓ **S'est retiré**, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**, le **membre délibératif** du Collège D « Réseaux de santé et structures transversales », UC-IRSA (37)
- ✓ **S'est retiré**, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre 2025**, le **membre délibératif** du Collège D « Réseaux de santé et structures transversales », CLIC Cotentin (50)

Retraits des membres non délibératifs

Retraits au collège F « Partenaires associés »

- ✓ **S'est retiré**, sur décision de l'assemblée générale du **27 novembre**, le **membre non délibératif** du collège F « Partenaires associés », Centre Département de Santé ALENCON (61)

Article III : Modification de l'annexe 1

L'annexe 1 à la convention constitutive du Groupement est modifié comme suit :

Annexe 1 – Liste des Membres par collège et répartition du capital

Collège A – Collège « Établissements Sanitaires »

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|--|---|-------------------------|-------------------|
| ANIDER | Association de type loi 1901 | 18 Rue Marie Curie BP 61010 76171 ROUEN CEDEX | Mme CAUET Christelle | 16,85 € |
| Association Médicale des Urgences du Havre | Association Loi 1901 | 114 rue Jules Siegfried 76600 LE HAVRE | M. DUMENIL Jean-Luc | 16,85 € |
| Association Pierre Noal | Association Loi 1901 | 17 avenue Docteur J. Aimez BP 12 61140 BAGNOLES DE L'ORNE | M. LAMBERT Fabien | 16,85 € |
| AUB Santé de SAINT GREGOIRE | Etablissement sanitaire | ZAC Les Touches 13 Boulevard de l'Odet CS 61002 35742 PACE Cedex | Mme DUROCHER Gaëlle | 16,85 € |
| Centre François Baclesse CAEN Centre régional de lutte contre le cancer | Centre de Lutte Contre le Cancer Établissement de santé privé | 3 avenue du Général Harris BP 5026 14076 CAEN CEDEX 05 | M. ROUZIER Roman | 16,85 € |
| Centre Henri Becquerel ROUEN Centre régional de lutte contre le cancer | Centre de Lutte Contre le Cancer Établissement de santé privé - ESPIC | Rue d'Amiens 76000 ROUEN | M. VERA Pierre | 16,85 € |
| Centre Hospitalier Bois Petit SOTTEVILLE LES ROUEN | Établissement public de santé | 8 Avenue de la Libération 76301 SOTTEVILLE LES ROUEN | M. ESTEVE Franck | 16,85 € |
| Centre Hospitalier d'ALENCON-MAMERS | Établissement public de santé | 24 rue de Fresnay BP 354 61014 ALENCON CEDEX | M. FAUGEROLAS Patrick | 16,85 € |
| Centre Hospitalier d'ARGENTAN | Établissement public de santé | 47 rue Aristide Briand 61200 ARGENTAN | M. PEAN Stéphane | 16,85 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|---|---|---|-------------------------|-------------------|
| Centre Hospitalier d'AUNAY BAYEUX - CHAB | Établissement public de santé | 13 rue de Nesmond BP 18127 14400 BAYEUX | M. MANGOT Vincent | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de BERNAY | Etablissement public de santé | 5 Rue Anne de Ticheville – BP 353 27303 BERNAY CEDEX | M. RIFFLET Jérôme | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de CARENTAN | Établissement public de santé | 1 avenue Qui-Qu'en-Grogne 50500 CARENTAN | Mme POSTEL Laurence | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de CHERBOURG-EN-COTENTIN - CHPC | Établissement public de santé | 46 rue du Val de Saire 50102 CHERBOURG OCTEVILLE | Mme KARRER Séverine | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de COUTANCES | Établissement public de santé | rue de la gare 50200 COUTANCES | M. MARIE Frédéric | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de CRICQUEBOEUF Côte Fleurie | Établissement public de santé | chemin de la Plane 14600 HONFLEUR | Mme OLIVIERA Elsa | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de DARNETAL Durécu-Lavoisier | Établissement public communal d'hospitalisation | 116 Rue Louis Pasteur BP 18 76161 DARNETAL | Mme VENDRAME Séverine | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de DIEPPE | Établissement public de santé | CS 20219 Avenue Pasteur 76202 DIEPPE CEDEX | Mme BILLARD Valérie | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de FALAISE | Établissement public de santé | BP 59 Boulevard Bercagnes 14700 FALAISE | M. VERIN Laurent | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de FLERS Jacques Monod | Établissement public de santé | rue Eugène Garnier 61100 FLERS | M. VERIN Laurent | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de GISORS Vexin | Etablissement public de santé | telap | M. BARIOT Olivier-Max | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de GOURNAY EN BRAY | Établissement public de santé | 30 avenue de la 1ère Armée Française 76220 GOURNAY-EN-BRAY | Mme DECOOPMAN Stéphanie | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de L'AIGLE | Établissement public de santé | 10 rue du Docteur Frinault BP 189 61305 L'AIGLE | Mme DANI Elisabeth | 16,85 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|--|--|--------------------------|-------------------|
| Centre Hospitalier de l'Austreberthe BARENTIN | Etablissement public de santé | 17 Rue Pierre et Marie Curie 76360 BARENTIN | Mme ABOKI Camille | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de LE NEUBOURG | Etablissement public de santé | 25 Rue du Général de Gaulle 27110 LE NEUBOURG | M. POILLERAT Didier | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de LES ANDELYS Saint Jacques | Etablissement public établissement hospitalier | Quai Enguerrand de Marigny 27705 LES ANDELYS | Mme CARDALAGUET Marianne | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de LILLEBONNE Caux Vallée de Seine | Établissement public de santé | 19 Avenue du Président René Coty 76170 LILLEBONNE | M. VILAIN Nicolas | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de LISIEUX Robert Bisson | Établissement public de santé | 4 rue Roger Aini 14100 LISIEUX | M. BOUGAUT Nicolas | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de MONT-SAINT-AIGNAN Le Belvédère | Etablissement public de santé | 72 Rue Louis Pasteur – BP 45 76131 MT ST AIGNAN CEDEX | Mme DECOOPMAN Stéphanie | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de MORTAGNE Marguerite de Lorraine | Établissement public de santé | 9 rue de Longny 61400 MORTAGNE AU PERCHE | M. LEVERT Hervé | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de MORTAIN Gilles Buisson | Établissement public de santé | 18 rue de la 30ème Division Américaine 50140 MORTAIN | Mme MADEC-JUSTEAU Hélène | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de NEUFCHATEL EN BRAY | Établissement public de santé | 4 Route de Gaillefontaine 76270 NEUFCHATEL EN BRAY | Mme DECOOPMAN Stéphanie | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de PONT-AUDEMER La Risle | Établissement public de santé | 64 Route de Lisieux 27504 PONT-AUDEMER Cedex | M. BABONNEAU Jean-Pierre | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de PONT-L'EVEQUE | Établissement public de santé | 9 rue de Brossard 14130 PONT L'EVEQUE | M. BOUGAUT Nicolas | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de PONTORSON L'Estran | Établissement public de santé | 7 chaussée ville Cherel 50170 PONTORSON | M. BLOT Stéphane | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de SAINT LO Memorial France-Etats-Unis | Établissement public de santé | 715 rue Dunant 50000 SAINT LÔ | M. MARIE Frédéric | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de SAINT-HILAIRE-DU-HARCOUET | Établissement public de santé | place de Bretagne 50600 SAINT HILAIRE DU HARCOUËT | M. ALLOMBERT Joanny | 16,85 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|-------------------------------|---|-------------------------|-------------------|
| Centre Hospitalier de SAINT-JAMES | Établissement public de santé | 37 rue du Docteur Legros 50240 SAINT JAMES | M. GLEVAREC Vincent | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de SAINT-ROMAIN DE COLBOSC | Établissement public de santé | 8 Avenue du Général de Gaulle 76460 SAINT ROMAIN DE COLBOSC | M. CLAIRET Guillaume | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de SAINT-VALERY-EN-CAUX Le Grand Large | Établissement public de santé | 17 Rue Jeanne Armand Colin - BP 48 76460 SAINT VALERY EN CAUX | Mme BILLARD Valérie | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de SOTTEVILLE LES ROUEN du Rouvray | Établissement public de santé | 4 Rue Paul Eluard - BP 45 76301 SOTTEVILLE LES ROUEN | M. ESTEVE Franck | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de VERNEUIL-SUR-AVRE | Établissement public de santé | 101 Boulevard des poissonniers 27130 VERNEUIL-SUR-AVRE | M. LEVERT Hervé | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de VIMOUTIERS Marescot | Établissement public de santé | 2 rue du Docteur Marescot 61120 VIMOUTIERS | M. BOUGAUT Nicolas | 16,85 € |
| Centre Hospitalier de VIRE | Établissement public de santé | 4 rue Emile Desvaux 14500 VIRE | M. VERIN Laurent | 16,85 € |
| Centre Hospitalier d'EU | Établissement public de santé | 2 Rue de Clèves 76260 EU | Mme BILLARD Valérie | 16,85 € |
| Centre Hospitalier d'EVREUX Eure-Seine | Établissement public de santé | Rue Léon Schwartzberg 27015 EVREUX CEDEX | M. RIFFLET Jérôme | 16,85 € |
| Centre Hospitalier d'EVREUX Nouvel Hôpital de Navarre | Établissement public de santé | Bâtiment Erable Blanc 62 Rue de Conches 27022 EVREUX CEDEX | M. HARE Bruno | 16,85 € |
| Centre Hospitalier Intercommunal de FECAMP Pays des Hautes Falaises | Etablissement public de santé | 100 avenue du Président François Mitterrand 76400 FECAMP | M. LEFEVRE Richard | 16,85 € |
| Centre Hospitalier Intercommunal de LA FERTE-MACE Les Andaines | Établissement public de santé | rue Sœur marie Boitier 61600 LA FERTE-MACE | M. VERIN Laurent | 16,85 € |
| Centre Hospitalier Intercommunal d'ELBEUF-LOUVIERS-VAL DE REUIL | Établissement public de santé | Rue du Docteur Villers Saint Aubin les Elbeuf - BP 310 76503 ELBEUF cedex | M. POILLERAT Didier | 16,85 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|---|--|----------------------------|-------------------|
| Centre Hospitalier Universitaire de CAEN | Établissement public de santé | avenue de la Côte de Nacre 14000 CAEN | M. VARNIER Frédéric | 16,85 € |
| Centre Hospitalier Universitaire de ROUEN | Établissement public de santé | 1, Rue de Germont 76000 ROUEN | Mme DECOOPMAN Stéphanie | 16,85 € |
| Clinique Boucles de la Seine YVETOT Emeis | SAS | 9 rue du Champs de Course 76190 YVETOT | Mme LEBOURG Elise | 16,85 € |
| Clinique d'ALENCON | Etablissement Privé de santé | 62 rue Candie 61000 ALENCON | M. HOUVION Arnaud | 16,85 € |
| Clinique de L'Europe ROUEN | Société par Actions Simplifiée (SAS) | 28 Rue de Méridienne – BP 2048 76040 ROUEN CEDEX | M. BUREAU Jean-Claude | 16,85 € |
| Clinique des Essarts GRAND-COURONNE | Société anonyme | Rue du mur crenelé 76530 GRAND COURONNE | M. CADET Charles | 16,85 € |
| Clinique Des Ormeaux LE HAVRE | Société par Actions Simplifiée (SAS) | 36 Rue Marceau - BP 70141 76600 LE HAVRE | M. NJINOUE-NGNINKEU Bertin | 16,85 € |
| Clinique du Cèdre BOIS-GUILLAUME | Société à Responsabilité Limitée (SARL) | 950 Rue de la Haie 76235 BOIS-GUILLAUME CEDEX | M. ROUSSIER Benjamin | 16,85 € |
| Clinique Hemera YVETOT | Société par Actions Simplifiée (SAS) | 14 A Avenue Foch 76190 YVETOT | M. WAECHTER Emmanuel | 16,85 € |
| Clinique Les Portes de l'Eure VERNON | Société par Actions Simplifiée (SAS) | 1 Rue Bonaparte 27200 VERNON | M. CLERY-MELIN Pierre | 16,85 € |
| Clinique Mathilde ROUEN | Société Anonyme (SASU) | 7 Boulevard de l'Europe - BP 1128 76175 ROUEN CEDEX | M. JARLAUD Eric | 16,85 € |
| Clinique Megival SAINT-AUBIN-SUR-SCIE | Société anonyme à directoire | 1328 avenue de la Maison Blanche 76550 SAINT AUBIN SUR SCIE | M. ZACHARIE Jean-Benoit | 16,85 € |
| Clinique Saint Antoine BOIS-GUILLAUME | Société anonyme | 696 Rue Robert Pinchon 76230 BOIS-GUILLAUME CEDEX | M. BERREGARD Eric | 16,85 € |
| Clinique Saint Hilaire ROUEN | Société anonyme | 2 place Saint Hilaire 76000 ROUEN | M. MARTIN Mathias | 16,85 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|--|---|-----------------------------|-------------------|
| CPO - Centre Psychothérapique de l'Orne | Établissement public de santé | 31 rue Anne-Marie Jahouvey - BP 358 61014 ALENCON CEDEX | M. MAZIN Christophe | 16,85 € |
| EPSM de CAEN (CHS) | Établissement public de santé | 15 ter rue Saint-Ouen 14000 CAEN | M. BOUCHAUT Xavier | 16,85 € |
| Etablissement Public de Santé de BELLEME | Établissement public | 4 et 28 rue du Mans - BP 104 61130 BELLEME | M. LEVERT Hervé | 16,85 € |
| Fondation Bon Sauveur de La Manche | Établissement privé d'intérêt collectif | 65 rue de Baltimore CS 71308 50008 SAINT LO CEDEX | M. BERTRAND Xavier | 16,85 € |
| Fondation Hospitalière de CAEN La Miséricorde | Fondation | 15 rue des Fossés Saint Julien BP 100 14008 CAEN CEDEX 1 | Mme KRIKORIAN Myriam | 16,85 € |
| Groupe Hospitalier du HAVRE (GHH) | Etablissement public établissement hospitalier | BP 24 76083 LE HAVRE Cedex | Mme RICHOUX Pauline | 16,85 € |
| HAD de CAEN Croix Rouge Française | Association Loi 1901 reconnue d'utilité publique | 5 rue Saint-Vincent de Paul BP 85412 14000 CAEN | Mme CHERRIERE Malika | 16,85 € |
| Hôpital Asselin-Hedelin d'YVETOT | Etablissement Public en Santé | 7 rue du Champ de Courses 76190 YVETOT | Mme BELALID Amel | 16,85 € |
| Hôpital de BOURG-ACHARD Pierre Hurabielle | Etablissement public de santé | 165 Rue Pasteur - BP 8 27310 BOURG ACHARD | Mme BROISE Inès | 16,85 € |
| Hôpital de SAINT-SEBASTIEN-DE-MORSENT La Musse (Fondation La Renaissance Sanitaire) | Etablissement public de santé | BP 119 27180 SAINT SEBASTIEN DE MORSENT | Mme PALLADITCHEFF Catherine | 16,85 € |
| Hôpital local de SEES | Etablissement Public | 79 rue de la république 61500 SEES | M. MAZIN Christophe | 16,85 € |
| Hôpital privé de CAEN Saint Martin | Etablissement Privé de santé | 18 rue Roquemonts CS 15022 14050 CAEN CEDEX 4 | Mme PATRY Sandrine | 16,85 € |
| Hôpital Privé de La Manche BLAINVILLE SUR MER | Etablissement sanitaire | 45 rue Général Koenig 50000 SAINT LO | M. BERARD Pierre-François | 16,85 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|--|--|--------------------------|-------------------|
| Hôpital Privé de l'Eure EVREUX | SARL | 58 Boulevard Pasteur 27000 EVREUX | M. MARABETI Fabrice | 16,85 € |
| Hôpital privé du HAVRE L'Estuaire | Société anonyme | 505 Rue Irène Joliot Curie BP 90011 76620 LE HAVRE | M. DA SILVA Morgan | 16,85 € |
| Hôpital Privé du Pays d'Auge DEAUVILLE | Etablissement Privé de santé | 8 La Brèche du Bois RD 62 14113 CRICQUEBOEUF | Mme BENOIT VIEL Sandrine | 16,85 € |
| Hôpital-HAD Croix Rouge Française BOIS GUILLAUME | Etablissement de santé privé d'intérêt collectif | Chemin de la Bretèque 76230 BOIS GUILLAUME | Mme BOURG Margot | 16,85 € |
| Hôpitaux du Sud Manche | Établissement public de santé | rue des Menneries 50406 GRANVILLE | M. ALLOMBERT Joanny | 16,85 € |
| Korian de CAEN Brocéliande - STEHNA - EHNA | Etablissement Privé de santé | 38 rue Brocéliande 14000 CAEN | Mme FOUCHAUX Sonia | 16,85 € |
| Korian de SAINT-MARTIN-D'AUBIGNY William Harvey - STEHTA - EHTA | Etablissement Privé de santé | le Haut Bosq 50190 SAINT MARTIN D'AUBIGNY | Mme MARTINEZ Paule | 16,85 € |
| Korian d'IFS Côte Normande - SSSR - EIAA | Etablissement Privé de santé | rue Anton Tchekhov 14123 IFS | Mme MARABETI Sandrine | 16,85 € |
| Le Normandy | Société par Actions Simplifiée | 1 rue Jules Michelet 50400 GRANVILLE | M. LEBON Franck | 16,85 € |
| Polyclinique de La Baie AVRANCHES | Etablissement Privé de santé | 1 avenue du Quesnoy St Martin des Champs 50300 AVRANCHES | M. GERVAISE Vincent | 16,85 € |
| Polyclinique du Cotentin EQUEURDREVILLE-HAINNEVILLE | Etablissement Privé de santé | Avenue du Thivet 50220 EQUEURDREVILLE-HAINNEVILLE | Mme LEGOUPIL Béatrice | 16,85 € |
| Polyclinique du Parc de CAEN | Société Anonyme (SA) | 20 avenue Capitaine Georges Guynemer 14052 CAEN CEDEX 4 | M. KOWALCZYK Samuel | 16,85 € |
| SAS Thalatta Inicea OUISTREHAM | SAS | 40 Boulevard Boivin Champeaux 14150 OUISTREHAM | Mme CRISTOFOLI Maud | 16,85 € |

Collège B – Collège « Ville »

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|---|-------------------------|--|------------------------------|-------------------|
| A.P.P.S.U.M. 61 Association des Praticiens pour la Permanence des Soins et des Urgences Médicales du Département de l'Orne | Association | 40 Rue Odolant Desnos 61000 ALENCON | M. CHARETON François | 21,43 € |
| Accueil Santé de la Dalle VAL DE REUIL | SCM | 11 bis rue Septentrion 27100 VAL DE REUIL | Mme FLAMBARD Vanessa | 21,43 € |
| ALAUME Association Médecins Libéraux de l'Eure | Association | 1 Voie de la Ferme 27100 VAL DE REUIL | M. BOUREZ Thomas | 21,43 € |
| Association de Soins Villers Blonville VILLERS SUR MER | Association | 18bis rue du Stade A. Salesse 14640 VILLERS SUR MER | Mme GABREAU Marie-Anne | 21,43 € |
| Cabinet BERTHAUX Camille HEROUVILLE | Micro-entreprise | 4 Allée de la Glacière 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR | Mme BERTHAUX Camille | 21,43 € |
| Cabinet d'Orthoptie Irène BOELEN PONT L'EVEQUE | Entrepreneur individuel | 49 rue de Vaucelles 14130 PONT L'EVEQUE | Mme BOELEN Irène | 21,43 € |
| Cabinet Infirmiers du Ronceret SAINT PIERRE EGLISE | Entrepreneur individuel | 14 ZAC du Ronceret 50330 SAINT PIERRE EGLISE | Mme LEBARBÉY Marie-Christine | 21,43 € |
| Cabinet Infirmiers MOUCHARD et THEARD de LE VAL DAVID | Entrepreneur individuel | 5 bis rue de la Mairie 27120 LE VAL DAVID | Mme MOUCHARD Florence | 21,43 € |
| Cabinet Jean-Paul BEN MOUHOUD EVREUX | SARL | 8 rue Jean Bart 27000 EVREUX | M. BEN MOUHOUD Jean-Paul | 21,43 € |
| Cabinet Médical BELACEL Khedidja EVREUX | Entrepreneur individuel | 251 rue Clément Ader 27000 EVREUX | Mme BELACEL Khedidja | 21,43 € |
| Cabinet Médical Camille GAGNEUX | Entrepreneur Individuel | 38 rue Lucet 50470 LA GLACERIE | Mme GAGNEUX Camille | 21,43 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|--|--|-------------------------------|-------------------|
| Cabinet Médical de l'Union YVETOT | Société civile de moyens | 10 rue de L'Union 76190 YVETOT | Mme SOUFFLET-BRAVARD Marielle | 21,43 € |
| Cabinet Pédiacre-Podologue GRONNWARD Benjamin | Entreprise Individuelle | 27 rue de Stasbourg 14000 CAEN | M. GRONNWARD Benjamin | 21,43 € |
| Cabinet Privé MOUNET Benjamin | Entreprise Individuelle | 20 avenue Capitaine Georges Guynemer 14000 CAEN | M. MOUNET Benjamin | 21,43 € |
| CCAS de DIVES SUR MER | Centre Communal d'Action Sociale | 2 Avenue des Résistants BP 60020 14161 DIVES SUR MER | M. MOURARET Pierre | 21,43 € |
| Centre de Pathologie Maine Normandie LE MANS | Société par Actions Simplifiée | Les Carres Blancs 22 rue Thalès de Milet 72000 LE MANS | Mme ZANELLA Marie | 21,43 € |
| Centre De Radiothérapie Guillaume Le Conquérant LE HAVRE | SELARL | 61 rue Denfert Rochereau 76600 LE HAVRE | Dr LESUEUR Paul | 21,43 € |
| Centre de Santé Infirmier Miséricorde de SEES - LE MERLERAUL - NONANT | Association à but non lucratif | 10 rue Auguste Loutreuil 61500 SEES | Mme LAVELLO Mélanie | 21,43 € |
| Centre de Soins Infirmiers PUTANGES LE LAC | Association | 9 rue de la Forge 61210 PUTANGES LE LAC | Mme LECOMTE Isabelle | 21,43 € |
| Centre Radiothérapie de la Baie AVRANCHES | SARL | 1 Avenue dy Quesnoy 50307 AVRANCHES CEDEX | M. PERNIN Victor | 21,43 € |
| CPTS AXANTE BAYEUX | Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique | 3 rue François Coulet 14400 BAYEUX | Mme LECOURT Angélique | 21,43 € |
| CPTS Caen Couronne | Association | 7 rue Saint-Laurent 14000 CAEN | Mme ARMAND Audrey | 21,43 € |
| CPTS du Coutançais | Association déclarée | 11 Rue Ambroise Paré 50200 COUTANCES | M. DELOLY Frédéric | 21,43 € |
| CPTS du Vexin Normand d'ETREPAGNY | Association Loi 1901 | 3b rue Turgot 27150 ETREPAGNY | M. THIEBAULT Vincent | 21,43 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|---|--|--|--------------------------------------|-------------------|
| CPTS Eure-Seine LOUVIERS | Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique | 27402 LOUVIERS CEDEX | Mme LENOBLE Emilie | 21,43 € |
| CPTS Mont Saint Michel DUCEY LES CHERIS | Association Loi 1901 | 10 rue du Plat d'Ethain 50220 DUCEY LES CHERIS | Mme HUET Anne-Laure | 21,43 € |
| CPTS Orne Centre Saosnois ALENCON | Association Loi 1901 non RUP | 51 rue du Mans 61000 ALENCON | M. ANGER Eric | 21,43 € |
| CPTS Orne Est MORTAGNE AU PERCHE | Association déclarée | Centre de santé Medicobus® 23 Rue Ferdinand de Boyères 61400 MORTAGNE AU PERCHE | M. GAL Jean-Michel | 21,43 € |
| CPTS Sud Manche de VILLEDIEU LES POELES | Association loi 1901 | Pole De Sante Liberal Et Ambulatoire 24 rue Général de Gaulle 50800 VILLEDIEU LES POELES | Mme RICHARD Anne-Laure | 21,43 € |
| CRIM - Centre de Radiologie et Imagerie Médicale COUTANCES | SELARL | 3 Rue de la Croûte 50200 COUTANCES | Mme SAHEL Michèle | 21,43 € |
| France Imageries Territoires Centre Radiologie Polyclinique Cotentin CHERBOURG | SAS | Avenue du Thivet 50120 CHERBOURG EN COTENTIN | Mme DUCLOUX Emilie | 21,43 € |
| France Imageries Territoires RIMPB EVREUX | SAS | 42 rue Armand Benet 27000 EVREUX | Mme DUCLOUX Emilie | 21,43 € |
| GIE RIM Réseau Informatique Médical de CAEN | Groupement d'intérêt économique | 16 rue Claude Bloch 14000 CAEN | M. BOULÉ Jean-Marc | 21,43 € |
| Groupe Médical des Eaux Mêlées DUCLAIR | SCM | 188 Chemin Clarin Mustad 76480 DUCLAIR | Mme CALBEL Nathalie | 21,43 € |
| Groupe Radiologie de l'Estuaire – GRE | Société d'exercice libéral par action simplifiée | 505 Rue Irène Joliot Curie Maison Médicale 76620 LE HAVRE | M. DE VANSSAY DE BLAVOUS Philippe | 21,43 € |
| HAD Orne-Est MORTAGNE AU PERCHE | Association Loi 1901 Non Reconnu d'Utilité Publique | 23 rue Ferdinand de Boyères 61400 MORTAGNE AU PERCHE | Mme NOURY Claire | 21,43 € |
| HAD Soins Santé Argentan | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | 16/18 rue de la Poterie 61200 ARGENTAN | Mme GAUDEMER Isabelle | 21,43 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|---|--|-------------------------|-------------------|
| Imagerie Médicale des Deux Rives ROUEN | Groupement d'intérêt économique | 2 Boulevard de la Marne 76000 ROUEN | M. BOUTEILLER Thierry | 21,43 € |
| Imagerie Médicale du 109 FLERS | SEL | 109 rue de Messei 61100 FLERS | M. HURTIER Olivier | 21,43 € |
| Imagerie Médicale La Licorne SAINT LO | SELARL | 321 Rue Alexis de Tocqueville 50000 SAINT LO | M. EL JANATI Hassane | 21,43 € |
| Maison de la Santé Pluridisciplinaire La Vigie SAINT PAIR SUR MER | Société Interpersonnelle de Soin Ambulatoire | 437 Rue de Vieux Château 50380 SAINT PAIR SUR MER | M. KESHVADI Arash | 21,43 € |
| Maison de santé SCM Les Nicolles LOUVIERS | SISA | 12 rue Jean Nicolle 27400 LOUVIERS | Mme LEFEBVRE Laure | 21,43 € |
| Maison Médicale de VAL DE REUIL La Plaine | Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires (SISA) | Rue Courtine 27100 VAL DE REUIL | M. PAUL Christophe | 21,43 € |
| MSP Médisanté BOURNEVILLE-SAINTE-CROIX | SISA | 1 B rue des Jardins 27500 BOURNEVILLE-SAINTE-CROIX | M. CARRAUD Benoît | 21,43 € |
| Pôle de Santé Atrium IFS - SISA | SISA | 10 Impasse des Marronniers 14123 IFS | Mme ALVINO Isabelle | 21,43 € |
| Pôle de Santé de CARENTAN | Sociétés Interprofessionnelles de Soins Ambulatoires | 2 Avenue Qui Qu'en Grogne 50500 CARENTAN | M. POUILLAIN Pierre | 21,43 € |
| Pôle de Santé de La Grande Delle HEROUVILLE SAINT CLAIR | SISA | 1405 Quartier de la Grande Delle 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR | M. RAGINEL Thibaut | 21,43 € |
| Pôle de Santé d'EVRECY | SISA | 8 rue des Cerisiers 14210 EVRECY | M. KOWALSKI Vincent | 21,43 € |
| PSLA Cérences Santé | SISA | 25 rue Principale 50510 CERENCES | M. KAZANDJIAN François | 21,43 € |
| PSLA de COUTANCES | Société civile de moyens | 11 rue Ambroise Paré 50200 COUTANCES | M. DELOLY Frédéric | 21,43 € |
| PSLA de DEAUVILLE Côte Fleurie | Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires (SISA) | Maison Médicale CréActive Place - BP 2292 14800 DEAUVILLE | M. SAINMONT Nicolas | 21,43 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|---|--|---|-------------------|
| PSLA de LA HAYE DU PUIITS - Sisa Sabinus | Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires (SISA) | 9 rue des Aubépines LA HAYE DU PUIITS 50250 LA HAYE | Mme ROULAND Emilie | 21,43 € |
| PSLA de L'AIGLE | Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires (SISA) | 1 rue du Pont du Moulin 61300 L'AIGLE | M. COLASSE Patrick | 21,43 € |
| PSLA de SAINT JAMES | Société civile de moyens | 13 route d'Antrain 50240 SAINT JAMES | M. MARCONNET David | 21,43 € |
| PSLA de VIMOUTIERS | Association déclarée | 13 rue de Châtelet 61120 VIMOUTIERS | Mme TCHODIBIA Marie-Agnès | 21,43 € |
| PSLA de VIRE du Bessin | Association de type loi 1901 | 5 rue Notre Dame 14500 VIRE | M. DANNET Franck | 21,43 € |
| PSLA d'ORBEC | SISA PSLA | Rue Josias Bérault 14290 ORBEC | M. PITHON Anni | 21,43 € |
| PSLA du Canton d'Honfleur | Maison de santé Multi-sites | Centre Médical 45 Cours Albert Manuel 14600 HONFLEUR | M. DEYSINE Jean-Paul | 21,43 € |
| PSLA La Saire Médicale de CHERBOURG-EN-COTENTIN | SISA | 22 Rue du General Leclerc (Tourlaville) 50110 CHERBOURG-EN-COTENTIN | Mmes DRAGOMIR, MELAIN, CAUCHARD, DEGUARA, BARRIER, GENOUX-LUBAIN et GOUBERT | 21,43 € |
| PSLA Simone VEIL MEZIDON VALLEE D'AUGE | SISA | 1 rue Jean Tomasi 14270 MEZIDON VALLEE D'AUGE | Mme DUTAC Céline | 21,43 € |
| SELARL d'Imagerie Métabolique 1450 (SIM 1450) Normandim | SELARL | 20 avenue Georges Guynemer 14052 CAEN CEDEX 4 | M. GILLET Nicolas | 21,43 € |
| SELARL Maurice TUBIANA | Société à Responsabilité Limitée (SARL) | 20 avenue Capitaine Georges Guynemer 14000 CAEN | Mme PONTES Gaëlle | 21,43 € |
| SELAS CIM de la Baie AVRANCHES | SELAS | 1 Avenue du Quesnoy Saint Martin des Champs 50300 AVRANCHES | M. Dr KURDZIEL | 21,43 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|---|---|--|-------------------|
| SELAS Normedis Radiologie CAEN | SELAS Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée | 18 rue des Roquemonts 14000 CAEN | Mme CAEN Chloé | 21,43 € |
| Sextant 76 Association des Professionnels de Santé Libéraux Havrais | Association de type loi 1901 | Cabinet Charles Romme 118 avenue du 8 mai 1945 76610 LE HAVRE | M. BLONDET Matthieu | 21,43 € |
| SISA des professionnels ISIGNY SUR MER | SISA | 16 place de l'Hôtel de Ville 14230 ISIGNY SUR MER | M. LECOURT Angélique | 21,43 € |
| SISA Pôle Santé de l'Abbaye SAINT PIERRE EN AUGE | SISA | 9 rue Marcel Maizeret 14170 SAINT PIERRE EN AUGE | M. BRUNEAU Soizic | 21,43 € |
| SISA SAINT GEORGES DE GROSEILLERS Pôle de Santé | Sociétés Interprofessionnelles de Soins Ambulatoires | 3 rue du Jardin 61100 SAINT GEORGES DES GROSEILLERS | Mme M. LESECQ Maryline PIERRE Christophe | 21,43 € |
| SISA VICQ D'AZIR - PSLA VALOGNES / BRIX | SISA | 42 rue de la Poterie 50700 VALOGNES | M. PHILIPPE Simon | 21,43 € |
| SOS Infirmiers de CAEN | Association Loi 1901 | 10 Rue du Château d'eau 14000 CAEN | Mme LEBLANC Marion | 21,43 € |

Collège C – Collège « Établissements Sociaux et Médico-Sociaux »

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|---|---|--|-------------------------|-------------------|
| 3ADOM Aide à Domicile ALENCON | SARL | 6 rue de l'Ecusson 61000 ALENCON | Mme BODEREAU Amélie | 4,05 € |
| AAJD Association Aide aux Adultes et aux Jeunes en Difficultés AGNEAUX | Association loi de 1901 reconnue d'utilité publique | 17 Routes de Coutances BP 64 50180 AGNEAUX | M. FAURE Stanislas | 4,05 € |
| AAPA Association des Amis des Personnes Agées du Canton de CRIQUETOT L'ESNEVAL AAPA | Etablissement Privé non lucratif | 4 Route de Turretot 76280 CRIQUETOT L'ESNEVAL | M. DROUIN Thomas | 4,05 € |
| ACAIS - Association du Cotentin d'Aide et d'Intégration Sociale | Association | 1 rue Michel Petrucciani La Glacerie 50470 CHERBOURG EN COTENTIN | Mme GAUDRE Charlotte | 4,05 € |
| ACSEA - Association Calvadosienne pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte | Association | 1 Impasse des Ormes CS 80070 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR | M. CORDIER Pascal | 4,05 € |
| ADAPEI 27 | Association Loi 1901 | 433 rue Jean Monnet CS 70355 27003 EVREUX | M. SERPETTE Jacques | 4,05 € |
| ADPEP Manche - Association Départementale des Pupilles de l'Enseignement Public | Association de type loi 1901 | 341 Boulevard de Strasbourg 50000 SAINT LÔ | Mme FOSSEY Françoise | 4,05 € |
| ADSEAM Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte de la Manche | Association Loi 1901 non Reconnu d'Utilité Publique | 64 rue de la Marne 50000 SAINT LO | M. MALHERBE Stéphane | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|---|---|----------------------------|-------------------|
| AMER - Association Médico Educative Rouennaise MONT CAUVAIRE | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | Domaine du Fossé 76690 MONT CAUVAIRE | Mme TAUPIN Françoise | 4,05 € |
| APAEI CAEN | Association à but non lucratif | 15 rue Elie de Beaumont 14000 CAEN | Mme MULLER Marie-Dominique | 4,05 € |
| APAEI Côte Fleurie DIVES SUR MER | Association | 7 rue de l'Hôtel de Ville 14160 DIVES SUR MER CEDEX | Mme PHILIPPOT Vanessa | 4,05 € |
| APAEI du Bocage Virois et de la Suisse Normande VIRE | Association Loi 1901 | 17 rue des Noës-Davy BP 50091 14504 VIRE CEDEX | M. REMONDIERE Luc | 4,05 € |
| APAEI Pays d'Auge FALAISE | Association | 4 Rue Raymonde Bail 14000 CAEN | Mme BELLOCHE Bernadette | 4,05 € |
| APAEIA AVRANCHES | Association | 25 rue de Dunkerque 50301 AVRANCHES | Mme LAGNIEL Véronique | 4,05 € |
| APEER - Association Pour l'Éducation et la Réadaptation de TILLY | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | 2 Route de Vernon 27510 TILLY | Mme GUTTON Anne | 4,05 € |
| APF France Handicap d'HEROUVILLE SAINT CLAIR | Association Loi 1901 reconnue d'utilité publique à but non lucratif | 28 rue Bailey 14000 CAEN | M. MONFORT Hugues | 4,05 € |
| ASPEC - Accueil et Soins aux Personnes Epileptiques et Cérébro-lésées | Association de type loi 1901 | 10 Chemin de la Grippé 61400 MORTAGNE AU PERCHE | Mme MAZZELLA Nicole | 4,05 € |
| Association d'Aide Rurale du Pays de Bray « La Brèche » FORGES LES EAUX | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | 15 bis Boulevard Nicolas Thiéssé 76440 FORGES LES EAUX | M. Cheik Elola | 4,05 € |
| Association du Grand Lieu | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | Résidence la Roselière 1 avenue du Lac 27500 PONT AUDEMER | Mme DESCAMPS Gaëlle | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|--|---|---------------------------|-------------------|
| Association Gaston Mialaret | Association Medico Sociale | 4 Rue Raymonde Bail - Zae Fresnel 14000 CAEN | M. LEMAITRE Florent | 4,05 € |
| Association L'Arche VERNEUIL SUR AVRE | Association déclarée | 91 rue Moulin à Tan 27130 VERNEUIL SUR AVRE | Mme COURTEL Corinne | 4,05 € |
| Association La Pommeraie Jean Vanier CRIQUETOT-L'ESNEVAL | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | 4 Route de Turretot 76280 CRIQUETOT-L'ESNEVAL | M. DROUIN Thomas | 4,05 € |
| Association La Ronce EVREUX | Association | 13 rue Lavoisier 27000 EVREUX | M. THUILLIER Patrick | 4,05 € |
| Association Le Pré de la Bataille de ROUEN | Association Loi 1901 reconnue d'utilité publique | 39 rue du Pré de la Bataille 76000 ROUEN | Mme LION Sophie | 4,05 € |
| Association Maison de Retraite de MARGNY LE LOZON | Etablissement Privé à but non lucratif | 36 rue du 13 juin 1944 50570 MARGNY LE LOZON | Mme DELADUNE Isabelle | 4,05 € |
| Association Marie Hélène EVREUX | Association Loi 1901 | 10 rue Armand Benet 27000 EVREUX | Mme ESPIAU-CHAUVIN Clélia | 4,05 € |
| Association Saint Onuphre RIVES EN SEINE | Association Loi 1901 | 6 rue Olgierd Ilinski 76490 CAUDEBEC EN CAUX | Mme LE GRAS Julie | 4,05 € |
| Association Sainte Marie - Saint Joseph | Association de type loi 1901 | 175 BD de l'Yser 76000 ROUEN | Mme THIERRY Caroline | 4,05 € |
| Association SESAME Autisme Normandie NOTRE DAME DE BONDEVILLE | Association Loi 1901 | 25 bis Route d'Houpeville 76960 NOTRE DAME DE BONDEVILLE | Mme FRENOIS Aline | 4,05 € |
| CCAS de CAEN - EHPAD CAEN Mathilde de Normandie | Centre Communal d'Action Sociale | 45 rue de Bernières CS 80225 14012 CAEN CEDEX 1 | Mme MORANT-BURNEL Julie | 4,05 € |
| CCAS de CHERBOURG EN COTENTIN | Centre communal d'action sociale (CCAS) | Hôtel de Ville 10 place Napoléon - BP 808 50108 CHERBOURG EN COTENTIN | M. ARRIVE Benoît | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|--|--|-------------------------|-------------------|
| CCAS de COUTANCES | Etablissement public | 15 rue du Palais de Justice 50200 COUTANCES | Mme FOURNIER Delphine | 4,05 € |
| CCAS de SAINT LO | Etablissement Public Communal Administratif | 7 rue Jean Dubois CS 17008 50008 SAINT LO CEDEX | Mme LEJEUNE Emmanuelle | 4,05 € |
| CCAS d'HEROUVILLE SAINT CLAIR - EHPAD du Val | EHPAD | 11 Place François Mitterrand 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR | M. THOMAS Rodolphe | 4,05 € |
| CHAG de PACY SUR EURE Centre d'Hébergement et d'Accompagnement Gérontologique | Établissement public social et médico-social | 57 Rue Aristide Briand 27120 PACY SUR EURE | M. TRIQUET Jérôme | 4,05 € |
| CIAS Centre Intercommunal d'Action Sociale Centre Manche LA HAYE | Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) | 20 rue des Aubépines 50250 LA HAYE | Mme BROCHARD Michèle | 4,05 € |
| CIAS de BRECEY VAL DE SEES | Centre Intercommunal d'action sociale (CIAS) | 1 boulevard des Merisiers 50370 BRECEY | Mme HUCHET Marie Paule | 4,05 € |
| CIAS des Pays de l'Aigle | Centre communal d'action sociale (CCAS) | 5 place du Parc 61300 L'AIGLE | M. SELLIER Jean | 4,05 € |
| CROP - Centre Ressource de l'Ouïe et de la Parole | Association déclarée | 6 avenue de Glattbach 14760 BRETTEVILLE SUR ODON | M. BISCAY Philippe | 4,05 € |
| CSSR de BAGNOLE DE L'ORNE Le Parc - UGECAM | Régime général de sécurité sociale | 32 avenue du Docteur Joly 61140 BAGNOLES DE L'ORNE | M LEYENDECKER Gilles | 4,05 € |
| EHPAD d'AGON COUTAINVILLE Le Chanteur | Etablissement Social et Médico-Social Communal | 21 rue Fernand Lechanteur 50230 AGON COUTAINVILLE | M. BENSMINA Amar | 4,05 € |
| EHPAD d'ALENCON Charles Aveline (CIAS d'Alençon) | Établissement social et médico-social intercommunal | 35 avenue Winston Churchill 61000 ALENCON | M. BLOTTIERE Patrick | 4,05 € |
| EHPAD d'ALENCON La Sénatorerie - Emeis | Société Anonyme (SA) | 15 rue de la Sénatorerie 61000 ALENÇON | Mme PRIMA Stéphanie | 4,05 € |
| EHPAD d'ARGENCES Fondation Letavernier Pitrou | Etablissement Social et Médico-Social Communal | 17 Route de Troarn Le Fresne 14370 ARGENCES | Mme LE DIZES Gaëlle | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|---|---|-------------------------|-------------------|
| EHPAD d'ARQUES LA BATAILLES Résidence La Varenne | Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) | 21 rue Auguste Perret 76880 ARQUES LA BATAILLE | M. VU THANH Alec | 4,05 € |
| EHPAD d'ATHIS DE L'ORNE Le Sacré Cœur - Association Marguerite Guérin | Association de type loi 1901 | 17 rue Guy Velay 61430 ATHIS DE L'ORNE | Mme MARTIN Nathalie | 4,05 € |
| EHPAD d'AUBE Résidence Opale Hom'Age | Société par Actions Simplifiée (SAS) | Route de Brethel 61270 AUBE | M. CASSE Quentin | 4,05 € |
| EHPAD d'AUMALES Résidence du Duc | Etablissement Social et Médico-social | 3 Rue Soeur Badiou 76390 AUMALES | Mme DANSETTE Aline | 4,05 € |
| EHPAD d'AVRANCHES Maison du Saint Cœur de Marie | Fondation | 21 Rue du Dr Eugène Béchet 50300 AVRANCHES | Mme Soeur MARIE AGNES | 4,05 € |
| EHPAD d'AVRANCHES Résidence de Tonge Groupe DomusVi | Société par Actions Simplifiée (SAS) | 52 bis rue de Verdun 50300 AVRANCHES | M. BONNOT Damien | 4,05 € |
| EHPAD de BEMECOURT L'Astérina | Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU) | 20 Chemin du Patrouillet 27160 BEMECOURT | M. DUBUSC Thibault | 4,05 € |
| EHPAD de BIEVILLE-BEUVILLE Les Pervenches Hom'Age | Société Anonyme | 10 Rue des Petites Chaussées 14112 BIEVILLE-BEUVILLE | Mme JAMES Karine | 4,05 € |
| EHPAD de BLANGY SUR BRESLES Résidence Massé de Corneilles | Établissement social et médico-social communal | 8 Rue du Petit Fontaine 76340 BLANGY SUR BRESLES | M. DELIEZ Franck | 4,05 € |
| EHPAD de BOIS GUILLAUME Saint Antoine | Société à responsabilité limitée (S.A.R.L.) | 650 Rue R. Pinchon 76230 BOIS GUILLAUME | Mme LEMAISTRE | 4,05 € |
| EHPAD de BOIS L'EVEQUE Mishkane | Etablissement mdico-social | 3 rue Carouge 76160 BOIS L'EVEQUE | Mme TUNCQ Béatrice | 4,05 € |
| EHPAD de BONSECOURS Les Hautes Bruyères - Association Omeg'age | Association Loi 1901 non reconnue d'Utilité Publique | 17 rue Léon Lebourgeois 76240 BONSECOURS | M. CANINO Thierry | 4,05 € |
| EHPAD de BOURGUEBUS Emeraude | Etablissement Privé à but lucratif | 18 Rue des Blés d'Or 14540 BOURGUEBUS | Mme CORDRAY Sandrine | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|---|--|--------------------------|-------------------|
| EHPAD de BREHAL Péreau-Lejantel | Établissement social et médico-social intercommunal | 21 rue du Rallye - BP38 50290 BREHAL | M. BEASSE Jean-René | 4,05 € |
| EHPAD de BRETEUIL-SUR-ITON | Etablissement public de santé | 230 Rue du Général Leclerc 27160 BRETEUIL-SUR-ITON | M. BREINLINGER Régis | 4,05 € |
| EHPAD de BRETTEVILLE SUR ODON Résidence Soleil | Société anonyme | 1-3 rue du Val 14760 BRETTEVILLE SUR ODON | M. MACHURET Patrice | 4,05 € |
| EHPAD de BRETTEVILLE-SUR-LAIZE Les Chanterelles | Société à Responsabilité Limitée (SARL) | Route de Caillouet - Lieu dit La Moissonnière 14680 BRETTEVILLE SUR LAIZE | M. VINCLET Clément | 4,05 € |
| EHPAD de BRIONNE La Maison de Brionne | Établissement social et médico-social communal | 3 rue Jean Jaurès 27800 BRIONNE | Mme SAUVEPLANE Catherine | 4,05 € |
| EHPAD de BRIOUZE Notre Dame | Association de type loi 1901 | 28 rue Saint Gervais 61220 BRIOUZE | Mme LE DANTEC Florence | 4,05 € |
| EHPAD de BUCHY Gilles Martin | Établissement social et médico-social communal | 397 Route de Rocquemont 76750 BUCHY | Mme GODEL Corinne | 4,05 € |
| EHPAD de CABOURG Les Héliades | Association | 6C avenue des Dunettes 14390 CABOURG | M. DAVID Lionel | 4,05 € |
| EHPAD de CAEN Beaulieu Emeis | SA | 53 Boulevard G. Pompidou 14000 CAEN | Mme PLEY Christelle | 4,05 € |
| EHPAD de CAEN Clos de Calix DomusVi | Société par Actions Simplifiée (SAS) | 10 Avenue de Paris 14000 CAEN | M. KAPFER Gaëtan | 4,05 € |
| EHPAD de CAEN Henry Dunant Croix Rouge Française | Etablissement Privé à but non lucratif | 15 rue Guillaume Trébutien 14000 CAEN | M. BEN HAMED Lionel | 4,05 € |
| EHPAD de CAEN Jean-Ferdinand de Saint Jean | Établissement public de santé | 19-21 rue Malfilâtre 14000 CAEN | Mme BERTIN Agnès | 4,05 € |
| EHPAD de CAEN La Palmeraie DomusVi | SAS | 2 rue Renée Cassin 14000 CAEN | Mme GREGOIRE Emilie | 4,05 € |
| EHPAD de CAEN Résidence Les Rives Saint Nicolas Emeis | Société Anonyme | 92 rue Saint Martin 14000 CAEN | Mme CARPENTIER Léonie | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|---|---|----------------------------------|-------------------|
| EHPAD de CAEN Saint Benoit | Etablissement Privé à but non lucratif | 6 rue de Malon 14000 CAEN | M. LOISON Joël | 4,05 € |
| EHPAD de CAGNY Les Orchidées | Société à Responsabilité Limitée (SARL) | 11 Rue de Grantôt 14630 CAGNY | M. VINCLET Clément | 4,05 € |
| EHPAD de CAMBERNON Résidence le Parc Fleuri | Société à Responsabilité Limitée (SARL) | Hôtel Hébert 50200 CAMBERNON | M. PAYSANT Frédéric | 4,05 € |
| EHPAD de CARPIQUET La Résidence Médicis | SAS | 3 Chemin Rural de St Germain 14650 CARPIQUET | Mme NOURRY Anne-Laure | 4,05 € |
| EHPAD de CARQUEBUT | Etablissement Social et Médico-Social Communal | 6 rue Jacques Désiré Perrotte 50480 CARQUEBUT | M. GUILARD Christophe | 4,05 € |
| EHPAD de CARROUGES La Maison des Aînés | Établissement social et médico-social communal | Rue Albert Louvel 61320 CARROUGES | M. PEAN Stéphane | 4,05 € |
| EHPAD de CAUDEBEC Lès ELBEUF Lecallier Leriche | EPMS | 168 rue du Général Giraud 76320 CAUDEBEC LES ELBEUF | Mme MEHEUT Valentine | 4,05 € |
| EHPAD de CAUMONT L'EVENTE La Vallée de l'Aure / Gustave Courbet | Société par action simplifiée | 5 impasse Boscop 14240 CAUMONT L'EVENTE | Mme ROGER Micheline | 4,05 € |
| EHPAD de CERENCES Lempérière-Lefébure | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | 25 rue principale 50510 CERENCES | M. LEMAITRE Stéphane | 4,05 € |
| EHPAD de CERISY LA FORET Résidence L'Abbaye | Fondation reconnue d'utilité publique | 13 Avenue 2ème Division Indian Head 50680 CERISY LA FORET | Mme MALAPEL Sophie | 4,05 € |
| EHPAD de CESNY-BOIS- HALBOUT Saint Jacques et Saint Christophe | Établissement public de santé | 3 rue de l'Hospice 14220 CESNY BOIS HALBOUT | Mme GUILLO Delphine | 4,05 € |
| EHPAD de CETON Résidence Neyret | Société Anonyme (SA) | 26 Rue Jean Moulin 61260 CETON | Mme NACHBAUR Nicole | 4,05 € |
| EHPAD de CHANU Les Tilleuls | Établissement social et médico-social communal | 2 Chemin des Pommiers 61800 CHANU | Mme BARBELIVIEN BUFFARD Caroline | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|--|--|-------------------------|-------------------|
| EHPAD de CHERBOURG EN COTENTIN La Demeure du Maupas | SAS | 16 rue du Maupas 50100 CHERBOURG EN COTENTIN | M. GUILLET Ghislain | 4,05 € |
| EHPAD de CHERBOURG EN COTENTIN Maison de La Buaille | Etablissement social et médico-social | 7 rue de la Buaille 50100 CHERBOURG EN COTENTIN | M. GUENEE Bertrand | 4,05 € |
| EHPAD de CHERBOURG-OCTEVILLE L'Ermitage | Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) | 40 avenue Etienne Lecarpentier 50100 CHERBOURG | Mme LEMERAY Estelle | 4,05 € |
| EHPAD de CLECY Le Beau Site - Domidep | Société à responsabilité limitée (S.A.R.L.) | Rue du Beau Site 14570 CLECY | Mme FALLET Claudia | 4,05 € |
| EHPAD de CONCHES-EN-OUCHE Les Reflets d'Argent | Établissement public communal d'hospitalisation | 86 Rue François Mitterrand 27190 CONCHES EN OUCHE | M. MINYEMECK André | 4,05 € |
| EHPAD de CONDE-EN-NORMANDIE Laurence de la Pierre | Établissement public de santé | 87 rue Saint Martin BP 90 14110 CONDE SUR NOIREAU | M. PEAN Stéphane | 4,05 € |
| EHPAD de CONDE-SUR-SARTHE Résidence Arpège | Association de type loi 1901 | 10 rue des Artisans 61250 CONDE SUR SARTHE | Mme COUSIN Stéphanie | 4,05 € |
| EHPAD de COULONGES-SUR-SARTHE Résidence Fleurie | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | Route de Coulonges 61170 COULONGES SUR SARTHE | M. BEUVIER Ludovic | 4,05 € |
| EHPAD de COURSEULLES-SUR-MER Les Tilleuls | Association de type loi 1901 | Lotissement les Tilleuls 14470 COURSEULLES SUR MER | M. DAHLAB Isaac | 4,05 € |
| EHPAD de COURSEULLES-SUR-MER Résidence Westalia | Société Mutualiste | 1 Chemin de la Délivrande 14470 COURSEULLES SUR MER | Mme SEON Pauline | 4,05 € |
| EHPAD de DEVILLE LES ROUEN La Filandière | Établissement social et médico-social communal | 4 rue Georges Herbert 76250 DEVILLE LES ROUEN | Mme LE GUEN Florence | 4,05 € |
| EHPAD de DOUVRES LA DELIVRANDE Intercommunal | Établissement social et médico-social intercommunal | 6 rue de Bourgogne 14400 DOUVRES LA DELIVRANDE | Mme LE DIZES Gaëlle | 4,05 € |
| EHPAD de DOZULE Résidence Topaze Hom'Age | Société par Actions Simplifiée (SAS) | 2 rue Rocquépine 14430 DOZULE | Mme JAMES Karine | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|---|--|---|-------------------------|-------------------|
| EHPAD de DOZULE Résidence Vallée d'Auge Groupe DomusVi | Société par Actions Simplifiée (SAS) | Avenue Michel d'Ornano 14430 DOZULE | M. GUIDECOQ Olivier | 4,05 € |
| EHPAD de DUCEY Résidence Delivet | Établissement public de santé | Boulevard JB Delivet BP 31 50220 DUCEY | Mme BUTAULT Anne-Laure | 4,05 € |
| EHPAD de DUCLAIR L'Archipel | Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes | 89 Chemin Clarin Mustad 76480 DUCLAIR | M. DAYT Jean-Yves | 4,05 € |
| EHPAD de FAUVILLE EN CAUX Résidence Bouic-Manoury | Établissement social et médico-social communal | 373, rue Charles de Gaulle 76640 TERRE DE CAUX | Mme RAMASSAMY Lydia | 4,05 € |
| EHPAD de FLERS Les Hauts Vents | Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique | 31 rue Docteur Maubert 61100 FLERS | M. RANNOU Bertrand | 4,05 € |
| EHPAD de FLEURY SUR ORNE Le Florilège | Etablissement Privé à but lucratif | 26 Grande Rue 14123 FLEURY SUR ORNE | M. VILLEROY Samuel | 4,05 € |
| EHPAD de FONTENAY LE PESNEL Les Deux Fontaines Hom'Age | Société par Actions Simplifiée (SAS) | 15 Route de Tilly Sur Seulles 14250 FONTENAY LE PESNEL | M. RENOU Thomas | 4,05 € |
| EHPAD de FORGES LES EAUX Fondation Beaufils | Etablissement Social et Médico-social | 7 Boulevard Nicolas Thiessé 76440 FORGES LES EAUX | Mme DANSETTE Aline | 4,05 € |
| EHPAD de FRESNAY SUR SARTHE Les Frênes - Les Châtaigniers | EPSMS | 43 rue de Spilsby 72130 FRESNAY SUR SARTHE | Mme KAKOL Michèle | 4,05 € |
| EHPAD de GAILLEFONTAINE Lefebvre-Blondel-Dubus | Etablissement Social et Médico-social | Place Lefebvre Blondel 76870 GAILLEFONTAINE | Mme DANSETTE Aline | 4,05 € |
| EHPAD de GRAINVILLE LA TEINTURIERE Anne-Françoise Lebaultz | Établissement social et médico-social communal | 5 Rue des Écoles 76450 GRAINVILLE-LA-TEINTURIERE | Mme RAMASSAMY Lydia | 4,05 € |
| EHPAD de GRAND QUEVILLY Les Jardins de Matisse | Etablissement Social et Médico-social | 1 Rue Albert Lebour 76120 GRAND QUEVILLY | M. VENARD Jean-Marc | 4,05 € |
| EHPAD de GRANVILLE L'Emeraude Emeis | Société Anonyme (SA) | 225 Rue Jeanne Jugan 50400 GRANVILLE | Mme GESLIN Anne | 4,05 € |
| EHPAD de GRANVILLE Saint Gabriel | Etablissement Privé à but lucratif | 54 rue Jean Rostand 50400 GRANVILLE | M. PAYSANT Frédéric | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|---|--|---|-------------------------|-------------------|
| EHPAD de LA CHAPELLE D'ANDAINÉ Résidence l'Orée des Bois | Établissement public de santé | 42 rue de Bagnoles 61140 LA CHAPELLE D'ANDAINÉ | M. VIVIER Laurent | 4,05 € |
| EHPAD de LA COUTURE BOUSSEY Les Rives d'Or Emeis | Société Anonyme | 37 rue de Serez 27750 LA COUTURE BOUSSEY | M. FORET Laurence | 4,05 € |
| EHPAD de LA FERRIERE AUX ETANGS Sainte-Anne | Association privée à but non lucratif | 44 rue de Flers 61450 LA FERRIERE AUX ETANGS | Mme LE BARRON Sandrine | 4,05 € |
| EHPAD de LA FEUILLIE Résidence Noury | Établissement social et médico-social communal | 95 Route de Rouen 76220 LA FEUILLIE | Mme GODEL Corinne | 4,05 € |
| EHPAD de LA GLACERIE Le Clos à Froment | Etablissement Privé à but non lucratif | Rue Pierre et Marie Curie 50470 LA GLACERIE | Mme LANZA Claire | 4,05 € |
| EHPAD de LA HAYE PESNEL Au Bocage Hayland | EHPAD | 9 Avenue Ernest Corbin 50320 LA HAYE PESNEL | M. BEASSE Jean-René | 4,05 € |
| EHPAD de LE BREUIL-EN-AUGE Les Bougainvillées | Etablissement Privé à but lucratif | Le Plessis 14130 LE BREUIL EN AUGE | M. LEPAGE Clément | 4,05 € |
| EHPAD de LE DESERT Les Elides | SAS | 1 La Touperrerie 50620 LE DESERT | M. PAYSANT Frédéric | 4,05 € |
| EHPAD de LE HOULME La Source | Centre communal d'action sociale (CCAS) | 8 Rue du 8 Mai 1945 - BP31 76770 LE HOULME | Mme LEGRAND Chantal | 4,05 € |
| EHPAD de LE MESNIL-ESNARD Moulin des Prés | Etablissement Social et Médico-Social Communal | 7 rue de Saintonge 76240 LE MESNIL-ESNARD | M. SCHILHANECK Kiefer | 4,05 € |
| EHPAD de LE MOLAY-LITTRY Harmonie | Société par Actions Simplifiée (SAS) | Route de Tournières 14330 LE MOLAY LITTRY | M. LEMARCHAND Mathieu | 4,05 € |
| EHPAD de LE PIN LA GARENNE La Pellonnière | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | 3 rue Chanceaux 61400 LE PIN LA GARENNE | Mme DEGUY-FONTEIX Anne | 4,05 € |
| EHPAD de LE SAP Audelin Lejeune | Association de type loi 1901 | 38 rue du Bois Besnard 61470 LE SAP | Mme ROBILLARD Joëlle | 4,05 € |
| EHPAD de LE SAP Le Grand Jardin | Société à responsabilité limitée unipersonnelle | La Louvetière 61470 LE SAP | Mme NICOLE Prescillia | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|--|--|---------------------------------|-------------------|
| EHPAD de LE VAUDREUIL Les Rivalières | Société par Actions Simplifiées | 80 rue Sainte-Marguerite 27100 LE VAUDREUIL | Mme VINCENT Christine | 4,05 € |
| EHPAD de LES MOUTIERS-EN-CINGLAIS Les Opalines | Société à responsabilité limitée (S.A.R.L.) | 1200 Route de Thury Harcourt 14220 LES MOUTIERS EN CINGLAIS | Mme TURPIN Emilie | 4,05 € |
| EHPAD de LIVAROT Saint Joseph | Association de type loi 1901 | 55 rue du Général Leclerc 14140 LIVAROT | Mme MEDES Claude | 4,05 € |
| EHPAD de LONGNY-AU-PERCHE La Providence - Association Marguerite Guérin | Association de type loi 1901 | 2 rue du Docteur Jean Vivarès 61290 LONGNY AU PERCHE | Mme MARTIN-MACE Nathalie | 4,05 € |
| EHPAD de LOUVIGNY La Maison du Coudrier | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | 1 rue Robert Capa 14111 LOUVIGNY | Mme FERREY Clara | 4,05 € |
| EHPAD de LUC-SUR-MER Emera Côte de Nacre | Etablissement Privé à but lucratif | 12 rue Marin Labbé 14530 LUC SUR MER | Mme FRAYSSE Sophie | 4,05 € |
| EHPAD de LUNERAY Résidence Albert Jean | Etablissement Social et Médico-social | 5 Rue du Val Midrac 76810 LUNERAY | Mme BILLARD Valérie | 4,05 € |
| EHPAD de LYONS-LA-FORET Les Jardins | Autre établissement public local à caractère administratif | 4 Chemin Ste Croix Mesnil 27480 LYONS LA FORET | Mme CARDALIAGUET Marianne | 4,05 € |
| EHPAD de MAROMME Le Trait d'Union du Cailly | Etablissement public local social et médico-social | 16 rue de la République 76150 MAROMME | Mme MONGAUX-MASSE Marie-Pascale | 4,05 € |
| EHPAD de MEZIDON VALLEE D'AUGE Anaïs Les Marronniers | Fondation | 21 rue La Bruyère 14270 MEZIDON VALLEE D'AUGE | M. BERTOU Thierry | 4,05 € |
| EHPAD de MONT SAINT AIGNAN Les Iliades | Société anonyme | 24 chemin de la planquette 76130 MONT SAINT AIGNAN | Mme BOUIHOL Nathalie | 4,05 € |
| EHPAD de MONTMARTIN SUR MER Résidence Roche Brune | SAS | 4 Chemin sous les Jardins 50590 MONTMARTIN SUR MER | Mme HOREL Mélanie | 4,05 € |
| EHPAD de MORGNY LA POMMERAYE Les Trois Hameaux | SAS | 664 rue du Calvaire 76750 MORGNY LA POMMERAYE | M. BOUET Jérôme | 4,05 € |
| EHPAD de MORTEAUX COULIBOEUF Les Lys Blancs | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | Place de l'Eglise 14620 MORTEAUX COULIBOEUF | Mme LEBIGRE Danièle | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|--|--|-------------------------|-------------------|
| EHPAD de PASSAIS Les Myosotis | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | 26 Impasse La Ronnerie 61350 PASSAISVILLAGES | Mme LE BARRON Sandrine | 4,05 € |
| EHPAD de PERCY Résidence des Eglantines | Etablissement Social et Médico-Social Communal | 14 rue St Martin 50410 PERCY | Mme ALLOMBERT Anicette | 4,05 € |
| EHPAD de PERIERS Résidence Anaïs De Groucy | Établissement public communal d'hospitalisation | 10 Rue Bastogne - BP 28 50190 PERIERS | M. BERTHE Pierre | 4,05 € |
| EHPAD de PONT L'EVEQUE Résidence Le Clos des Cèdres | SASU | 2 Impasse des Bruyères 14130 PONT L'EVEQUE | M. QUIEVRE Maxime | 4,05 € |
| EHPAD de PORT EN BESSIN HUPPAIN Les Embruns - Croix Rouge Française | Association Loi 191 Reconnu d'Utilité Publique | Route de Grandcamp Maisy 14520 PORT EN BESSIN HUPPAIN | M. EUDE Stéphane | 4,05 € |
| EHPAD de RIVES EN SEINE Maurice Collet | Établissement social et médico-social communal | 3 Avenue Winston Churchill 76490 CAUDEBEC EN CAUX | M. BAVARD Bruno | 4,05 € |
| EHPAD de ROGERVILLE Saint Joseph | Association à but non lucratif | 20 rue du Père Arson 76700 ROGERVILLE | Mme DALLET Anne | 4,05 € |
| EHPAD de ROUEN Foyer Saint Joseph | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | 2 rue de la Cage 76000 ROUEN | M. LEROY Thierry | 4,05 € |
| EHPAD de ROUEN Tiers Temps | Société à responsabilité limitée (S.A.R.L.) | 86-88 Rue des Bons Enfants 76000 ROUEN | Mme CHARNET Sonia | 4,05 € |
| EHPAD de RUGLES André Couturier | Etablissement public de santé | Rue de l'Hôpital 27250 RUGLES | M. BREINLINGER Régis | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT AIGNAN DE CRAMESNIL Le Belvédère | Société à responsabilité limitée (S.A.R.L.) | 4 rue des Marronniers 14540 SAINT AIGNAN DE CRASMESNIL | M. MICHENAUD Louis | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT ARNOULT Le Parc de la Touques | Société par Actions Simplifiée (SAS) | Avenue Michel d'Ornano Saint-Arnoult 14800 DEAUVILLE | Mme LEBLANC Annick | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT CLAIR SUR L'ELLE La Demeure Saint-Clair | EURL | 17 rue de la Libération 50680 SAINT CLAIR SUR L'ELLE | Mme ARAMINTHE Maryse | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|---|--|--|--------------------------|-------------------|
| EHPAD de SAINT CRESPIN Résidence de la scie | Etablissement Social et Médico-social | 2 Route des Vergers 76590 SAINT CRESPIN | Mme BILLARD Valérie | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT CYR DU RONCERAY Ma Providence | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | 32 Rue de Copplestone 14290 SAINT-CYR-DU-RONCERAY | Mme LEBAILLY Julie | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT DESIR Résidence La Barillière | SASU | 57 rue de l'Oppidum 14100 SAINT-DESIR | Mme KEHIL Inès | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT ETIENNE DU ROUVRAY Château Blanc ProBTP | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | Périphérique Wallon BP 87 76800 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY | Mme DE POMMERY Laurence | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT GEORGES DES GROSEILLERS l'Horizon | SAS | 17 Rue de la Garenne 61100 SAINT GEORGES DES GROSEILLERS | Mme ARAMINTHE Maryse | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT LO La Demeure du Bois Ardent | Société Anonyme | 780 Rue de l'Exode 50000 SAINT LO | Mme LEPELLETIER Virginie | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT PAIR SUR MER Maison Saint Michel | SAS | 174 rue Saint Michel 50380 SAINT PAIR SUR MER | Mme ADONEL Sophie | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT PIERRE DE BOSGUERARD Le Bosguerard Emeis | Société Anonyme | 7 rue Marie de Vaudémont 27370 SAINT PIERRE DE BOSGUEARD | M. LE NOE Jérémy | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT PIERRE DES NIDS Casteran | Centre communal d'action sociale (CCAS) | 18 Rue Dr Poirier 53370 SAINT PIERRE DES NIDS | M. GUILLOUX Philippe | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT PIERRE SUR DIVES La Mesnie | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | Rue des Peupliers 14170 SAINT PIERRE SUR DIVES | M. ANFRY Olivier | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT SAENS Résidence d'Eawy | Établissement social et médico-social communal | Rue Auguste Guérin - BP 3876680 SAINT SAENS | Mme GODEL Corinne | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT SAUVEUR LE VICOMTE Les Lices-Jourdan | Établissement social et médico-social départemental | 17 rue des Lices 50390 SAINT SAUVEUR LE VICOMTE | M. GUILARD Christophe | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|--|--|----------------------------|-------------------|
| EHPAD de SAINT SEVER CALVADOS La Roseraie et SSIAD | Etablissement public local social et médico-social | 25 rue de la Gare 14380 SAINT SEVER CALVADOS | Mme ABIDOS Dina | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT VAAST LA HOUGUE Val de Saire | Etablissement Social et Médico-Social Communal | 2 Rue du 8 MAI 1945 50550 SAINT VAAST LA HOUGUE | M. HURET Guillaume | 4,05 € |
| EHPAD de SAINT VIGOR LE GRAND Résidence Les Hauts de l'Aure DomusVi | Société en nom collectif | 1 rue de la Pigache 14400 SAINT VIGOR LE GRAND | M. LEPELIER Philippe | 4,05 € |
| EHPAD de SAINTE MERE EGLISE | Établissement social et médico-social communal | 11 rue du Général Gavin 50480 SAINTE MERE EGLISE | M. GUILARD Christophe | 4,05 € |
| EHPAD de SEES Anais | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | 32 rue Eiffel - CS 50287 61008 ALENCON CEDEX | M. BRUEL Pascal | 4,05 € |
| EHPAD de SEES Miséricorde | EHPAD à but non lucratif | 60b rue d'Argentré 61500 SEES | M. RAGUIN Pierre | 4,05 € |
| EHPAD de SOURDEVAL Saint Joseph | Fondation reconnue d'utilité publique | 24 avenue du Maréchal Foch BP 609 50150 SOURDEVAL | Mme LEPETIT Karine | 4,05 € |
| EHPAD de ST ETIENNE DU ROUVRAY Michel Grandpierre | Société mutualiste | 1 Bis Avenue du Val l'Abbé 76800 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY | Mme DA CUNHA LEAL Sandrine | 4,05 € |
| EHPAD de THAON Résidence du Parc Hom'Age | Etablissement Privé à but lucratif | Rue du Château d'eau 14860 THAON | M. RENOU Thomas | 4,05 € |
| EHPAD de THURY HARCOURT LE HOM Asile de Marie | Etablissement Privé à but non lucratif | 72-74 rue de Condé 14220 THURY HARCOURT | Mme RAGOT Cécile | 4,05 € |
| EHPAD de TORIGNY-LES-VILLES La Clairière des Bernardins | Établissement social et médico-social communal | 5 rue des Bernardins 50160 TORIGNY SUR VIRE | Mme COUEFFEUR Lise | 4,05 € |
| EHPAD de TOUROUVRE Les Laurentides | Association déclarée | Le Portail 61190 TOUROUVRE | M. CARTEL Yvan | 4,05 € |
| EHPAD de TREVIERES L'Hexagone | Etablissement Privé à but lucratif | 5 route du Molay-Littry 14710 TREVIERES | Mme GOHEL Françoise | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|--|---|---------------------------|-------------------|
| EHPAD de TROARN Saint Vincent de Paul | Etablissement Social et Médico-Social Communal | 88 Rue de Rouen 14670 TROARN | Mme DELCOURT Pauline | 4,05 € |
| EHPAD de TROUVILLE-SUR-MER Normandia | Société par Actions Simplifiée (SAS) | Route d'aguesseau 14360 TROUVILLE SUR MER | Mme LE CORR Emilie | 4,05 € |
| EHPAD de TRUN Pierre Wadier | Établissement public de santé | 69 rue de la République 61160 TRUN | Mme LEVY Sarah | 4,05 € |
| EHPAD de VASSY-VALDALLERE Résidence René Castel (Les Demeures des Glycines) | Société par Actions Simplifiée (SAS) | 11 rue du Moulin 14410 VASSY | Mme BOUDOU Eve | 4,05 € |
| EHPAD de VILLERS-BOCAGE La Maison de Jeanne | Établissement public de santé | 13 rue Pierre Curie BP 50 14310 VILLERS-BOCAGE | Mme GAMBIER Elise | 4,05 € |
| EHPAD de VIMOUTIERS Résidence de La Vie | SAS | Route d'Orbec 61120 VIMOUTIERS | Mme AVELINE Claire | 4,05 € |
| EHPAD de VIRE Symphonia | Société anonyme | Colline Les Mancellières 14500 VIRE | Mme LEMARCHAND Véronique | 4,05 € |
| EHPAD d'ECOUCHE | Établissement social et médico-social communal | 4 avenue Léon Labbé 61150 ECOUCHE | Mme LEVY Sarah | 4,05 € |
| EHPAD d'ECOUIS Les Quatre Vents | Etablissement médico-Social public autonome | Route du Moulinet BP 6 27440 ECOUIS | Mme CARDALIAGUET Marianne | 4,05 € |
| EHPAD d'ELBEUF La Ruche - Croix Rouge Française | Etablissement Privé non lucratif | 19/21 Rue Lazare Hoche 76500 ELBEUF | Mme KACI Nadia | 4,05 € |
| EHPAD d'ELLON Beau Soleil | Etablissement Privé à but lucratif | Les Castelets 14250 ELLON | Mme FALLET Claudia | 4,05 € |
| EHPAD d'ENVERMEU Lemarchand | Etablissement social et médico-social | 10 place de l'Eglise 76630 ENVERMEU | Mme BILLARD Valérie | 4,05 € |
| EHPAD d'ETRETAT Etoile du Matin | SAS | Rue Damilaville BP 31 76790 ETRETAT | Mme DUMONTIER Aurélie | 4,05 € |
| EHPAD d'EVREUX Villa la Providence Groupe Colisée | SASU Société par actions simplifiée à associé unique | 2/4 rue du Docteur Roux 27000 EVREUX | Mme FABULET Céline | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|--|---|---|-----------------------------|-------------------|
| EHPAD d'HARCOURT Maison d'Harcourt | Établissement social et médico-social communal | 4 Place Françoise de Brancas 27800 HARCOURT | Mme SAUVEPLANE Catherine | 4,05 € |
| EHPAD d'HEROUVILLE-SAINT-CLAIR Asialys | Société Mutualiste | 101 Avenue de la 3ème Division Britannique 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR | Mme LE GUEN Elodie | 4,05 € |
| EHPAD d'ISIGNY-SUR-MER Saint Joseph | Etablissement Social et Médico-Social Communal | 5 Avenue de la Tour du Pin 14230 ISIGNY SUR MER | Mme VINCENT Sophie | 4,05 € |
| EHPAD d'OCCAGNES Saint Vincent de Paul | Association de type loi 1901 | 2 La Grande Rue 61200 OCCAGNES | Mme JEANNE Pascale | 4,05 € |
| EHPAD du TREPORT Jean Ferrat | Etablissement Social et Médico-social | 89 Rue du Docteur Pépin 76470 LE TREPORT | Mme BILLARD Valérie | 4,05 € |
| EHPAD d'YVETOT Résidence Les Dames Blanches | Fondation | 8 Rue du Champs de Mars 76190 YVETOT | M. DAYT Jean-Yves | 4,05 € |
| EHPAD l'Aubade FLAMANVILLE | Établissement social et médico-social départemental | 2 rue du Valmanoir 50340 FLAMANVILLE | Mme CIHELKA Valérie | 4,05 € |
| EHPAD Les Régatiers VILLERS SUR MER | Entreprise Privé à but Lucratif | 20 rue du Stade André Salesse 14640 VILLERS SUR MER | Mme GOSSET Emeline | 4,05 € |
| EHPAD Publics du Havre Les Escales | Établissement social et médico-social départemental | 46 Rue Marc Orlan 76086 LE HAVRE | Mme HARITCHABALET Clothilde | 4,05 € |
| EHPAD Saint Michel GRAIGNES | Établissement social et médico-social départemental | 17 rue de l'Aunay 50620 GRAIGNES | M. PAYSANT Frédéric | 4,05 € |
| EPA Helen Keller LE HAVRE - Etablissement Public Autonome | Etablissement public local social et médico-social | 49 rue Saint Just BP 9049 76072 LE HAVRE CEDEX | Mme CANNIZZARO Allison | 4,05 € |
| EPMS d'AUNAY-SUR-ODON La Clairière | Etablissement public local social et médico-social | Rue de la Fauçterie Aunay-sur-Odon 14260 LES MONTS D'AUNAY | M. KERFOURN Jean-Marie | 4,05 € |
| EPMS d'ORBEC Marie du Merle | Etablissement public local social et médico-social | Rue de la Source 14290 ORBEC | M. BOUGAUT Nicolas | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|---|--|---|-------------------------|-------------------|
| EPSM de BARENTON les 4 Provinces d'Elisabeth Vézard | Etablissement social et médico-social départemental | 162 rue de Montéglise 50720 BARENTON | M. VIVIER Laurent | 4,05 € |
| Etablissement Public Départemental de GRUGNY | Établissement social et médico-social départemental | 634 rue André Martin 76690 GRUGNY | Mme MAIRY Mathilde | 4,05 € |
| FAM de SAINT NICOLAS D'ALIERMONT La Margotiere APEI Région Dieppoise | Association Loi 1901 privée à but non lucratif | Route de Saint-Aubin 76510 SAINT NICOLAS D'ALIERMONT | Mme COUVERT Nancy | 4,05 € |
| Fondation Filseine MONT SAINT AIGNAN | Association Loi 1901 | 11 rue Andreï Sakharov 76130 MONT SAINT AIGNAN | M. NICOLAS François | 4,05 € |
| Fondation John Bost Val de Seine (FAM-MAS Sarepta et MAS Magdala) | Fondation | Chemin Bosc Hue 76480 ROUMARE | Mme VILLAIN Birgit | 4,05 € |
| Fondation Lamauve ROUEN | Association Loi 1901 reconnue d'utilité publique | 101 rue du Renard 76000 ROUEN | Mme LEMOINE Fabienne | 4,05 € |
| Foyer de Vie de PERROU | Fondation | 11 Rue des Andaines 61700 PERROU | Mme GAUTIER Aline | 4,05 € |
| GRANVILLE Santé SSIAD | Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique | 304 rue du Québec 50440 GRANVILLE | Mme LEBASLE Marlène | 4,05 € |
| IDEFHI de CANTELEU Institut Départemental de l'Enfance de la Famille et du Handicap pour l'Insertion | Établissement social et médico-social départemental | Route de Sahurs - BP 4 76380 CANTELEU | Mme FLAMENT Mylène | 4,05 € |
| Korian d'ALENCON Le Diamant - STEIFA - EIFA | Société par Actions Simplifiée (SAS) | rue de Bretagne Lotissement Domaine de La Brebiette 61100 ALENCON | M. SIGNABOUT Frédéric | 4,05 € |
| Korian de BRETEUIL-SUR-ITON Ville en Vert - STEHBA - EHBA | Société à responsabilité limitée (S.A.R.L.) | 175 route de Bémécourt 27161 BRETEUIL SUR ITON | Mme VALLEE Cécilia | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|---|--------------------------------------|--|-------------------------|-------------------|
| Korian de BUEIL Val Aux Fleurs - STE181 - E181 | SARL unipersonnelle | 67 Grande Rue 27730 BUEIL | Mme RENOUE Sabine | 4,05 € |
| Korian de GRAINVILLE-SUR-ODON Reine Mathilde - STEIEA - EIEA | Société anonyme | 4 rue des Hauts Vents 14210 GRAINVILLE SUR ODON | M. LERAT Mathieu | 4,05 € |
| Korian de LE TEILLEUL Rive de Sélune - STEVOA - EIHA | EHPAD privé à but lucratif | 4 rue du collège 50640 LE TEILLEUL | Mme BELKHOUDJA Meryem | 4,05 € |
| Korian de LISIEUX Villa Bérat - STEFMA - EIBB | Société anonyme | 70 rue Général Leclerc 14100 LISIEUX | Mme PAPIER Nathalie | 4,05 € |
| Korian de LOUVIERS Résidence L'Ermitage | Etablissement Privé à But Lucratif | 25 boulevard Georges Clemenceau 27400 LOUVIERS | M. VEILLARD Antoine | 4,05 € |
| Korian de MONTIVILLIERS Les Hauts de l'Abbaye - MEDO - EHZA | Société par Actions Simplifiée (SAS) | 7 Rue des Verdiers - ZAC du Domaine de la Vallée 76290 MONTIVILLIERS | M. LABALME Philippe | 4,05 € |
| Korian de ROUEN Le Jardin - STEFMA - EHQB | Société anonyme | 121 Avenue des Martyrs de la Résistance 76100 ROUEN | M. BURDEZY Stéphane | 4,05 € |
| Korian de ROUEN Les Cent Clochers | Société par Actions Simplifiée (SAS) | 21 Place de l'église Saint Sever 76100 ROUEN | Mme BERNEVAL Gilles | 4,05 € |
| Korian de RUGLES La Risle - MF - E081 | EHPAD privé à but lucratif | rue Jean Moulin 27250 RUGLES | Mme LUMBALA Donatienne | 4,05 € |
| Korian de VERNON Nymphéas Bleus - STEFMA - EHV B | Société anonyme | 15 Avenue Pierre Mendès France 27200 VERNON | Mme DOURVILLE Sophie | 4,05 € |
| Korian d'EQUEURDREVILLE La Goélette MEDO - EHGA | Société par Actions Simplifiée (SAS) | rue Surcouf 50120 EQUEURDREVILLE- HAINNEVILLE | Mme BACON Jocelyne | 4,05 € |
| Korian d'EVRECY Les Rives de l'Odon MF - E143 | Société anonyme | Rue du Champ Rouget 14210 EVRECY | Mme BELKHOUDJA Meryem | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|---|--|---|----------------------------|-------------------|
| Korian Jardin de l'Andelle PERRIERS SUR ANDELLE | SAS | 17 rue des Champs 27910 PERRIERS SUR ANDELLE | Mme Karima CHOULLAM | 4,05 € |
| Korian Villa Saint Do BOIS GUILLAUME | Société à responsabilité limitée (S.A.R.L.) | 125 avenue du Maréchal Juin 76230 BOIS-GUILLAUME BIHOREL | Mme ACHAMMACHI Hanaâ | 4,05 € |
| LADAPT CAUDEBEC LES ELBEUF | Association | 624 rue Faidherbe 76320 CAUDEBEC LES ELBEUF | M. MOREAU Jean-Philippe | 4,05 € |
| Les Illiades Holding BOIS GUILLAUME | SAS | 65 rue Reine des Bois 76230 BOIS GUILLAUME | Mme PINEL Audrey | 4,05 € |
| Les Papillons Blancs PONT D'AUDEMER et Cantons de La Risle | Association à but non lucratif | 4 avenue de l'Europe 27500 PONT D'AUDEMER | M. CARON Guillaume | 4,05 € |
| Les Petites Sœurs Des Pauvres CAEN | Congrégation | 7 rue Porte Millet 14000 CAEN | Mme BOUESSO Geneviève | 4,05 € |
| Ligue Havraise pour les Personnes Handicapées | Association loi 1901 ou assimilé | 75 rue Emile Zola 76600 LE HAVRE | M. CAPPE Michel | 4,05 € |
| MAS de VALFRAMBERT La Rose des Vents - Le Ponant ADAPEI de l'Orne | Association Loi 1901 non reconnue d'utilité publique | 3-5 rue de vaucelles 61250 VALFRAMBERT | Mme BIGOT-DURAND Stéphanie | 4,05 € |
| MCE-M3S Mutualisation Coopération Emploi – Médico-Social Sanitaire et Social | Association de type loi 1901 | 17 rue Guy Velay ATHIS DE L'ORNE 61430 ATHIS VAL DE ROUVRE | Mme MARTIN-MACE Nathalie | 4,05 € |
| Mutualité Française Normandie | Société Mutualiste | 17-25 avenue de la Libération 76045 ROUEN CEDEX 1 | M. BEDFERT Laurent | 4,05 € |
| Normandie Générations | Fondation | 56 rue Bernard Palissy 61100 FLERS | M. CHESNAIS Didier | 4,05 € |
| PEP 76 | Association Loi 1901 | 4 rue du Bac 76000 ROUEN | M. LACOMBLE Tonino | 4,05 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|---|--|--|-------------------------|-------------------|
| Résidence de GOURNAY EN BRAY les Jardins de Gournay | SAS | 11 avenue des Anciens Combattants 76220 GOURNAY EN BRAY | Mme FOURDINIER Delphine | 4,05 € |
| Résidence Fontenelle TOURVILLE LA RIVIERE (ex-Les Jonquilles) | EHPAD | 45 rue Simone Signoret 76410 TOURVILLE LA RIVIERE | Mme THISSE Gaëlle | 4,05 € |
| Résidence La Buissonnière ISNEAUVILLE | SASU | 49 Impasse de la Ronce 76230 ISNEAUVILLE | Mme DELAITTRE Ophélie | 4,05 € |
| SPASAD Lajosa ROUEN Service Polyvalent d'Aide et de Soins à Domicile | Association Loi 1901 | 11 Rue Andrei Sakharov 76130 MONT SAINT AIGNAN | Mme BEUCHER Margaux | 4,05 € |
| SSIAD ADMR des 6 Cantons EVREUX | Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique | 42 rue Willy Brandt 27000 EVREUX | Mme LION Catherine | 4,05 € |
| SSIAD CCAS ROUEN | ESMS | 2 rue de Germont - CS 90540 76005 ROUEN | Mme DUTARTE Caroline | 4,05 € |
| UDCCAS Union Départementale des CCAS - CCAS Yvetot | Association | 17 rue Carnot CS 60185 76195 YVETOT CEDEX | M. LEJEUNE Alain | 4,05 € |
| UGECAM Normandie PETIT QUEVILLY | Union des caisses d'Assurance Maladie | 67 Boulevard Charles de Gaulle 76140 LE PETIT QUEVILLY | M. BORDRON Julien | 4,05 € |

Collège D – Collège « Réseaux de santé et Structures Transversales »

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|---|------------------------------|--|----------------------------------|-------------------|
| 3C EVREUX VERNON Centre de Coordination en Cancérologie | Association | Rue Léon Schwartzberg 27015 EVREUX | M. EL SAYADI Bachar | 30,30 € |
| 3C Guillaume Centre Coordination en Cancérologie | Association | 20 Avenue Capitaine Georges Guynemer 14000 CAEN | M. SEVIN Emmanuel | 30,30 € |
| ACOMAD Association de coordination et de maintien à domicile | Association Loi de 1901 | 13 Quai Bérigny 76400 FECAMP | Mme HAUVILLE Alexia | 30,30 € |
| ADMR de MONTVILLE | Fédération Départementale | 1 rue Ernest Delaporte CS 30009 76710 MONTVILLE | Mme OSINSKI Doriane | 30,30 € |
| AIR Partenaire Santé | Association déclarée | 8 rue de la Haye Marais CS 95458 14054 CAEN CEDEX 4 | M. BLACLARD Jacques | 30,30 € |
| Appui Santé CAUX BRAY ALBATRE | Association | 10 rue Jean Redelé 76370 MARTIN EGLISE | M. COQUAIS Julien | 30,30 € |
| ARMV Asso Régionale Médecine Vasculaire de Normandie CAEN | Association Loi 1901 | Hôpital Privé St-Martin 18 rue Roquemonts 14000 CAEN | M. LEMANISSIER Jean-Baptiste | 30,30 € |
| Association Départementale de Prévention du Suicide dans la Manche | Association de type loi 1901 | La Mairie 50000 SAINT LO | Mme DIDET-SAVIGNY Myriam | 30,30 € |
| Association des Rhumatologues de Basse-Normandie CAEN | Association Loi 1901 | 65 rue d'Hasting 14000 CAEN | Mme BAUDART Pauline | 30,30 € |
| Association des Transports Sanitaires Urgents ATSU Normandie | Association | 260 rue Jeanne La Lorraine 76850 BOSCHARD | M. FORFAIT Gérald | 30,30 € |
| Association Régionale NormanDys (ARN) | Association de type loi 1901 | 3 rue du Dr Laënnec 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR | Mme PENNIELLO-VALETTE Marie-José | 30,30 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|---|--|--|----------------------------|-------------------|
| Association REVIVRE DAC Appui Santé 14 CAEN | Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique | 21bis Avenue de Tourville 14000 CAEN | M. BOURDEAU Fabrice | 30,30 € |
| CICAT-Occitanie | Association de type loi 1901 | Hôpital La Colombière - Pavillon 41 39 avenue Charles Flahault 34295 MONTPELLIER | M. TEOT Luc | 30,30 € |
| DAC Appui Parcours Santé 27 Est (ex : PTA Vexin) | Association de type loi 1901 | 3 rue Roland Roche 27600 GAILLON | Mme VINCENT Laëtitia | 30,30 € |
| DAC Appui Santé 27-DAC Sud (ex-PTA Sud Eure) | Association de type loi 1901 | 86 avenue André Chasles Maison Dufour 27130 VERNEUIL SUR AVRE | M. DAHAN Patrick | 30,30 € |
| DAC de l'Orne MORTAGNE AU PERCHE | Association | 402 rue Amédée Bollée 61100 FLERS | Mme MANZONI Karine | 30,30 € |
| DAC en Santé Centre Manche de CARENTAN LES MARAIS | Association déclarée | 1 rue de l'Ancien Canal 50500 CARENTAN LES MARAIS | M. POUILLAIN Pierre | 30,30 € |
| DAC en Santé du Cotentin CHERBOURG EN COTENTIN | Association Loi 1901 | 1071 rue Wilson - Tourlaville 50110 CHERBOURG-EN-COTENTIN | M. BANSARD Mathieu | 30,30 € |
| DAC en Santé Sud Manche DUCEY LES CHERIS | Association | 3Bis rue des Jardins 50220 DUCEY LES CHERIS | Mme JOSROLAND Suzy | 30,30 € |
| DAC Ouest Appui Parcours Santé 27 PONT AUDEMER | Association déclarée | 8bis quai de la Ruelle 27500 PONT AUDEMER | Mme MOUTERDE Hélène | 30,30 € |
| DAC Seine et Mer LE HAVRE | Association | 164 rue Florimond Laurent 76620 LE HAVRE | Mme PONTY Claire | 30,30 € |
| Dépistage des Cancers - Centre de Coordination Normandie | Association de type loi 1901 | 28 rue Bailey 14000 CAEN | M VERZAUX Laurent | 30,30 € |
| GCS AXANTE | Groupement de Coopération Sanitaire de droit privé | 3 rue François Coulet 14400 BAYEUX | Mme MARIE VAN ACKER Karine | 30,30 € |
| Gérontopôle Normandie SAINT CONTEST | Association | 1 rue Ferdinand Buisson 14280 SAINT CONTEST | Mme EGLOFF Valérie | 30,30 € |

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant | Apport en Capital |
|---|--|--|-------------------------|-------------------|
| NORMANDIE SEP Réseau Normand Sclérose en Plaques (ex RN-SEP) | Association de type loi 1901 | Résidence « Les Lavandières » 29 rue Général Moulin 14000 CAEN | M. DEFER Gilles | 30,30 € |
| Planeth Patient | Association de type loi 1901 | 3 place de l'Europe 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR | M. MAUNY Thomas | 30,30 € |
| QUAL'VA Réseaux Normand Qualité Santé | Association de type loi 1901 | 4 avenue de Cambridge 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR | Mme GASTEBOIS Bénédicte | 30,30 € |
| Réseau de Périnatalité de Normandie (RPN) | Association de type loi 1901 | 33 boulevard de l'Yser 76000 ROUEN | M. VERSPYCK Éric | 30,30 € |
| Réseau ONCO Normandie | Association de type loi 1901 | 28 Rue Bailey 14000 CAEN | M. SEVIN Emmanuel | 30,30 € |
| RSVA Réseau de Services pour une Vie Autonome | Association de type loi 1901 | 7 Bis Avenue du Président Coty 14000 CAEN | Mme LE MAGNEN Pamela | 30,30 € |
| TELAP | Association de type loi 1901 | 30 rue Fred Scamaroni 14000 CAEN | Mme DOMPMARTIN Anne | 30,30 € |
| Télémedical Solution 14 CAEN (omedys) | Société d'Exercice Libéral par Action Simplifiée | 7-9 rue Saint Laurent 14000 CAEN | M. DEVILLARD Arnaud | 30,30 € |
| Vivre Son Deuil Calvados | Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique | Le 1901 8 rue Germaine Tillon 14000 CAEN | Mme BOUST Roselyne | 30,30 € |

Collège E – Collège « Consultatif »

| Membre adhérent | Siège Social | Nom/prénom représentant |
|--|--|--------------------------------|
| FEHAP Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne | 624 Rue Faidherbe 76320 CAUDEBEC LES ELBEUF | M. CHESNAIS Didier |
| FHF Fédération Hospitalière France | CHU de Caen Avenue de la Côte de Nacre 14000 CAEN | M. AUBERT Stéphane |
| FHP Fédération Hospitalière Privée | 2 place Saint Hilaire 76000 ROUEN | M. POELS Dominique |
| FNCLCC Fédération Nationale des Centres de Lutte Contre le Cancer - UNICANCER | 3 avenue Général Harris BP 5026 14076 CAEN CEDEX 05 | M. MAHE Marc-André |
| FNEHAD Fédération Nationale des Établissements d'Hospitalisation À Domicile de Normandie | 950 Rue de la Haie 76235 BOIS-GUILLAUME CEDEX | M. OUIN Richard |
| France Assos Santé - URAASS Union Régionale des Associations Agréés du Système de Santé | 15 rue de l'Ancienne Prison 76000 ROUEN | Mme ROUSSEL Laura |
| NEXEM | Pôle ESS espace Malraux 5 esplanade François Rabelais 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR | Mme DREUX Christèle |
| SYNERPA Syndicat National des Établissements et Résidences Privés pour Personnes Agées | 26 Rue Jean Moulin 61260 CETON | Mme NACHBAUR Nicole |
| UNA Normandie CAEN | 25 rue de l'Oratoire 14000 CAEN | M. RACINE JOURDREN Paul-Alexis |
| URIOPSS Union Régionale Interfédérale des Organismes Privés Sanitaires et Sociaux de Normandie-Caen | Place de l'Europe 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR | M. Jean-Yves DAYT |
| URML Union Régionale des Médecins Libéraux Normandie | URPS - 7 rue du 11 Novembre 14000 CAEN | M. LEVENEUR Antoine |
| URPS des Orthoptistes de Normandie ROUEN | Clinique Mathilde 4 rue de Lessard 76100 ROUEN | Mme BEURION Danie |
| URPS Infirmiers Normandie | Immeuble Le Conquérant 62 Quai Gaston Boulet 76000 ROUEN | Mme GOUABAULT Fabienne |
| URPS Masseurs Kinésithérapeutes de Normandie | 4 Rue des Frères Michaut 14000 CAEN | M. LEPRINCE Patrice |
| URPS Pharmaciens CAEN | Résidence Orée d'Hastings 1 rue de Secqueville 14000 CAEN | M. LEDUNOIS Sébastien |
| URPS Union Régionale des Professionnels de Santé de Normandie, Orthophonistes | Maison des professions libérales 11/13 rue du Colonel Rémy 14000 CAEN | Mme BODET Virginie |

Collège F – Collège « Partenaires Associés »

| Membre adhérent | Forme juridique | Siège Social | Nom/prénom représentant |
|--|---|---|-------------------------|
| Amsn BOIS GUILLAUME Prévention de Santé au Travail | Association | 155 rue Louis Blériot 76230 BOIS-GUILLAUME | Mme EMO Corinne |
| Centre De Gestion de l'Eure CDG27 EVREUX | Etablissement Public à caractère Administratif | 10 bis rue du Docteur Baudoux BP 276 27002 EVREUX CEDEX | M. LEHONGRE Pascal |
| Ma Santé Pro MONT SAINT AIGNAN | Association Loi 1901 | 13 Rue Andrei Sakharov 76137 MONT SAINT AIGNAN | M. Gaëtan DUSSAUX |
| MSA Haute Normandie | Organisme de prévoyance sociale mutualiste sociale agricole | 32 rue Politzer 27036 EVREUX | M. LE GOFF Yannick |
| PST - Prévention Santé Travail CAEN | Association Loi 1901 | 19 avenue Pierre Mendès France 14000 CAEN | Mme MAHIEU Muriel |
| UNICAEN Service de Médecine Préventive des personnels | Etablissement public national scientifique, culturel et professionnel | Campus 1 - Esplanade de la Paix - CS 14032 14032 CAEN CEDEX 5 | M. LAMRI Adoui |

Direction interrégionale de la Mer Manche Est -
Mer du Nord

R28-2026-03-03-00009

AR 043-2026 - Fixant les jours de pêche, le
nombre de débarquements autorisés pour la
pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten
maximus*) et la zone jachère dans le secteur
« Bande Côtière »



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Interrégionale de la Mer
Manche Est – Mer du Nord**

Service Réglementation et Contrôle des Activités Maritimes
Unité Réglementation des Ressources Marines

Le Havre, le 03 mars 2026

ARRÊTÉ n°043/2026

**Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille
Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le secteur « Bande Côtière »**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°206/2023 du 31 octobre 2023 rendant obligatoire la délibération n°2023/CSJ-BC-E-18 du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM) de Normandie fixant les conditions d'exploitation du gisement « Bande côtière coquille Saint-Jacques (*Pecten Maximus*) secteur Seine-Maritime » ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 05 février 2024 et du 30 janvier 2023 portant délégation de signature respectivement en Hauts-de-France et en Normandie, à Monsieur Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

Vu les arrêtés du directeur interrégional de la mer Manche-Est, Mer du Nord n°211/2025 du 28 novembre 2025 et n°239/2025 du 17 décembre 2025 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matières d'activités maritimes et littorales respectivement en Normandie et en Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral n°130/2025 du 23 septembre 2025 rendant obligatoire la délibération n°2025/E-CSJ-BC-25 du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM) de Normandie relative aux conditions d'exploitation de la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) dans le gisement « bande côtière secteur Seine-Maritime » ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

Vu l'arrêté préfectoral n°192/2025 du 13 novembre 2025 Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le gisement « bande côtière secteur Seine-Maritime » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°203/2025 du 26 novembre 2025 Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le gisement « bande côtière secteur Seine-Maritime » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°225/2025 du 11 décembre 2025 Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le gisement « bande côtière secteur Seine-Maritime » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°229/2025 du 15 décembre 2025 Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le gisement « bande côtière secteur Seine-Maritime » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°003/2026 du 08 janvier 2026 Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le gisement « bande côtière secteur Seine-Maritime » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°011/2026 du 22 janvier 2026 Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le gisement « bande côtière secteur Seine-Maritime » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°024/2026 du 05 février 2026 Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le gisement « bande côtière secteur Seine-Maritime » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°033/2026 du 19 février 2026 Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le gisement « bande côtière secteur Seine-Maritime » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°037/2026 du 24 février 2026 Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le gisement « bande côtière secteur Seine-Maritime » ;

Considérant la demande par courriel du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins de Normandie du 27 février 2026 ;

Considérant la nécessité de définir un nombre de débarquement par semaine afin de garantir une gestion de la ressource halieutique et les équilibres socio-économiques ;

Sur proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

ARRÊTE

Article 1 :

En application des arrêtés préfectoraux susvisés et en fonction de l'arrêté du préfet de la région Normandie fixant le régime des zones de pêche, la pêche de la coquille Saint-Jacques s'exerce selon les dates et horaires suivants :

| Horaires Bande Côtière (BC1 et BC2) | | | | |
|-------------------------------------|----------|----------|--|---|
| Périodes | Jours | Dates | Temps de pêche BC1 et BC2 | Nombre de débarquements hebdomadaires autorisés |
| Semaine 10 | Vendredi | 06/03/26 | PAS DE PÊCHE | |
| | Samedi | 07/03/26 | | |
| | Dimanche | 08/03/26 | 17h00 - 23h00 | 3 débarquements sur 5 jours |
| Semaine 11 | Lundi | 09/03/26 | 17h00 - 23h00 | |
| | Mardi | 10/03/26 | 17h30 - 23h30 | |
| | Mercredi | 11/03/26 | 06h30 - 12h30 | |
| | Jeudi | 12/03/26 | 08h00 - 14h00 | |
| | Vendredi | 13/03/26 | FERMETURE DU GISEMENT BANDE CÔTIÈRE | |
| | Samedi | 14/03/26 | | |
| | Dimanche | 15/03/26 | | |

| Horaires Bande Côtière (BC3) | | | | |
|------------------------------|----------|----------|--------------------|---|
| Périodes | Jours | Dates | Temps de pêche BC3 | Nombre de débarquements hebdomadaires autorisés |
| Semaine 10 | Vendredi | 06/03/26 | PAS DE PÊCHE | |
| | Samedi | 07/03/26 | | |
| | Dimanche | 08/03/26 | 14h00 - 22h00 | 3 débarquements sur 5 jours |
| Semaine 11 | Lundi | 09/03/26 | 14h30 - 22h30 | |

| | | | | |
|--|----------|----------|---------------|--|
| | Mardi | 10/03/26 | 15h00 - 23h00 | FERMETURE DU GISEMENT BANDE CÔTIÈRE |
| | Mercredi | 11/03/26 | 05h30 - 13h30 | |
| | Jeudi | 12/03/26 | 06h30 - 14h30 | |
| | Vendredi | 13/03/26 | | |
| | Samedi | 14/03/26 | | |
| | Dimanche | 15/03/26 | | |

Les débarquements sont limités à un seul débarquement par jour de 00h00 à 23h59.

Par dérogation à cette disposition, il est autorisé, à titre exceptionnel, d'effectuer deux opérations de débarquement au cours de la journée du mercredi 11 mars 2026, sous réserve qu'aucune opération de débarquement n'ait pu être réalisée le mardi 10 mars 2026, en raison des conditions de marée.

Article 2 :

Un arrêté préfectoral complémentaire fixera les jours et horaires de pêches ainsi que le nombre de débarquement autorisés pour les semaines suivantes.

Article 3 :

Les zones BC4 et BC5 sont fermées depuis le dimanche 15 février 2026 en vertu de l'arrêté préfectoral n°024/2026 du 05 février 2026 Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le gisement « bande côtière secteur Seine-Maritime ».

Article 4 :

La quantité maximale autorisée de détention et de stockage est fixée à l'article 5 de la délibération n°2025/E-CSJ-BC-25.

Article 5 :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°037/2026 susvisé est modifié pour prendre en compte les dispositions du présent arrêté en ce qui concerne la semaine 10.

Article 6 :

Le présent arrêté peut faire soit l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, soit d'un recours contentieux auprès de la juridiction administrative compétente, dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télerecours citoyen accessible par le site www.telerecours.fr

Article 7 :

Le directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie ainsi qu'au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Hauts-de-France.

Pour le préfet de la région Normandie et par subdélégation

Destinataires :

CNSP

DDTM – DML 50, 14, 76, 62/80, 59

DDPP 50, 14, 76, 62/80, 59

Groupement de gendarmerie maritime Manche - Mer du Nord

DIRMer MEMNor – MT – Moyens nautiques

CRPMEM Normandie, Bretagne et Hauts-de-France

OP façade

IFREMER

Criées

Capitainerie

Direction interrégionale de la Mer Manche Est -
Mer du Nord

R28-2026-03-03-00008

AR 044-2026 - Fixant les jours de pêche, le
nombre de débarquements autorisés pour la
pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten
maximus*) et la zone jachère dans le secteur
« Baie de Seine »



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Interrégionale de la Mer
Manche Est – Mer du Nord**

Service Réglementation et Contrôle des Activités Maritimes
Unité Réglementation des Ressources Marines

Le Havre, le 03 mars 2026

ARRÊTÉ n°044/2026

Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le secteur « Baie de Seine »

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°067/2023 du 05 avril 2023 rendant obligatoire la délibération n°2023/C-CSJ-BDS-03 portant création de la licence de pêche COQUILLE St JACQUES – Gisement Baie de Seine ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 05 février 2024 et du 30 janvier 2023 portant délégation de signature respectivement en Hauts-de-France et en Normandie, à Monsieur Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

Vu les arrêtés du directeur interrégional de la mer Manche-Est, Mer du Nord n°211/2025 du 28 novembre 2025 et n°239/2025 du 17 décembre 2025 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matières d'activités maritimes et littorales respectivement en Normandie et en Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral n°131/2025 du 23 septembre 2025 rendant obligatoire la délibération n°2025/E-CSJ-BDS-25- du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM) de Normandie relative aux conditions d'exploitation de la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) sur le gisement « Baie de Seine » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°173/2025 du 29 octobre 2025 Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le secteur « Baie de Seine » ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

Vu l'arrêté préfectoral n°191/2025 du 13 novembre 2025 Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le secteur « Baie de Seine » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°204/2025 du 26 novembre 2025 Fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le secteur « Baie de Seine » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°224/2025 du 11 décembre 2025 fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le secteur « Baie de Seine »

Vu l'arrêté préfectoral n°230/2025 du 15 décembre 2025 fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le secteur « Baie de Seine »

Vu l'arrêté préfectoral n°004/2026 du 08 janvier 2026 fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le secteur « Baie de Seine »

Vu l'arrêté préfectoral n°010/2026 du 22 janvier 2026 fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le secteur « Baie de Seine »

Vu l'arrêté préfectoral n°023/2026 du 05 février 2026 fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le secteur « Baie de Seine »

Vu l'arrêté préfectoral n°034/2026 du 19 février 2026 fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le secteur « Baie de Seine » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°036/2026 du 24 février 2026 fixant les jours de pêche, le nombre de débarquements autorisés pour la pêche à la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) et la zone jachère dans le secteur « Baie de Seine » ;

Vu la demande du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Normandie du 27 février 2026 ;

Considérant la nécessité de définir un nombre de débarquement par semaine afin de garantir une gestion de la ressource halieutique et les équilibres socio-économiques ;

Sur proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est - Mer du Nord ;

ARRÊTE

Article 1 :

En application des arrêtés préfectoraux susvisés et en fonction de la décision du préfet de région Normandie fixant le régime des zones de pêche de la coquille Saint-Jacques, la pêche de la coquille Saint-Jacques s'exerce selon les dates et horaires suivants :

| Périodes | Jours | Dates | Temps de pêche | Nombre de débarquements hebdomadaires autorisés |
|-------------------|----------|----------|------------------------------|---|
| Semaine 10 | Vendredi | 06/03/26 | PAS DE PÊCHE | |
| | Samedi | 07/03/26 | | |
| | Dimanche | 08/03/26 | 16h00 - 19h30 | 3 débarques sur 5 jours |
| Semaine 11 | Lundi | 09/03/26 | 16h30 - 20h00 | |
| | Mardi | 10/03/26 | 17h30 - 21h00 | |
| | Mercredi | 11/03/26 | 06h30 - 10h00 | |
| | Jeudi | 12/03/26 | 07h30 - 11h00 | |
| Semaine 11 | Vendredi | 13/03/26 | PAS DE PÊCHE | |
| | Samedi | 14/03/26 | | |
| Semaine 12 | Dimanche | 15/03/26 | 11h30 - 15h00 | 3 débarques sur 5 jours |
| | Lundi | 16/03/26 | 12h00 - 15h30 | |
| | Mardi | 17/03/26 | 12h30 - 16h00 | |
| | Mercredi | 18/03/26 | 13h00 - 16h30 | |
| | Jeudi | 19/03/26 | 13h30 - 17h00 | |
| | Vendredi | 20/03/26 | FERMETURE DU GISEMENT | |
| | Samedi | 21/03/26 | | |
| Dimanche | 22/03/26 | | | |

Les débarquements sont limités à un seul débarquement par jour de 00h00 à 23h59.

Article 2 :

La zone B1 nord (au-dessus du parallèle 49°32' N) sera fermée pour toute la durée de la campagne 2025-2026.

Article 3 :

L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°036/2026 susvisé est modifié pour prendre en compte les dispositions du présent arrêté en ce qui concerne la semaine 10.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire soit l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, soit d'un recours contentieux auprès de la juridiction administrative compétente, dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible par le site www.telerecours.fr

Article 5 :

Le directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Pour le préfet de la région Normandie et par subdélégation

Destinataires :

CNSP

DDTM – DML 50,14, 76, 62/80, 59

DDPP 50,14, 76, 62/80, 59

Groupement de gendarmerie maritime Manche - Mer du Nord

CRPMEM Normandie, Bretagne, Haut de France

OP façade

IFREMER

Criées

DIRMer MEMNor - MT – moyens nautiques

Capitaineries

Direction interrégionale de la Mer Manche Est -
Mer du Nord

R28-2026-03-06-00007

AR 048-2026 - Portant ouverture occasionnelle
de la pêche à pied des coques sur la zone de
production 62.10 (Commune de Camiers -
Département du Pas-de-Calais)



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction interrégionale de la mer
Manche Est – Mer du Nord**

**Service Réglementation et Contrôle des
Activités Maritimes**
Unité Réglementation des Ressources Marines

Le Havre, le 06 mars 2026

ARRÊTÉ n° 048/2026

**Portant ouverture occasionnelle de la pêche à pied des coques sur la zone de
production 62.10 (Commune de Camiers – Département du Pas-de-Calais)**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 octobre 2012 modifié relatif à l'obligation de déclarations statistiques en matière de produits de la pêche maritime à pied professionnelle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 octobre 2012 modifié déterminant la taille minimale ou le poids minimal de capture des poissons et autres organismes marins (pour une espèce donnée ou pour une zone géographique donnée) effectuée dans le cadre de la pêche maritime de loisir ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 28 janvier 2013 modifié déterminant la taille minimale ou le poids minimal de capture et de débarquement des poissons et autres organismes marins pour la pêche professionnelle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 19 mars 2024 portant classement de salubrité des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants du département du Pas-de-Calais ;
- Vu** l'arrêté du Préfet du Pas-de-Calais du 03 mars 2026 portant autorisation sanitaire d'exploitation à titre provisoire des coques dans la zone de production de coquillages vivants n° 62.10 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 47/2018 du 31 mai 2018 portant réglementation de l'exercice de la pêche à pied des coques sur les gisements naturels des départements du Pas-de-Calais et de la Somme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°048/2023 du 21 mars 2023 rendant obligatoire la délibération n° 16/2022 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM) des Hauts-de-France relative à la création et au contingentement des licences de pêche à pied professionnelle dans les Hauts-de-France ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99 – fax : 33 (0) 2 35 43 38 70
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

Vu l'arrêté préfectoral n° 063/2024 du 22 avril 2024 rendant obligatoire la délibération n° 01/2024 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM) des Hauts-de-France relative aux conditions d'attribution des licences de pêche à pied professionnelle dans les Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 215/2024 du 10 décembre 2024 rendant obligatoire la délibération n°14/2024 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Hauts-de-France relative à la création et au contingentement des licences de pêche à pied professionnelle dans les Hauts-de-France ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 05 février 2024 et du 30 janvier 2023 portant délégation de signature respectivement en Hauts-de-France et en Normandie, à Monsieur Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

Vu les arrêtés du directeur interrégional de la mer Manche-Est, Mer du Nord n°211/2025 du 28 novembre 2025 et n°239/2025 du 17 décembre 2025 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matières d'activités maritimes et littorales respectivement en Normandie et en Hauts-de-France ;

Vu la demande comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM) des Hauts-de-France du 26 janvier 2026 ;

Considérant que les stocks sont suffisants pour envisager la pêche ;

Sur proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est-mer du Nord ;

ARRÊTE

Article 1 :

La pêche à pied des coques (*Cerastoderma edule*) est autorisée, à titre professionnel et de loisir, du lundi 09 mars 2026 au vendredi 20 mars 2026 dans la zone de production n° 62.10 « Baie de Canche : Harelot – Le Touquet » (Commune de Camiers) classée, du point de vue de la salubrité, en « B », délimitée selon les coordonnées suivantes (système WGS 84) :

| POINTS | LONG (WGS 84DM) | LAT (WGS 84DM) |
|--------|-----------------|----------------|
| A 10 | 1° 33,923' | 50° 38,421' |
| B 10 | 1° 34,574' | 50° 38,425' |
| C 10 | 1° 34,774' | 50° 31,493' |
| D 10 | 1° 33,930' | 50° 31,489' |
| E 10 | 1° 36,066' | 50° 32,372' |
| F 10 | 1° 37,611' | 50° 31,277' |
| G 10 | 1° 37,361' | 50° 31,137' |
| A 10 | 1° 33,923' | 50° 38,421' |

La pêche demeure interdite sur les autres gisements situés dans les départements du Pas-de-Calais et de la Somme. La pêche peut être interdite à tout moment par arrêté du préfet de département concerné en cas d'alerte sanitaire le nécessitant.

Article 2 :

La pêche professionnelle est autorisée du lundi au vendredi, durant une seule marée par jour.

La pêche de loisir est ouverte tous les jours.

La zone, les horaires de marées retenus et le quota autorisé pour la pêche à titre professionnel sont fixés par arrêté du directeur interrégional de la mer Manche Est – mer du Nord, sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais.

Article 3 :

Toute infraction au présent arrêté expose son auteur aux suites pénales et administratives prévues conformément aux dispositions du livre IX du code rural et de la pêche maritime.

Article 4 :

Le directeur interrégional de la mer Manche Est – mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de région Normandie et Hauts-de-France.

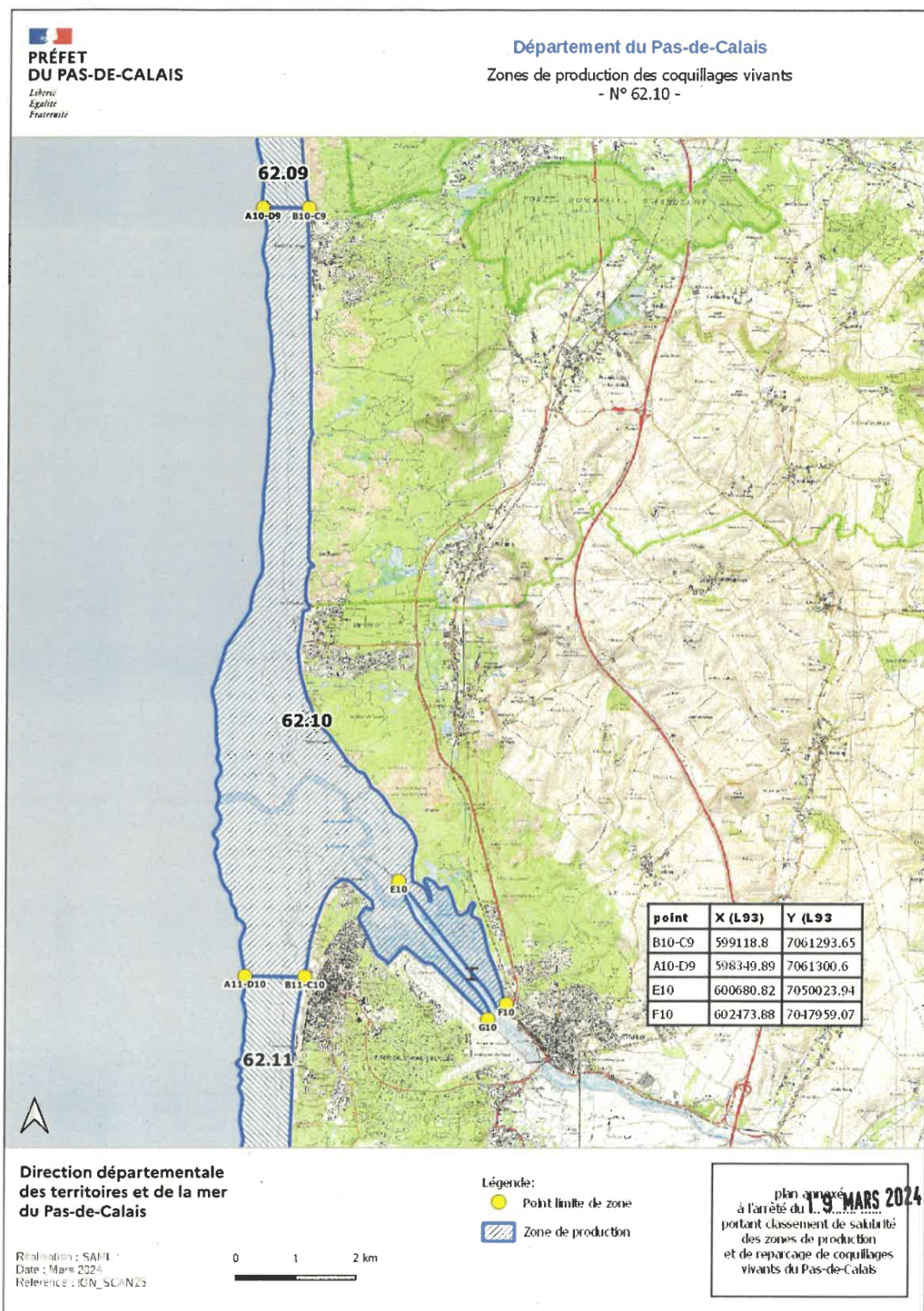
Pour le préfet de la région Normandie et par subdélégation,

Destinataires :

- CNSP CROSS EteI
- CACEM
- Sous-Préfecture de Calais
- DDTM-DML 62 – 59 – 80
- DDPP 62
- Centre IFREMER de Boulogne-sur-mer
- Mairies de Oye-plage et Marck (pour affichage)
- Associations de pêcheurs de loisir
- C.R.P.M.E.M. Hauts de France
- ONCFS du Pas-de-Calais et de la Somme
- DDTM 62 / ULAM
- Gendarmerie maritime : (BSL BL et vedette Scarpe P604)
- Compagnie de gendarmerie départementale de Calais
- DIRMer MEMNord et MT de Boulogne-sur-mer

Annexe à l'arrêté n° 048/2026 du 06 mars 2026

Carte de la zone de production n° 62.10 (Baie de Canche : Hardelot – Le Touquet)



Direction interrégionale de la Mer Manche Est -
Mer du Nord

R28-2026-03-06-00006

AR 049-2026 - Fixant les conditions
d'autorisation occasionnelle de pêche à pied des
coques sur la zone de production 62.10
(Commune de Camiers - Département du
Pas-de-Calais)



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction interrégionale de la mer
Manche Est – Mer du Nord**

**Service Réglementation et Contrôle des
Activités Maritimes**
Unité Réglementation des Ressources Marines

Le Havre, le 06 mars 2026

ARRÊTÉ n° 049/2026

Fixant les conditions d'autorisation occasionnelle de pêche à pied des coques sur la zone de production 62.10 (Commune de Camiers – Département du Pas-de-Calais)

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 19 mars 2024 portant classement de salubrité des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants du département du Pas-de-Calais ;
- Vu** l'arrêté du Préfet du Pas-de-Calais du 03 mars 2026 portant autorisation sanitaire d'exploitation à titre provisoire des coques dans la zone de production de coquillages vivants n° 62.10 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°47/2018 du 31 mai 2018 portant réglementation de l'exercice de la pêche à pied des coques sur les gisements naturels des départements du Pas-de-Calais et de la Somme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°048/2026 du 06 mars 2026 portant ouverture occasionnelle de la pêche à pied des coques sur la zone de production 62.10 (Commune de Camiers – Département du Pas-de-Calais) ;
- Vu** les arrêtés préfectoraux du 05 février 2024 et du 30 janvier 2023 portant délégation de signature en matière d'activités respectivement en Hauts-de-France et en Normandie, à Monsieur Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;
- Vu** les arrêtés du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord n° 211/2025 du 28 novembre 2025 et n° 239/2025 du 17 décembre 2025 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matière d'activités maritimes et littorales ;
- Vu** la demande du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM) des Hauts-de-France du 26 janvier 2026 ;
- Vu** la consultation de la commission de visite du gisement organisée le 20 février 2026 ;
- Vu** l'évaluation de la ressource réalisée par le GEMEL en octobre 2025 ;
- Vu** l'avis du Parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale du 03 mars 2026 ;
- Sur** proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est-mer du Nord ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99 – fax : 33 (0) 2 35 43 38 70
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTE

Article 1 :

La pêche à pied des coques (*Cerastoderma edule*), à titre professionnel et de loisir, est autorisée du lundi 09 mars 2026 au vendredi 20 mars inclus, pour une seule marée par jour, sans préjudice des dispositions d'un arrêté de fermeture, selon la zone ci-dessous et les dates et les horaires figurant à l'article 2.

L'activité de pêche est uniquement possible sur la zone suivante délimitée par des lignes reliant successivement les coordonnées ci-dessous, qui sont mesurées selon le système WGS 84 :

| Point | LONG (WGS 84 DM) | LAT (WGS 84 DM) |
|-------|------------------|-----------------|
| 1 | 1°35.712'E | 50°32.565'N |
| 2 | 1°35.908'E | 50°32.475'N |
| 3 | 1°35.924'E | 50°32.475'N |
| 4 | 1°35.982'E | 50°32.531'N |
| 5 | 1°35.959'E | 50°32.585'N |
| 6 | 1°35.937'E | 50°32.650'N |
| 7 | 1°35.931'E | 50°32.784'N |
| 8 | 1°35.852'E | 50°32.968'N |
| 9 | 1°35.833'E | 50°32.977'N |
| 10 | 1°35.803'E | 50°32.966'N |
| 11 | 1°35.800'E | 50°32.888'N |
| 12 | 1°35.811'E | 50°32.822'N |
| 13 | 1°35.767'E | 50°32.700'N |
| 14 | 1°35.753'E | 50°32.687'N |
| 15 | 1°35.755'E | 50°32.636'N |

Cette zone est représentée à titre indicatif sur la carte en annexe du présent arrêté.

La zone pourra faire l'objet d'un ajustement géographique local et temporaire pour prendre en compte la présence d'espèces protégées par le représentant du département.

La pêche des coques demeure interdite sur les autres gisements situés dans les départements du Pas-de-Calais et de la Somme. La pêche peut être interdite par arrêté du préfet de département en cas d'alerte sanitaire.

Article 2 :

Seuls les pêcheurs titulaires d'un permis national et d'une licence « coques 2025 » sont autorisés à pratiquer la pêche dans cette zone. Ils sont autorisés à capturer une quantité maximale de 64 kilogrammes bruts de coques par pêcheur et par jour. Les coques doivent être réparties dans 2 sacs de 32 kilogrammes bruts.

L'émergissement des pêcheurs présents auprès des garde-jurés du CRPMEM Hauts-de-France se fera à l'accès à la mer de Sainte-Cécile, situé Chemin des bateaux, seule descente à la mer retenue pour accéder au gisement.

L'ensemble des coques pêchées devra être remonté par l'accès à la mer de Sainte-Cécile, situé Chemin des Bateaux.

Les pêcheurs de loisir sont autorisés à capturer une quantité maximale de 5 kilogrammes de coques par pêcheur et par jour. Les coques doivent mesurer au minimum 2,7 cm. Le seul engin autorisé pour la pêche de loisir est la griffe à trois dents.

Article 3 :

Afin de s'assurer que l'activité de pêche à pied ne porte pas atteinte aux objectifs de conservation des sites et dans le but de minimiser le dérangement des oiseaux migrateurs et des phoques, les temps de présence sur le gisement concerné par le présent arrêté sont fixés comme suit (port de référence : Etaples – Le Touquet) :

| Date | coefficient | Heure Basse mer | Heure de descente autorisée | Horaire obligatoire d'arrivée sur le parking |
|------------------------------|--------------------|------------------------|------------------------------------|---|
| lundi 9 mars 2026 | 62 | 9h57 | 7h15 | 12h00 |
| mardi 10 mars 2026 | 48 | 10h26 | 8h00 | 12h30 |
| mercredi 11 mars 2026 | 34 | 11h05 | 8h45 | 13h00 |
| jeudi 12 mars 2026 | 23 | 12h00 | 10h15 | 13h30 |
| vendredi 13 mars 2026 | 35 | 13h26 | 12h00 | 14h45 |
| lundi 16 mars 2026 | 66 | 17h25 | 14h30 | 19h00 |
| mardi 17 mars 2026 | 80 | 18h11 | 15h15 | 19h00 |
| mercredi 18 mars 2026 | 92 | 6h31/18h54 | 15h30 | 19h00 |
| jeudi 19 mars 2026 | 97 | 7h13/19h35 | 6h45 | 9h15 |
| vendredi 20 mars 2026 | 103 | 7h52/20h12 | 6h45 | 9h45 |

Aucun pêcheur ne doit être présent sur le domaine public maritime pour accéder au gisement et pêcher les coques en dehors de ces horaires.

Les horaires ci-dessus ne s'appliquent pas à la pêche de loisir qui est ouverte tous les jours du lundi 09 mars 2026 au vendredi 20 mars 2026.

Seuls les tracteurs autorisés à circuler sur le domaine public maritime pour l'activité « pêche à pied professionnelle des coques » conformément à la dérogation accordée par la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) du Pas-de-Calais pourront accéder au gisement, exclusivement par l'accès à la mer de Sainte-Cécile, situé Chemin des bateaux.

Afin d'éviter toute dégradation du gisement, les tracteurs devront impérativement être stationnés dans la zone de stationnement délimités par l'installation de deux bouées, séparées d'environ 150 mètres et fixées dans le sédiment.

L'utilisation des engins à assistance électrique est autorisée aux pêcheurs titulaires d'une dérogation à l'interdiction de circuler sur le domaine public maritime délivrée par la direction départementale des territoires et de la mer – Délégation à la mer et au littoral du Pas-de-Calais.

Cette utilisation est exclusivement destinée au transport de la pêche professionnelle de coques entre le parking de l'accès à la mer, Chemin des bateaux, et la zone exploitée. Tout transport de produits de la pêche maritime au moyen d'un engin à assistance électrique en dehors de ce périmètre est interdit.

La circulation des tracteurs et des engins à assistance électrique doit être strictement conforme aux préconisations édictées dans la dérogation à l'interdiction de circuler. Leur circulation doit s'effectuer en dehors de la réserve naturelle nationale de la baie de Canche, délimitée par des bouées jaunes.

L'engin à assistance électrique doit être :

- peint en jaune.
- muni d'une plaque d'immatriculation inamovible à l'arrière mentionnant le numéro du permis national de pêche à pied à titre professionnel. La taille des caractères de la plaque doit être identique à ceux d'une plaque d'immatriculation de voiture. La plaque doit avoir un fond blanc ou jaune et les caractères doivent être noirs.
- La vitesse maximale autorisée est de 10 km/h.
- La largeur des pneus ne dépasse pas 10 cm.
- La puissance maximale autorisée de l'engin est de 1000 W.

Article 4 :

Les pêcheurs veillent à ce que leur activité ne perturbe pas les phoques présents en maintenant une distance suffisante.

Article 5 :

Toute infraction au présent arrêté expose son auteur aux suites pénales et administratives prévues conformément aux dispositions du livre IX du code rural et de la pêche maritime.

Article 6 :

Le directeur interrégional de la mer Manche Est-mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de région Normandie et Hauts-de-France.

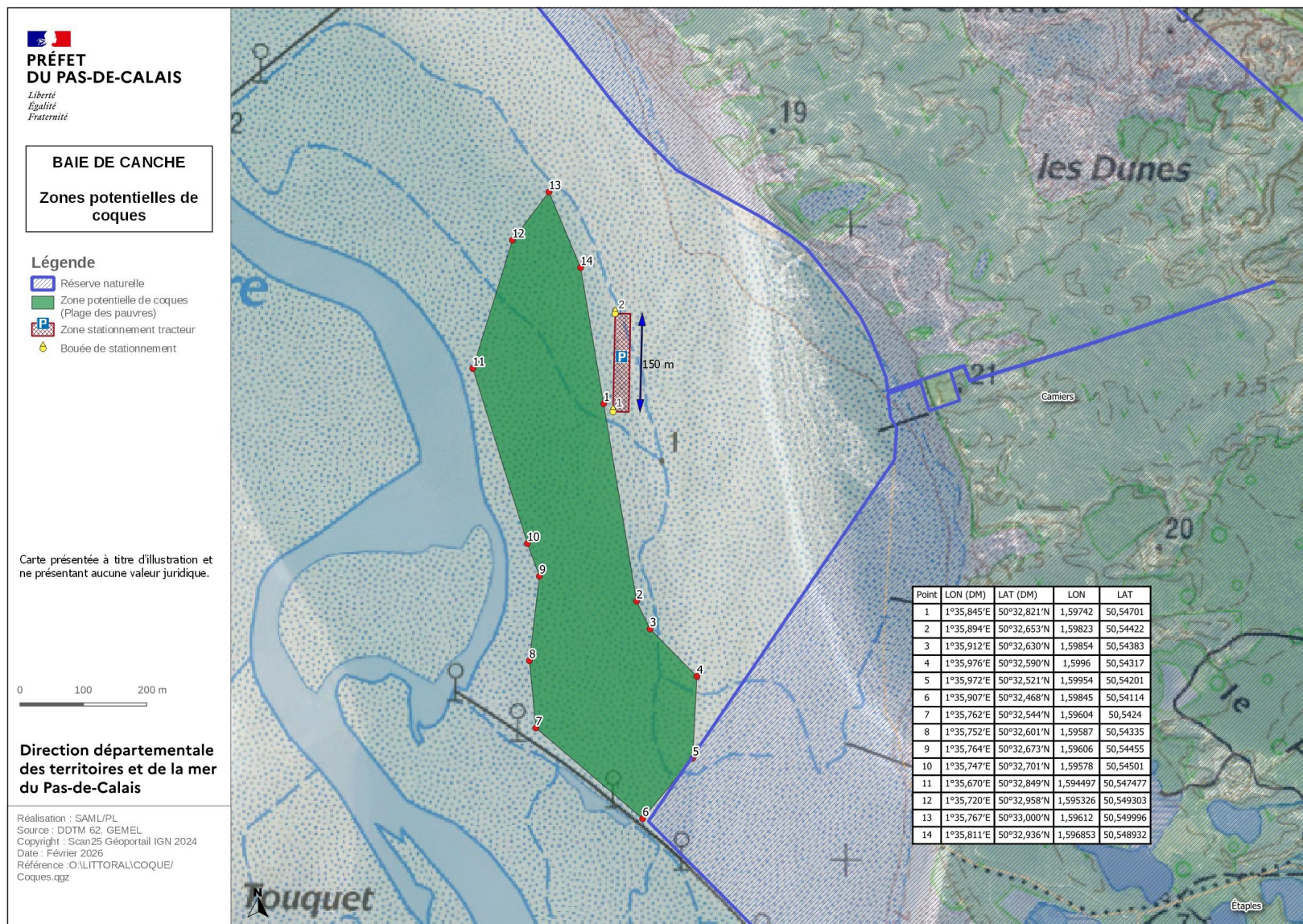
Pour le préfet de la région Normandie et par subdélégation,

Destinataires :

- CNSP CROSS EteI
- CACEM
- Sous-Préfecture d'Abbeville
- DDTM-DML 62 – 59 – 80
- DDPP 62 – 80
- Centre IFREMER de Boulogne-sur-mer
- Parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale
- Toutes mairies littorales de la Somme (pour affichage)
- Associations de pêcheurs de loisir
- C.R.P.M.E.M. Hauts de France
- Oncfs du Pas-de-Calais et de la Somme
- Vedette de surveillance littorale ARMOISE – ULAM 62
- Gendarmerie maritime : (BSL BL et vedette Scarpe P604)
- Compagnie de gendarmerie départementale d'Abbeville
- DIRMer MEMNor et MT de Boulogne-sur-mer

Annexe à l'arrêté n° 049/2026 du 06 mars 2026

Carte représentant la zone définie par l'article 1 de l'arrêté n° 049/2026 du 06 mars 2026



Direction interrégionale de la Mer Manche Est -
Mer du Nord

R28-2026-03-06-00009

AR 050-2026 - Fixant les dates et horaires
d'autorisation de pêche des praires et amandes
de mer sur le gisement « Ouest-Cotentin » pour
les mois de mars et avril 2026



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Interrégionale de la Mer
Manche Est – Mer du Nord**

**Service Réglementation et Contrôle
des Activités Maritimes**
*Unité Réglementation des Ressources
Marines*

Le Havre, le 06 mars 2026

ARRÊTÉ n° 050/2026

Fixant les dates et horaires d'autorisation de pêche des praires et amandes de mer sur le gisement « Ouest-Cotentin » pour les mois de mars et avril 2026, à compter de la semaine 11.

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 août 2008 réglementant l'exercice de la pêche des praires et des amandes de mer en Manche ;

Vu l'arrêté n°088/2023 rendant obligatoire la délibération n°2023/C-PR-OC-07 portant création de la licence de pêche PRAIRE (*Venus verrucosa*) et AMANDE DE MER (*Glycymeris glycymeris*) Gisement OUEST COTENTIN ;

Vu l'arrêté 146/2025 rendant obligatoire la délibération n°2025/E-PR-OC-31 du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM) de Normandie fixant les conditions d'exploitation de la PRAIRE (*Venus verrucosa*) et AMANDES DE MER (*Glycymeris glycymeris*) sur le gisement OUEST COTENTIN ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 05 février 2024 et du 30 janvier 2023 portant délégation de signature respectivement en Hauts-de-France et en Normandie, à Monsieur Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

Vu les arrêtés du directeur interrégional de la mer Manche-Est, Mer du Nord n°211/2025 du 28 novembre 2025 et n°239/2025 du 17 décembre 2025 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matières d'activités maritimes et littorales respectivement en Normandie et en Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté n°129/2025 fixant les dates et horaires d'autorisation de pêche des praires et amandes de mer sur le gisement « Ouest Cotentin » pour les mois de septembre, octobre et novembre 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°193/2025 fixant les dates et horaires d'autorisation de pêche des praires et amandes de mer sur le gisement « Ouest Cotentin » pour le mois de novembre 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°208/2025 rendant obligatoire l'avenant n°1 à la délibération n°2025/E-PR-OC-31 du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM) de Normandie fixant les conditions d'exploitation de la PRAIRE (*Venus verrucosa*) et AMANDES DE MER (*Glycymeris glycymeris*) sur le gisement OUEST COTENTIN ;

Vu l'arrêté préfectoral n°213/2025 du 02 décembre 2025 fixant les dates et horaires d'autorisation de pêche des praires et amandes de mer sur le gisement « Ouest-Cotentin » pour les mois de décembre 2025 et janvier 2026 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°227/2025 du 11 décembre 2025 portant modification de l'arrêté n°213/2025 fixant les dates et horaires d'autorisation de pêche des praires et amandes de mer sur le gisement « Ouest-Cotentin » pour les mois de décembre 2025 et janvier 2026 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°013/2026 du 23 janvier 2026 fixant les dates et horaires d'autorisation de pêche des praires et amandes de mer sur le gisement « Ouest Cotentin » pour les mois de janvier et février 2026 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°018/2026 du 27 janvier 2026 fixant les dates et horaires d'autorisation de pêche des praires et amandes de mer sur le gisement « Ouest Cotentin » pour les mois de janvier et février 2026 ;

Vu les résultats de la consultation de la commission coquillages Manche-Ouest sur la question du passage de 3 à 2 débarques sur 4 jours ;

Vu la demande du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins de Normandie du 06 mars 026 ;

Sur proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

ARRÊTE

Article 1 :

La pêche des praires et amandes de mer, dans les limites du gisement « Ouest-Cotentin » et selon les dispositions prévues par les arrêtés n°088/2023 et 146/2025 susvisés, est autorisée pour les mois de mars et avril 2026 selon le calendrier suivant, sous réserve d'accord sanitaire d'ouverture, et sans préjudice des dispositions d'un arrêté de fermeture et des accès aux eaux en vigueur à la date du présent arrêté :

| Période | Jour | Date Année = 2026 | PRAIRES | | AMANDES |
|------------|----------|----------------------|---------------------|---|-------------------|
| | | | Temps de pêche | Nombre de débarquements hebdomadaires autorisés | Temps de pêche |
| Semaine 11 | Lundi | 9 mars | 10 H 30 - 20 H 30 | 2 débarques autorisées sur 4 jours | 10 H 30 - 20 H 30 |
| | Mardi | 10 mars | 11 H 00 - 21 H 00 | | 11 H 00 - 21 H 00 |
| | Mercredi | 11 mars | 11 H 00 - 21 H 00 | | 11 H 00 - 21 H 00 |
| | Jeudi | 12 mars | 12 H 00 - 22 H 00 | | 12 H 00 - 22 H 00 |
| | Vendredi | 13 mars | PAS DE PECHE | | 1 H 30 - 11 H 30 |
| Semaine 12 | Lundi | 16 mars | 5 H 30 - 15 H 30 | 2 débarques autorisées sur 4 jours | 5 H 30 - 15 H 30 |
| | Mardi | 17 mars | 6 H 30 - 16 H 30 | | 6 H 30 - 16 H 30 |
| | Mercredi | 18 mars | 7 H 00 - 17 H 00 | | 7 H 00 - 17 H 00 |
| | Jeudi | 19 mars | 7 H 30 - 17 H 30 | | 7 H 30 - 17 H 30 |
| | Vendredi | 20 mars | PAS DE PECHE | | 8 H 00 - 18 H 00 |
| Semaine 13 | Lundi | 23 mars | 10 H 00 - 20 H 00 | 2 débarques autorisées sur 4 jours | 10 H 00 - 20 H 00 |
| | Mardi | 24 mars | 10 H 30 - 20 H 30 | | 10 H 30 - 20 H 30 |
| | Mercredi | 25 mars | 11 H 30 - 21 H 30 | | 11 H 30 - 21 H 30 |
| | Jeudi | 26 mars | 12 H 30 - 22 H 30 | | 12 H 30 - 22 H 30 |
| | Vendredi | 27 mars | PAS DE PECHE | | 0 H 30 - 10 H 30 |
| Semaine 14 | Lundi | 30 mars | 6 H 30 - 16 H 30 | 2 débarques autorisées sur 4 jours | 6 H 30 - 16 H 30 |
| | Mardi | 31 mars | 7 H 00 - 17 H 00 | | 7 H 00 - 17 H 00 |
| | Mercredi | 1 avril | 8 H 00 - 18 H 00 | | 8 H 00 - 18 H 00 |
| | Jeudi | 2 avril | 8 H 30 - 18 H 30 | | 8 H 30 - 18 H 30 |
| | Vendredi | 3 avril | PAS DE PECHE | | 9 H 00 - 19 H 00 |
| Semaine 15 | Lundi | 6 avril | 10 H 30 - 20 H 30 | 2 débarques autorisées sur 4 jours | 10 H 30 - 20 H 30 |
| | Mardi | 7 avril | 11 H 00 - 21 H 00 | | 11 H 00 - 21 H 00 |
| | Mercredi | 8 avril | 11 H 30 - 21 H 30 | | 11 H 30 - 21 H 30 |
| | Jeudi | 9 avril | 12 H 00 - 22 H 00 | | 12 H 00 - 22 H 00 |
| | Vendredi | 10 avril | PAS DE PECHE | | 12 H 30 - 22 H 30 |
| Semaine 16 | Lundi | 13 avril | 5 H 00 - 15 H 00 | 2 débarques autorisées sur 4 jours | 5 H 00 - 15 H 00 |
| | Mardi | 14 avril | 6 H 00 - 16 H 00 | | 6 H 00 - 16 H 00 |
| | Mercredi | 15 avril | 6 H 30 - 16 H 30 | | 6 H 30 - 16 H 30 |
| | Jeudi | 16 avril | 7 H 30 - 17 H 30 | | 7 H 30 - 17 H 30 |
| | Vendredi | 17 avril | PAS DE PECHE | | 8 H 00 - 18 H 00 |
| Semaine 17 | Lundi | 20 avril | 10 H 00 - 20 H 00 | 2 débarques autorisées sur 4 jours | 10 H 00 - 20 H 00 |
| | Mardi | 21 avril | 10 H 30 - 20 H 30 | | 10 H 30 - 20 H 30 |
| | Mercredi | 22 avril | 11 H 30 - 21 H 30 | | 11 H 30 - 21 H 30 |
| | Jeudi | 23 avril | 12 H 30 - 22 H 30 | | 12 H 30 - 22 H 30 |
| | Vendredi | 24 avril | PAS DE PECHE | | 1 H 00 - 11 H 00 |
| Semaine 18 | Lundi | 27 avril | 5 H 00 - 15 H 00 | 2 débarques autorisées sur 4 jours | 5 H 00 - 15 H 00 |
| | Mardi | 28 avril | 6 H 00 - 16 H 00 | | 6 H 00 - 16 H 00 |
| | Mercredi | 29 avril | 6 H 30 - 16 H 30 | | 6 H 30 - 16 H 30 |
| | Jeudi | 30 avril | 7 H 30 - 17 H 30 | | 7 H 30 - 17 H 30 |
| | Vendredi | 1 mai | FERMETURE | | plus d'horaires* |

**fin du jumelage des horaires amandes avec les horaires praires*

Les débarquements sont limités à un seul débarquement par jour de 00:00 à 23:59.

Article 2 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté 041/2025 Fixant les dates et horaires d'autorisation de pêche des praires et amandes de mer sur le gisement « Ouest-Cotentin » pour les mois de mars et avril 2026

Article 3 :

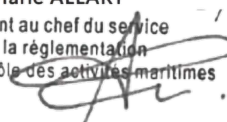
Le présent arrêté peut faire soit l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, soit d'un recours contentieux auprès de la juridiction administrative compétente, dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible par le site www.telerecours.fr

Article 4 :

Le directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Pour le préfet de la région Normandie et par subdélégation,

Marie ALLART
Adjoint au chef du service
de la réglementation
et du contrôle des activités maritimes



Destinataires :

Préfectures de la Manche et du Calvados

D.R.E.A.L Normandie,

DDTM – DML 50, 14, 59, 62-80, 76

CNSP- CROSS Etel ; CACEM

Groupement de gendarmerie départementale de la Manche,
Manche et la mer du Nord

OFB

CRPMEM de Normandie et des Hauts-de-France

IFREMER Port-en-Bessin ;

Conservatoire du littoral

DIRM MEMN – Mission territoriale de Caen

Direction interrégionale de la Mer Manche Est -
Mer du Nord

R28-2026-03-06-00008

AR 052-2026 - Rendant obligatoire l'avenant n°2
à la délibération n°2025/E-CSJ-OCC-29 du
Comité Régional des Pêches Maritimes et des
Élevages Marins (CRPMEM) de Normandie fixant
des dispositions particulières de pêche de la
coquille Saint-Jacques sur le gisement OUEST
COTENTIN CÔTE pour la campagne 2025-2026



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Interrégionale de la Mer
Manche Est – Mer du Nord**

**Service Réglementation et Contrôle des
Activités Maritimes**
Unité Réglementation des Ressources Marines

Le Havre, le 06 mars 2026

ARRÊTÉ n° 052/2026

Rendant obligatoire l'avenant n°2 à la délibération n°2025/E-CSJ-OCC-29 du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPME) de Normandie fixant des dispositions particulières de pêche de la coquille Saint-Jacques sur le gisement OUEST COTENTIN CÔTE pour la campagne 2025-2026

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 068/2023 rendant obligatoire la délibération n°2023/C-CSJ-OCC-02 du Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Normandie portant création de la licence de pêche Coquille Saint-Jacques – gisement OUEST COTENTIN COTE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 132/2025 rendant obligatoire la délibération n°2025/E-CSJ-OCC-29 du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPME) de Normandie relative aux conditions d'exploitation de la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) dans le gisement OUEST COTENTIN CÔTE ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 05 février 2024 et du 30 janvier 2023 portant délégation de signature respectivement en Hauts-de-France et en Normandie, à Monsieur Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

Vu les arrêtés du directeur interrégional de la mer Manche-Est, Mer du Nord n°211/2025 du 28 novembre 2025 et n°239/2025 du 17 décembre 2025 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matières d'activités maritimes et littorales respectivement en Normandie et en Hauts-de-France ;

Vu la demande du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPME) de Normandie du 26 février 2026 ;

Vu les résultats de la consultation du Conseil du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Normandie transmis le 03 mars 2026 ;

Sur proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTE

Article 1 :

L'avenant n°2 à la délibération n°2025/E-CSJ-OCC-29 du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM) de Normandie fixant des dispositions particulières de pêche de la Coquille Saint-Jacques sur le gisement OUEST COTENTIN CÔTE, annexé au présent arrêté, est rendu obligatoire.

Article 2 :

Le présent arrêté peut faire soit l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, soit d'un recours contentieux auprès de la juridiction administrative compétente, dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible par le site www.telerecours.fr

Article 3 :

Le directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Pour le préfet de la région Normandie et par subdélégation,

Elsa
PAFFONI
elsa.paffoni

Signature
numérique de
Elsa PAFFONI
elsa.paffoni
Date : 2026.03.06
11:27:51 +01'00'

Destinataires :

CNSP – CROSS EteI
DDTM – DML et DDPP 50
CRPMEM Normandie, Bretagne et Hauts de France
DIRM MEMN – MT Caen – moyens nautiques
Groupement de gendarmerie maritime Manche-Mer du Nord
Douanes
Criées

**Avenant n°2 à la délibération n°2025/E-CSJ-OCC-29
Fixant des dispositions particulières de pêche de la COQUILLE SAINT-JACQUES
sur le gisement OUEST COTENTIN COTE
POUR LA CAMPAGNE 2025-2026**

Vu l'arrêté préfectoral n°106/2022 du 14 juin 2022 portant nomination du président et des vice-présidents du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de Normandie ;

Vu l'arrêté préfectoral n°109/2022 du 27 juin 2022 portant approbation du règlement intérieur du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de Normandie ;

Vu la délibération n°2022/G-18 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau ;

Vu l'arrêté préfectoral n°068/2023 rendant obligatoire la délibération n°2019/C-CSJ-OCC-02 du CRPMEM de Normandie portant création de la licence de pêche coquille Saint Jacques – gisement Ouest Cotentin Côte ;

Vu l'arrêté préfectoral n°019/2025 portant sur les zones de pêche réglementée sur le gisement de coquille Saint-Jacques « Ouest-Cotentin Côte » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°083/2025 du 3 juillet 2025 portant nomination des membres du Conseil du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins (CRPMEM) de Normandie ;

Vu l'arrêté préfectoral n°0132/2025 rendant obligatoire la délibération n°2025/E-CSJ-OCC-29 fixant les conditions d'exploitation de la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) sur le gisement Ouest Cotentin Côte ;

Vu l'arrêté préfectoral n°155/2025 rendant obligatoire la délibération n°2025/G-32 du CRPMEM de Normandie relative à la composition du Bureau du CRPMEM de Normandie ;

Considérant la proposition de la commission coquillages - arts trainants - Manche Ouest du CRPMEM de Normandie du 20 février 2026 ;

Considérant les résultats de la campagne de prospection du gisement Ouest Cotentin Côte ayant eu lieu à l'été 2025 ;

Considérant la nécessité de ne pas augmenter l'effort de pêche dans le secteur de Chausey comparé à l'effort actuel ;

Considérant la consultation écrite du Bureau du CRPMEM de Normandie du mercredi 25 février au lundi 2 mars 2026 (quorum atteint avec 13 voix comptabilisées dont 7 voix favorables et 4 abstentions pour valider l'article 1 et 5 voix favorables et 6 abstentions pour valider l'article 3) ;

Considérant la nécessité d'organiser la pêche de la coquille Saint-Jacques sur le gisement Ouest Cotentin Côte ;

Considérant la nécessité d'assurer une exploitation rationnelle des coquilles Saint-Jacques en adéquation avec la ressource disponible ;

Considérant la nécessité de prendre en compte les équilibres socio-économiques ;

Le Bureau adopte les dispositions suivantes :

ARTICLE 1 : MODALITES DEXPLOITATION DE LA ZONE 2

En application de l'article 5.6 de la délibération exploitation susvisée, la zone 2 dite zone d'ensemencement définie dans l'arrêté n°019/2025 du 10 février 2025, fait l'objet des modalités suivantes :

1.1. Période d'ouverture et durée de pêche

- La zone 2 est ouverte à la pêche entre le 9 mars et le 14 mai 2026 inclus pour l'ensemble des dates proposées par la commission coquillages Ouest Cotentin et définies par arrêté complémentaire préfectoral.
- Le temps de pêche journalier est fixé à six heures.

1.2. Secteurs d'ouverture

Pendant la période d'ouverture, l'intégralité de la zone 2 dite zone d'ensemencement est ouverte à la pêche.

1.3. Limitations de capture

La quantité maximale de détention, de stockage et de débarque par marée et par jour de coquille Saint-Jacques par navire, quelle que soit sa taille, est fixée à 1 500 kg.

ARTICLE 2 : QUANTITES MAXIMALES DE DETENTION, DE STOCKAGE ET DE DEBARQUE EN ZONE 1 AU NORD DU PARALLELE 49°09'00"N

Un article 5.8 est rajoutée à la délibération susvisée prévoyant que les jours où la pêche est autorisée en zone 2 entre le 9 mars et le 14 mai 2026 inclus, la quantité maximale de détention, de stockage et de débarque par marée et par jour de coquille Saint-Jacques par navire, quelle que soit sa taille, est fixée à 1 500 kg dans la zone 1 au nord du parallèle 49°09'00"N.

ARTICLE 3 : FERMETURE SPATIALE TEMPORAIRE

Un article 5.9 est rajoutée à la délibération susvisée :

Lorsque la pêche est autorisée un vendredi en zone 1, la zone au sud du parallèle 48°58'500"N de la zone 1 et au nord de la zone 2, reste interdite à la pêche les vendredis concernés.

ARTICLE 4 : EXECUTION

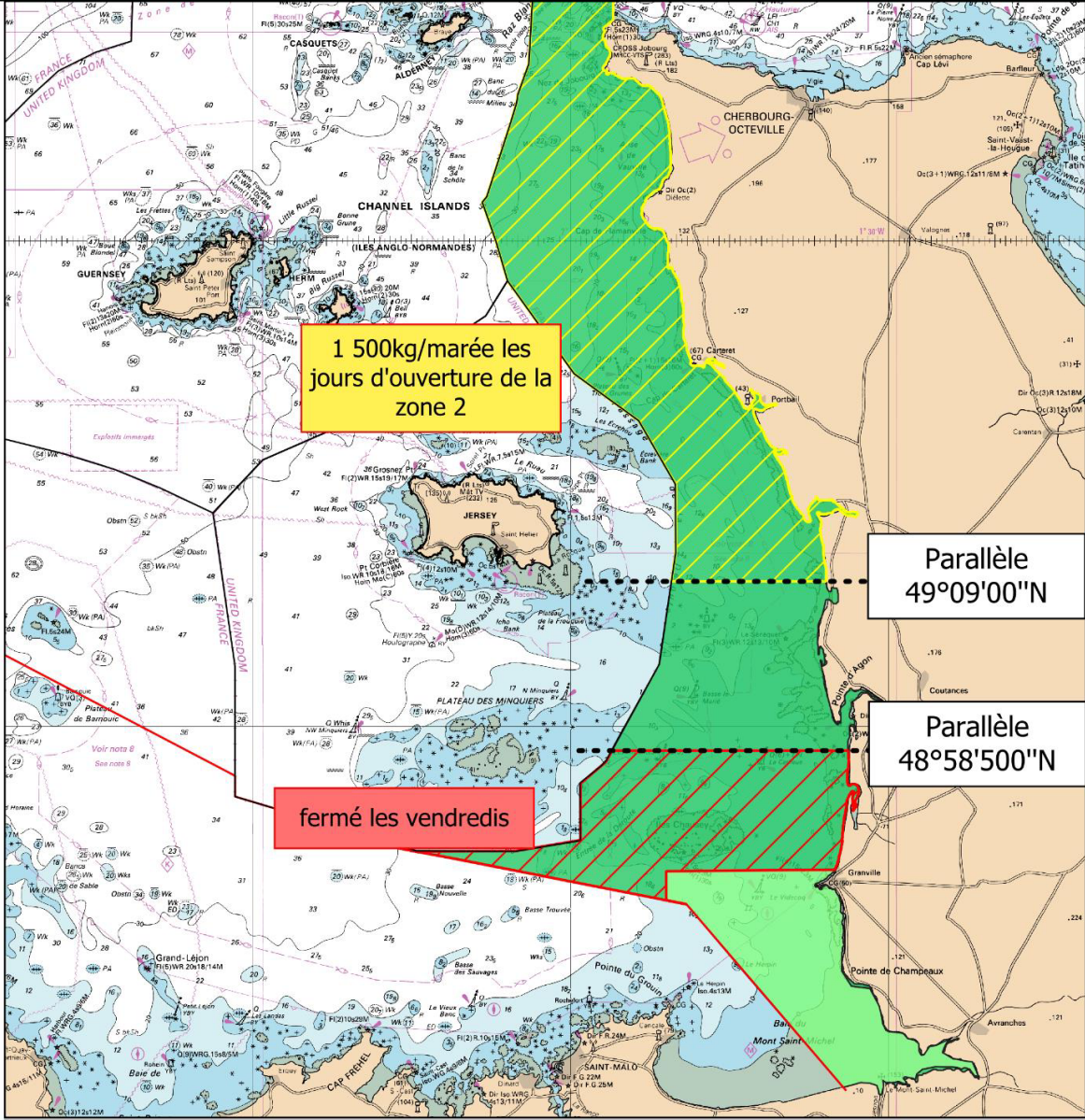
Le Conseil du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Elevages Marins de Normandie est chargé de l'exécution du présent avenant.

**A Cherbourg,
Le 2 mars 2026**

**Le Président du CRPME
de Normandie
Dimitri ROGOFF**



Gisement de Coquille Saint-Jacques Ouest Cotentin Côte - mars à mai 2026



Les produits dérivés maritimes issus des fichiers des cartes marines du SHOM ne sont pas utilisables pour la navigation maritime. Ils ne sont pas utilisables pour la navigation maritime. Ils ne remplacent pas les produits officiels d'un service hydrographique. Ces produits n'ont pas fait l'objet de validation de la part du SHOM.

| | |
|---|--|
| <p>Légende</p> <p><u>Gisement CSJ Ouest Cotentin Côte</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Zone 1 : zone principale du gisement Zone 1 : sous-zone au nord du 49°09'00''N Zone 1 : sous-zone au sud du 48°58'50''N Zone 2 : zone d'ensemencement Parallèle 49°09'00''N Parallèle 48°58'50''N | <div style="text-align: center;"> <p>0 5 10 15 NM</p> </div> <div style="text-align: center; margin-top: 10px;"> <p>CRPMEM NORMANDIE Comité Régional des Pêches Maritimes & des Élevages Marins</p> </div> <div style="text-align: center; margin-top: 10px;"> </div> <p>Réalisation: CRPMEM de Normandie, février 2026. Projection: WGS84 World Mercator. Source: SHOM, DIRM MEMN, CRPMEM de Normandie.</p> |
|---|--|

Direction interrégionale de la Mer Manche Est -
Mer du Nord

R28-2026-03-06-00005

AR 053-2026 - Fixant les jours et horaires
d'autorisation de pêche de la coquille
Saint-Jacques sur le gisement « OUEST
COTENTIN COTE » pour les mois de mars, avril
et mai 2026



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction interrégionale de la mer
Manche Est – Mer du Nord**

**Service Réglementation et Contrôle des
Activités Maritimes**
Unité Réglementation des Ressources Marines

Le Havre, le 06 mars 2026

ARRÊTÉ n° 053/2026

**Fixant les jours et horaires d'autorisation de pêche de la coquille Saint-Jacques
sur le gisement « OUEST COTENTIN COTE » pour les mois de mars, avril et mai 2026**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 068/2023 rendant obligatoire la délibération n°2023/C-CSJ-OCC-02 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Normandie portant création de la licence de pêche Coquille Saint-Jacques – gisement OUEST COTENTIN COTE ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 05 février 2024 et du 30 janvier 2023 portant délégation de signature respectivement en Hauts-de-France et en Normandie, à Monsieur Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

Vu les arrêtés du directeur interrégional de la mer Manche-Est, Mer du Nord n°211/2025 du 28 novembre 2025 et n°239/2025 du 17 décembre 2025 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matières d'activités maritimes et littorales respectivement en Normandie et en Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 132/2025 du 23 septembre 2025 rendant obligatoire la délibération n°2025/E-CSJ-OCC-29 du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM) de Normandie relative aux conditions d'exploitation de la coquille Saint-Jacques (*Pecten maximus*) dans le gisement « Ouest Cotentin COTE » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°135/2025 du 24 septembre 2025 Fixant les jours et horaires d'autorisation de pêche de la coquille Saint-Jacques sur le gisement « OUEST COTENTIN COTE » pour le mois d'octobre et novembre 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°194/2025 du 13 novembre 2025 Fixant les jours et horaires d'autorisation de pêche de la coquille Saint-Jacques sur le gisement « OUEST COTENTIN COTE » pour le mois de novembre 2025 ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

Vu l'arrêté préfectoral n° 201/2025 relatif au débarquement en Normandie des coquilles Saint-Jacques pêchées en zone CIEM VIIe ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 205/2025 rendant obligatoire l'avenant n°1 à la délibération n°2025/E-CSJ-OCC-29 du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM) de Normandie fixant des dispositions particulières de pêche de la coquille Saint-Jacques sur le gisement OUEST COTENTIN CÔTE pour la campagne 2025-2026 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 206/2025 du 27 novembre 2025 fixant les jours et horaires d'autorisation de pêche de la coquille Saint-Jacques sur le gisement « OUEST COTENTIN COTE » pour les mois de décembre 2025 et janvier 2026 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°212/2025 du 02 décembre 2025 fixant les jours et horaires d'autorisation de pêche de la coquille Saint-Jacques sur le gisement « OUEST COTENTIN COTE » pour les mois de décembre 2025 et janvier 2026 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°012/2026 du 23 janvier 2026 fixant les jours et horaires d'autorisation de pêche de la coquille Saint-Jacques sur le gisement « OUEST COTENTIN COTE » pour les mois de janvier et février 2026 ;

Vu l'arrêté n° 042/2026 du 27 février 2026 fixant les jours et horaires d'autorisation de pêche de la coquille Saint-Jacques sur le gisement « OUEST COTENTIN COTE » pour le mois de mars 2026 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 052/2026 du 06 mars 2026 rendant obligatoire l'avenant n°2 à la délibération n°2025/E-CSJ-OCC-29 du Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins (CRPMEM) de Normandie fixant des dispositions particulières de pêche de la coquille Saint-Jacques sur le gisement OUEST COTENTIN CÔTE pour la campagne 2025-2026 ;

Vu la demande du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM) de Normandie du 26 février 2026 ;

Sur proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est - Mer du Nord ;

ARRÊTE

Article 1 :

La pêche de la coquille Saint-Jacques, dans les limites du gisement Ouest Cotentin Cote et selon les dispositions prévues par les arrêtés n° 068/2023 et n° 132/2025 susvisés, est autorisée sans préjudice des dispositions d'un arrêté de fermeture selon les dates et horaires suivants :

| GISEMENT OUEST COTENTIN CÔTE | | | | | |
|------------------------------|----------|----------------------|-------------------|----------------------------------|--|
| Période | Jour | Date Année = 2026 | Temps de Pêche | | Nombre de débarquements hebdomadaires autorisés |
| | | | Zone 1 | Zone 2 = Zone d'ensemencement | |
| Semaine 10 | Lundi | 2 mars | 5 H 30 - 15 H 30 | PAS DE PECHE | 4 débarques autorisées sur 4 jours |
| | Mardi | 3 mars | 6 H 30 - 16 H 30 | | |
| | Mercredi | 4 mars | 7 H 00 - 17 H 00 | | |
| | Jeudi | 5 mars | 7 H 30 - 17 H 30 | | |
| Semaine 11 | Lundi | 9 mars | 9 H 30 - 19 H 30 | 8 H 00 - 14 H 00 | 4 débarques autorisées sur 4 jours |
| | Mardi | 10 mars | 10 H 00 - 20 H 00 | PAS DE PECHE | |
| | Mercredi | 11 mars | 10 H 00 - 20 H 00 | PAS DE PECHE | |
| | Jeudi | 12 mars | 11 H 00 - 21 H 00 | 9 H 30 - 15 H 30 | |
| Semaine 12 | Lundi | 16 mars | 4 H 30 - 14 H 30 | 3 H 00 - 9 H 00 | 5 débarques autorisées sur 5 jours |
| | Mardi | 17 mars | 5 H 30 - 15 H 30 | PAS DE PECHE | |
| | Mercredi | 18 mars | 6 H 00 - 16 H 00 | PAS DE PECHE | |
| | Jeudi | 19 mars | 6 H 30 - 16 H 30 | 5 H 00 - 11 H 00 | |
| | Vendredi | 20 mars | 7 H 00 - 17 H 00 | PAS DE PECHE | |
| Semaine 13 | Lundi | 23 mars | 9 H 00 - 19 H 00 | 7 H 30 - 13 H 30 | 4 débarques autorisées sur 4 jours |
| | Mardi | 24 mars | 9 H 30 - 19 H 30 | PAS DE PECHE | |
| | Mercredi | 25 mars | 10 H 30 - 20 H 30 | PAS DE PECHE | |
| | Jeudi | 26 mars | 11 H 30 - 21 H 30 | 10 H 00 - 16 H 00 | |
| Semaine 14 | Lundi | 30 mars | 5 H 30 - 15 H 30 | 4 H 00 - 10 H 00 | 5 débarques autorisées sur 5 jours |
| | Mardi | 31 mars | 6 H 00 - 16 H 00 | PAS DE PECHE | |
| | Mercredi | 1 avril | 7 H 00 - 17 H 00 | PAS DE PECHE | |
| | Jeudi | 2 avril | 7 H 30 - 17 H 30 | 6 H 00 - 12 H 00 | |
| | Vendredi | 3 avril | 8 H 00 - 18 H 00 | PAS DE PECHE | |
| Semaine 15 | Lundi | 6 avril | 9 H 30 - 19 H 30 | 8 H 00 - 14 H 00 | 4 débarques autorisées sur 4 jours |
| | Mardi | 7 avril | 10 H 00 - 20 H 00 | PAS DE PECHE | |
| | Mercredi | 8 avril | 10 H 30 - 20 H 30 | PAS DE PECHE | |
| | Jeudi | 9 avril | 11 H 00 - 21 H 00 | 9 H 30 - 15 H 30 | |
| Semaine 16 | Lundi | 13 avril | 4 H 00 - 14 H 00 | 2 H 30 - 8 H 30 | 4 débarques autorisées sur 4 jours |
| | Mardi | 14 avril | 5 H 00 - 15 H 00 | PAS DE PECHE | |
| | Mercredi | 15 avril | 5 H 30 - 15 H 30 | PAS DE PECHE | |
| | Jeudi | 16 avril | 6 H 30 - 16 H 30 | 5 H 00 - 11 H 00 | |
| Semaine 17 | Lundi | 20 avril | 9 H 00 - 19 H 00 | 7 H 30 - 13 H 30 | 4 débarques autorisées sur 4 jours |
| | Mardi | 21 avril | 9 H 30 - 19 H 30 | PAS DE PECHE | |
| | Mercredi | 22 avril | 10 H 30 - 20 H 30 | PAS DE PECHE | |
| | Jeudi | 23 avril | 11 H 30 - 21 H 30 | 10 H 00 - 16 H 00 | |
| Semaine 18 | Dimanche | 26 avril | 2 H 30 - 12 H 30 | 1 H 00 - 7 H 00 | 4 débarques autorisées sur 5 jours |
| | Lundi | 27 avril | 4 H 00 - 14 H 00 | 2 H 30 - 8 H 30 | |
| | Mardi | 28 avril | 5 H 00 - 15 H 00 | PAS DE PECHE | |
| | Mercredi | 29 avril | 5 H 30 - 15 H 30 | PAS DE PECHE | |
| | Jeudi | 30 avril | 6 H 30 - 16 H 30 | 5 H 00 - 11 H 00 | |
| Semaine 19 | Dimanche | 3 mai | 8 H 00 - 18 H 00 | 6 H 30 - 12 H 30 | 4 débarques autorisées sur 5 jours |
| | Lundi | 4 mai | 8 H 30 - 18 H 30 | 7 H 00 - 13 H 00 | |
| | Mardi | 5 mai | 9 H 00 - 19 H 00 | PAS DE PECHE | |
| | Mercredi | 6 mai | 9 H 30 - 19 H 30 | PAS DE PECHE | |
| | Jeudi | 7 mai | 10 H 00 - 20 H 00 | 8 H 30 - 14 H 30 | |
| Semaine 20 | Dimanche | 10 mai | 13 H 00 - 23 H 00 | 11 H 30 - 17 H 30 | 4 débarques autorisées sur 5 jours |
| | Lundi | 11 mai | 1 H 30 - 11 H 30 | 0 H 00 - 6 H 00 | |
| | Mardi | 12 mai | 3 H 00 - 13 H 00 | 1 H 30 - 7 H 30 | |
| | Mercredi | 13 mai | 4 H 00 - 14 H 00 | 2 H 30 - 8 H 30 | |
| | Jeudi | 14 mai | 5 H 00 - 15 H 00 | 3 H 30 - 9 H 30 | |

Les débarquements sont limités à un seul débarquement par jour de 00:00 à 23:59.

Article 2 :

Le présent arrêté peut faire soit l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, soit d'un recours contentieux auprès de la juridiction administrative compétente, dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible par le site www.telerecours.fr

Article 3 :

Le directeur interrégional de la mer Manche-Est – Mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Pour le préfet de la région Normandie et par subdélégation,

Destinataires :

CNSP – CROSS Etel
CRPMEM Normandie, Bretagne et Hauts-de-France
DDTM-DML 50,14, 35, 22
DDPP 50,14, 35, 22
IFREMER
Criées
Groupement gendarmerie Manche Mer du Nord
OP facade
Douanes
DIRM MEMN – MT Caen – moyens nautiques

Direction interrégionale de la Mer Manche Est -
Mer du Nord

R28-2026-03-06-00002

Arrêté n° 045-2026 - Portant suspension
temporaire de l'autorisation de pêche des
coques (*Cerastoderma edule*) sur une partie des
gisements de la baie des Veys (gisement de
Brévands - département de la Manche)



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction interrégionale de la mer
Manche Est – Mer du Nord**

**Service Réglementation et Contrôle des
Activités Maritimes**

Unité Réglementation des Ressources Marines

Le Havre, le 06 mars 2026

ARRÊTÉ n° 045/2026

Portant suspension temporaire de l'autorisation de pêche des coques (*Cerastoderma edule*) sur une partie des gisements de la baie des Veys (gisement de Brévands – département de la Manche)

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime

Officier de l'ordre de la Légion d'honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 139/2025 du 29 septembre 2025 autorisant la pêche des coques à titre professionnel sur une partie des gisements de la baie des Veys (gisement de Brévands – département de la Manche) ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 05 février 2024 et du 30 janvier 2023 portant délégation de signature en matière d'activités respectivement en Hauts-de-France et en Normandie, à Monsieur Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

Vu les arrêtés du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord n° 211/2025 du 28 novembre 2025 et n° 239/2025 du 17 décembre 2025 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matière d'activités maritimes et littorales ;

Sur proposition du directeur interrégional de la Mer Manche Est - Mer du Nord ;

ARRETE

Article 1 :

La pêche des coques est interdite à compter du 08 mars 2026 sur le gisement de Brévands, délimité à l'Est par la ligne de séparation avec le département du Calvados, à l'Ouest par le chenal de Carentan, au Nord par le zéro des cartes.

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99 – fax : 33 (0) 2 35 43 38 70
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

Article 2 :

Toute infraction au présent arrêté ou aux règles générales relatives à l'exercice l'activité de pêche professionnelle à pied et aux conditions de transport et de mise sur le marché des coquillages vivants expose son auteur au retrait de l'autorisation de pêche ainsi qu'aux suites administratives et pénales prévues conformément aux dispositions de l'article L.945 du livre IX du code rural et de la pêche maritime.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire soit l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision, soit d'un recours contentieux auprès de la juridiction administrative compétente, dans un délai de deux mois à compter de sa publicité. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 5 :

Le directeur interrégional de la mer Manche Est – mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Pour le préfet de la région Normandie et par subdélégation,

L'administrateur des affaires maritimes
Elsa Paffoni
Chef du service de la réglementation
et du contrôle des activités maritimes
Signature numérique 

Destinataires :

CNSP- CROSS Etel
Préfecture de la Manche
D.R.E.A.L Normandie
DDTM 50, 14, 62, 80
Groupement de gendarmerie départementale de la Manche

Groupement de gendarmerie maritime Manche – mer du Nord
OFB
CRPMEM de Normandie
CRPMEM des Hauts de France
Mairie Sainte-Marie-du-Mont
Mairie de Carentan-les-Marais

Direction interrégionale de la Mer Manche Est -
Mer du Nord

R28-2026-03-06-00003

Arrêté n° 046-2026 - Autorisant la pêche des
coques à titre professionnel sur une partie des
gisements de la baie des Veys (gisement de
Beauguillot - département de la Manche)



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction interrégionale de la mer
Manche Est – Mer du Nord**

**Service Réglementation et Contrôle des
Activités Maritimes**

Unité Réglementation des Ressources Marines

Le Havre, le 06 mars 2026

ARRÊTÉ n° 046/2026

**Autorisant la pêche des coques sur une partie des gisements
de la baie des Veys (gisement de Beauguillot – département de la Manche)**

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime

Officier de l'ordre de la Légion d'honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment son livre IX relatif à la pêche maritime et à l'aquaculture marine dans ses parties législatives et réglementaire ;

Vu le décret n° 2021-1319 du 8 octobre 2021 portant extension du périmètre et modification de la réglementation de la réserve naturelle nationale du Domaine de Beauguillot (Manche) ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 octobre 2012 modifié relatif à l'obligation de déclarations statistiques en matière de produits de la pêche maritime à pied professionnelle ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 octobre 2012 modifié déterminant la taille minimale ou le poids minimal de capture des poissons et autres organismes marins (pour une espèce donnée ou pour une zone géographique donnée) effectuée dans le cadre de la pêche maritime de loisir des poissons et autres organismes marins pour la pêche de loisir ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 2013 déterminant la taille minimale ou le poids minimal de capture et de débarquement des poissons et autres organismes marins pour la pêche professionnelle ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Haute-Normandie n° 134/2021 du 22 février 2021 réglementant l'exercice de la pêche maritime de loisir pratiqué à pied ou sous-marine dans le département de la Manche ;

Vu l'arrêté du préfet de région Haute-Normandie n° 94/2015 du 9 septembre 2015 fixant les modalités d'ouverture de la pêche à pied des coques sur une partie du gisement classé de la baie des Veys (gisement de Beauguillot – département de la Manche) ;

Vu l'arrêté du préfet du département de la Manche n° DDTM-CM-S-2025-006 du 17 novembre 2025 portant classement de salubrité des zones de production des coquillages vivants pour la consommation humaine dans le département de la Manche ;

Vu l'arrêté du préfet du département de la Manche n° DDTM-SML-AM-2024-1188 modifié du 13 janvier 2025 relatif à l'utilisation dérogatoire d'un vélo électrique sur le domaine public maritime dans le cadre de la pêche à pied professionnelle ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99 – fax : 33 (0) 2 35 43 38 70
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

Vu les arrêtés préfectoraux du 05 février 2024 et du 30 janvier 2023 portant délégation de signature en matière d'activités à Monsieur Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

Vu les arrêtés du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord n° 211/2025 du 28 novembre 2025 et n° 239/2025 du 17 décembre 2025 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matière d'activités maritimes et littorales ;

Vu le rapport final de l'évaluation de la biomasse exploitable de coques, « Cerastoderma edule » du gisement classé de la Réserve de Beauguillot de février 2026 ;

Vu la réunion de restitution de l'évaluation de la ressource en coques sur le gisement coques de Beauguillot du 27 février 2026 ;

Sur proposition du directeur interrégional de la Mer Manche Est - Mer du Nord ;

ARRETE

Article 1 :

La pêche des coques est autorisée à partir du 09 mars 2026 sur le gisement de Beauguillot, délimité au Nord par le parallèle passant par le point d'accès à la côte de la D 913 (musée d'Utah Beach), à l'Est par le zéro des cartes et au Sud par le taret des Essarts.

La pêche s'exerce selon les dispositions définies par l'arrêté n° 94/2015 du 9 septembre 2015 susvisé, à l'exception de celles visant l'accès au gisement et la remontée des coques pêchées et selon les dispositions complémentaires du présent arrêté.

La pêche des coques sur le gisement de Beauguillot peut être suspendue en cas de constatation de diminution de la ressource, sur proposition du comité régional des pêches maritimes après constat d'un agent assermenté.

Article 2 :

La pêche est autorisée du lundi au vendredi, durant une seule marée par journée.

La pêche est interdite le samedi et le dimanche.

Les marées autorisées à la pêche sont fixées par décision du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord, sur proposition du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins de Normandie (CRPMEM de Normandie).

Article 3 :

Les engins autorisés pour la pêche des coques sur le gisement de Beauguillot sont ceux mentionnés à l'article 6 de l'arrêté n° 94/2015 du 9 septembre 2015 fixant les modalités d'ouverture de la pêche à pied des coques sur une partie du gisement classé de la baie des Veys (gisement de Beauguillot – département de la Manche), soit la griffe à dent et le râteau.

Les coques sont triées sur le gisement. Les pêcheurs à pied professionnels doivent utiliser un moyen de criblage qui respecte un écartement minimal des barrettes de 17 mm.

Les coques n'atteignant pas la taille minimale de capture de 27 mm sont rejetées sur le gisement.

Article 4 :

Chaque pêcheur est autorisé à capturer une quantité maximale de 64 kilogrammes bruts (c'est-à-dire comprenant les résidus éventuels de sable et d'eau ainsi que le poids du filet) de coques par jour.

Les coques doivent être réparties dans 2 sacs de 32 kilogrammes bruts portant chacun une étiquette, apposée dès le début de l'action de pêche, mentionnant les nom, prénom et numéro de licence du pêcheur, ainsi que la date de la pêche. Les informations portées sur l'étiquette doivent être lisibles de l'extérieur du sac.

Le sac doit être fermé au plus tôt et l'étiquette apposée, en tout état de cause, avant la remontée à la cale.

La quantité maximale journalière autorisée de coques pêchées par pêcheur à pied professionnel peut être réévaluée afin de tenir compte des conditions d'exploitation du gisement.

Article 5 :

Les seuls véhicules motorisés autorisés à circuler sur le domaine public maritime pour accéder aux lieux de pêche sont les tracteurs et les vélos électriques. Le nombre et la liste des tracteurs habilités à accéder au site sont fixés par décision du préfet de la Manche.

Tout tracteur identifié par les unités de contrôle comme étant à l'origine d'une atteinte à l'environnement est immédiatement retiré de cette liste, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales.

Seuls les pêcheurs à pied professionnels titulaires d'un permis national de pêche à pied professionnelle et d'une licence coques en Normandie sont autorisés à se trouver sur ces tracteurs.

Les pêcheurs sont tenus de présenter les documents mentionnés ci-dessus sur sollicitation d'un agent en charge du contrôle des pêches.

L'accès au gisement et la remontée des coques pêchées sont autorisés exclusivement par la cale de remontée du parking du camping d'Utah Beach.

L'utilisation de tout navire pour le transbordement, le débarquement ou le transport des personnes ou des produits de la pêche est interdit.

Article 6 :

En raison du classement sanitaire du gisement, la mise à la consommation humaine directe des coquillages pêchés est interdite.

Article 7 :

L'acheteur procède à la pesée du lot à proximité de la cale, en présence du pêcheur concerné.

Durant leur transport vers les établissements de purification, d'expédition ou de transformation, les sacs de coques sont accompagnés d'un document d'enregistrement des coquillages établi en double exemplaire par la personne qui assure le transport. L'original est transmis au destinataire du lot de coquillages et le double conservé par l'émetteur du bon d'enregistrement pendant une durée de 12 mois.

Le transfert des coques à fins de réimmersion vers des zones de production ou de reparcage est interdit.

Article 8 :

Les pêcheurs sont soumis à l'obligation de déclarations statistiques prévues par l'arrêté du 22 octobre 2012 modifié susvisé.

Article 9 :

Toute infraction à la taille réglementaire ou à la quantité autorisée est susceptible de donner lieu à la saisie du produit de la pêche.

Les coques appréhendées sont remises à l'eau sur le gisement par le pêcheur à pied professionnel ou le mareyeur en présence d'un agent de contrôle.

Selon les circonstances, il peut être procédé au transport et à la destruction des produits appréhendés aux frais du pêcheur à pied professionnel ou du mareyeur en infraction.

Article 10 :

Toute infraction au présent arrêté ou aux règles générales relatives à l'exercice de pêche professionnelle à pied et aux conditions de transport et de mise sur le marché des coquillages vivants expose son auteur au retrait de l'autorisation de pêche ainsi qu'aux suites pénales prévues conformément aux dispositions de l'article L.945 du livre IX du code rural et de la pêche maritime.

Article 11 :

Le directeur interrégional de la Manche Est – Mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Pour le préfet de la région Normandie et par subdélégation,

L'administrateur des affaires maritimes
Elsa Paffonj
Chef du service de la réglementation
et du contrôle des activités maritimes
Signature numérique 

Destinataires :

CNSP- CROSS Etel
Préfecture de la Manche
D.R.E.A.L Normandie
DDTM 50, 14, 62, 80
Groupement de gendarmerie départementale de la Manche

Groupement de gendarmerie maritime Manche – mer du Nord
OFB
CRPMEM de Normandie
CRPMEM des Hauts de France
Mairie Sainte-Marie-du-Mont
Mairie de Carentan-les-Marais

Direction interrégionale de la Mer Manche Est -
Mer du Nord

R28-2026-03-06-00004

Arrêté n° 047-2026 - Fixant les dates et horaires
d'autorisation de pêche des coques sur une
partie des gisements de la baie des Veys
(gisement de Beauguillot - département de la
Manche)



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Interrégionale de la Mer
Manche Est – Mer du Nord**

**Service Réglementation et Contrôle des
Activités Maritimes**
Unité Réglementation des Ressources Marines

Le Havre, le 06 mars 2026

ARRÊTÉ n° 047/2026

**Fixant les dates et horaires d'autorisation de pêche des coques sur une partie des gisements
de la baie des Veys (gisement de Beauguillot – département de la Manche)**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 046/2026 du 06 mars 2026 autorisant la pêche des coques à titre professionnel sur une partie des gisements de la baie des Veys (gisement de Beauguillot – département de la Manche) ;

Vu les arrêtés préfectoraux du 05 février 2024 et du 30 janvier 2023 portant délégation de signature en matière d'activités respectivement en Hauts-de-France et en Normandie, à Monsieur Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

Vu les arrêtés du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord n° 211/2025 du 28 novembre 2025 et n° 239/2025 du 17 décembre 2025 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matière d'activités maritimes et littorales ;

Vu la demande de la Direction départementale des Territoires et de la Mer de la Manche du 02 mars 2026 ;

Sur proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

ARRÊTE

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

Article 1 :

La pêche à pied professionnelle des coques est autorisée sur le gisement de Beauguillot pour une seule marée par jour sans préjudice des dispositions d'un arrêté de fermeture, selon les dates et horaires suivants :

| Heure basse mer de Grandcamp - Mars 2026 | | | | |
|---|-------------------|-------------------|-------|--------|
| * La pêche est interdite plus de 2 heures avant le lever du soleil ou plus de 2 heures après le coucher du soleil | | | | |
| Date | Horaire Basse Mer | Horaires de pêche | | Coeff. |
| 09/03/26 | 07:46 | 05:28 | 09:46 | 69 |
| 10/03/26 | 08:08 | 05:26 | 10:08 | 55 |
| 11/03/26 | 08:42 | 05:42 | 10:42 | 41 |
| 12/03/26 | 09:40 | 06:40 | 11:40 | 28 |
| 13/03/26 | 11:28 | 08:28 | 13:28 | 21 |
| WE | | | | |
| 16/03/26 | 15:18 | 12:18 | 17:18 | 58 |
| 17/03/26 | 16:02 | 13:02 | 18:02 | 73 |
| 18/03/26 | 16:45 | 13:45 | 18:45 | 87 |
| 19/03/26 | 17:26 | 14:26 | 19:26 | 97 |
| 20/03/26 | 18:02 | 15:02 | 20:02 | 103 |
| WE | | | | |
| 23/03/26 | 07:30 | 04:58 | 09:30 | 95 |
| 24/03/26 | 08:04 | 05:04 | 10:04 | 82 |
| 25/03/26 | 08:46 | 05:46 | 10:46 | 66 |
| 26/03/26 | 09:47 | 06:47 | 11:47 | 49 |
| 27/03/26 | 11:25 | 08:25 | 13:25 | 39 |
| WE | | | | |
| 30/03/2026 | 16:24 | 13:24 | 18:24 | 70 |
| 31/03/2026 | 17:10 | 14:10 | 19:10 | 82 |

Article 2 :

Le directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Pour le préfet de la région Normandie et par subdélégation,

L'administrateur des affaires maritimes
Elsa Paffoni
Chef du service de la réglementation
et du contrôle des activités maritimes
Signature numérique 

Destinataires :

Préfectures de la Manche et du Calvados
D.R.E.A.L Normandie, DDTM – DML 50, 14, 62-80
CNSP- CROSS Etel ; CACEM
Groupement de gendarmerie départementale de la Manche, Manche et la mer du Nord

OFB
CRPMEM de Normandie et des Hauts-de-France
Mairie de Brévands, IFREMER Port-en-Bessin ; Conservatoire du littoral
DIRM MEMN – Mission territoriale de Caen

Direction régionale de l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2026-03-04-00003

Accusé de réception de demande d'autorisation
d'exploiter - département de l'EURE - PATTYN
Sylvie (EARL DU MOUSTIER)



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des
territoires et de la mer de l'Eure**

Affaire suivie par: B.DUMOULIN

Gestionnaires du contrôle des structures

Mél: ddtm-seatr-saag@eure.gouv.fr

Tél: 02.32.29.60.19-MCH ou 02.32.29.60.90-BD ou
02.32.29.60.73 ASD

Evreux, le **6 NOV. 2025**

Le Préfet de l'Eure à
Madame PATTYN Sylvie
6 rue du moustier

27110 IVILLE

Numéro de dossier : 1961

Objet: Accusé réception d'une demande d'autorisation d'exploiter

Madame,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter d'une superficie totale de 92,036 ha pour entrée de Mme PATTYN Sylvie en tant que qu'associée exploitante et gérante dans EARL DU MOUSTIER concernant les parcelles cadastrées suivantes:

| COMMUNE | Section | Numéro(s) de parcelle |
|---|--|-----------------------|
| AMFREVILLE SAINT AMAND - AMFREVILLE LA CAMPAGNE | - ZA302 - ZA307 | |
| CROSVILLE LA VIEILLE | - ZB12 - ZB13 - ZB71 - ZB72 | |
| IVILLE | - B289 - B306 - B312 - B313 - B314 - D15 - D444 - D445 - D446 - D447 - D49 - D552 - D553 - D555 - D667 - D67 - D68 - E244 - E253 - E254 - E273 - E79 - ED5 | |

Direction départementale des territoires et de la mer de l'Eure - 1, avenue du Maréchal Foch - CS 20018 - 27020 EVREUX CEDEX tél : 02 32 29 60 60
Heures d'ouverture au public : du lundi au jeudi 8h45 à 12h15/13h45 à 17h00 - vendredi et veille de jours fériés fermeture à 16h00

| | |
|-----------|---|
| | - ZA21 - ZC20 - ZC25 - ZD4 - ZD61 - ZH1 - ZH2 - ZH37 - ZH79 |
| LE TRONCQ | - ZC5 |

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° 1961, à la date du : 27/10/2025

Dans le cadre de l'instruction de votre demande, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionnée ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous précise qu'en l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région reçue dans un délai de QUATRE MOIS (ou 6 mois en cas de prolongation de votre dossier) suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

La responsable de l'unité structures,
aides de crises, agridiff et GAEC



Liliane LABBE

Direction régionale de l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2026-03-05-00002

Accusé de réception de demande d'autorisation
d'exploiter - département du CALVADOS (2025)



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS

Service
Agricole
SA

Affaire suivie par : isabelle Valette
Tél. : 02 31 43 15 37
Mél. : isabelle.valette@calvados.gouv.fr

Caen, le 03/02/2025

10, boulevard général Vanier – CS 75224
14052 CAEN Cedex 4

OBJET : Contrôle des structures
Autorisation d'exploiter – N° dossier : 014_2025_030

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 40,06 ha situé(s) sur les communes référencées ci-dessous :

| Communes | Parcelles |
|-------------------------|---|
| LES LOGES SEPT VENTS | ZD15 ZD16 ZD42 ZD43 ZD45 ZD64 ZD79 OC535 OC45 C537 |

ACCUSE DE RÉCEPTION

Dossier réceptionné complet le : 03/02/2025

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet par subdélégation du DDTM

La cheffe du Pôle Territoire et environnement

Catherine PEI LEGRINI

EARL A ROTS
Lieu dit Le chene à rots
14240 LES LOGES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS**



PRÉFET DU CALVADOS

Liberté
Égalité
Fraternité

)
Service Agricole
SA
Affaire suivie par : ISABELLE VALETTE
Tél. : 02 31 43 16 78
Mél. : isabelle.valette@calvados.gouv.fr 10, boulevard général
Vanier - CS 75224
14052 CAEN Cedex 4

Caen, le 3/10/2025

OBJET : Contrôle des structures
Autorisation d'exploiter - N° dossier : 014_2025_279

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **53,80 ha** situé(s) sur les communes référencées ci-dessous :

| Communes | Parcelles |
|--------------------------|---|
| DAMPIERRE | D224 |
| PLACY MONTAIGU | A158 A159 A160 A161 A186 A475 A477 A582 A711 A724 A712 - B258 B431 B432 B433 B434 B484 B498 B499 B501 B502 B503 B504 B505 B577 B597 |
| SAINT MARTIN DES BESACES | ZH26 ZH82 |
| SAINT OUEN EN BOCAGE | ZC9 ZC10 ZC50 ZC54 ZC56 - ZD51 ZD52 ZD53 ZC62 ZD82 ZD87 - ZI54 |

ACCUSE DE RÉCEPTION

Dossier réceptionné complet le : 25/09/2025

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet par subdélégation du DDTM

EARL DE LA FERME DE SAGY
Ferme de SAGY
14250 TILLY SUR SEULLES

La cheffe du Pôle Territoire et environnement


Catherine PEI LEGRINI



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service
Agricole
SA

Affaire suivie par : isabelle VALETTE
Tél. : 02 31 43 16 78
Mél. : isabellevalette@calvados.gouv.fr

Caen, le 23/09/2025

10, boulevard général Vanier – CS 75224
14052 CAEN Cedex 4

OBJET : Contrôle des structures
Autorisation d'exploiter – N° dossier : 014_2025_256

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter portant sur 85,49 ha situé(s) sur les communes référencées ci-dessous :

| Communes | Parcelles |
|----------------------|--|
| ASNIERES EN BESSIN | B74 B97 B107 B108 B109 B110 B112 B114 B115 B116 B117 B118 B120 B121 B122 B123 B124 B125 B126 B127 B128 B129 B130 B131 B132 B140 B141 |
| FORMIGNY LA BATAILLE | ZA158 ZA6 - ZB14 ZB15 – ZD13 |
| LONGUEVILLE | A130 A131 A132 |
| TREVIERES | E222 E225 |
| VIERVILLE SUR MER | B4 C33 C35 C74 C78 C37 C160 - D43 D53 D52 D15 D60 D62 - AI28 AI107 - AH116 AH117 |

ACCUSE DE RÉCEPTION

Dossier réceptionné complet le : 08/09/2025

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionnée ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie. En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet par subdélégation du DDTM,

La cheffe du Pôle Territoire et environnement

Catherine PELLÉGRINI

EARL DE LA GRANDE ROUTE
ferme de Montigny
14710 ASNIERES EN BESSIN



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service
Agricole
SA

Affaire suivie par : isabelle VALETTE
Tél. : 02 31 43 16 78
Mél. : isabellevalette@calvados.gouv.fr

Caen, le 29/09/2025

10, boulevard général Vanier – CS 75224
14052 CAEN Cedex 4

OBJET : Contrôle des structures
Autorisation d'exploiter – N° dossier : 014_2025_276

Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter portant sur 94,79 ha situé(s) sur les communes référencées ci-dessous :

| Communes | Parcelles |
|-------------------------|---|
| ECAJEUL | C120 |
| ECAJEUL | E39 E81 E150 E186 - H110 |
| ECAJEUL | B86 B117 B118 B119 - E40 E42 E68 E168 E170 - H108 |
| GRANDCHAMP LE CHATEAU | A199 |
| OUVILLE LA BIEN TOURNEE | B38 B39 |

ACCUSE DE RÉCEPTION

Dossier réceptionné complet le 21/09/2025

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie. En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet par subdélégation du DDTM,

La cheffe du Pôle Territoire et environnement

Catherine DELLEGRINI

EARL FERME DE L'HONNEUR
ferme de l'honneur ECAJEUL
14710 MEZIDON VALLEE D'AUGE



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service
Agricole
SA

Affaire suivie par : isabelle VALETTE
Tél. : 02 31 43 16 78
Mél. : isabellevalette@calvados.gouv.fr

Caen, le 03/09/2025

10, boulevard général Vanier – CS 75224
14052 CAEN Cedex 4

OBJET : Contrôle des structures
Autorisation d'exploiter – N° dossier : 014_2025_237

Messieurs,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter portant sur **35,09 ha** situé(s) sur les communes référencées ci-dessous :

| Communes | Parcelles |
|-----------------------|--|
| LANDELLES ET COUPIGNY | YA2 YA26 ZX27 ZX28 ZX34 ZX35 ZX48 ZX49 |
| SEPT VENTS | ZB55 ZB64 |

ACCUSE DE RÉCEPTION

Dossier réceptionné complet le : 14/08/2025

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie. En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet de la région Normandie,

La cheffe du service agricole


Sophie DELAERE

GAEC BLOUIN
4 Impasse du beaubis
14380 NOUES DES SIENNES



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service
Agricole
SA**

Affaire suivie par : isabelle VALETTE
Tél. : 02 31 43 16 78
Mél. : isabellevalette@calvados.gouv.fr

Caen, le 10/09/2025

10, boulevard général Vanier – CS 75224
14052 CAEN Cedex 4

OBJET : Contrôle des structures
Autorisation d'exploiter – N° dossier : 014_2025_254

Messieurs,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter portant sur 10,83 ha situé(s) sur la commune référencée ci-dessous :

| Commune | Parcelles |
|----------|-----------------|
| VEISSOIX | ZH39 - Z13 Z120 |

ACCUSE DE RÉCEPTION

Dossier réceptionné complet le : 08/09/2025

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie. En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet de la région Normandie,

GAEC DE LA COUR BEAUCHENE
la cour BEAUCHENE
61800 TINCHEBRAY

La cheffe du service agricole


Sophie DELAERE



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS

Service
Agricole
SA

Affaire suivie par : isabelle Valette
Tél. : 02 31 43 15 37
Mél. : isabelle.valette@calvados.gouv.fr

Caen, le 28/02/2025

10, boulevard général Vanier – CS 75224
14052 CAEN Cedex 4

OBJET : Contrôle des structures
Autorisation d'exploiter – N° dossier : 014_2025_053

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 2,61 ha situé(s) sur la commune référencée ci-dessous :

| Commune | Parcelles |
|---------|-----------|
| BAYEUX | AV10 |

ACCUSE DE RÉCEPTION

Dossier réceptionné complet le : 27/02/2025

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet par subdélégation du DDTM

GAEC LALONDE
764 route du moulin
14330 SAON

La cheffe du Pôle Territoire et environnement

Catherine PELLEGRI

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS**



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS

Service
Agricole
SA

Affaire suivie par : Cécile ZEBAZE
Tél. : 02 31 43 15 37
Mél. : cecile.zebaze@calvados.gouv.fr

Caen, le 23/04/25

10, boulevard général Vanier – CS 75224
14052 CAEN Cedex 4

OBJET : Contrôle des structures
Autorisation d'exploiter – N° dossier : 014_2025_115

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter portant sur **6,40 ha** situé(s) sur les communes référencées ci-dessous :

| Communes | Parcelles |
|-----------------|-------------------------|
| NOUES DE SIENNE | ZH18 Z19 ZH20 ZH21 ZH22 |

ACCUSE DE RÉCEPTION

Dossier réceptionné complet le : 22/04/2025

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

GAEC DE L'OUVERIE
L'ouverie
14500 VIRE NORMANDIE

La cheffe du Pôle Territoire et environnement


Catherine PFI LEGRINI

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS**



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS

Service
Agricole
SA

Affaire suivie par : Cécile ZEBAZE
Tél. : 02 31 43 15 37
Mél. : cecile.zebaze@calvados.gouv.fr

Caen, le 30/09/2025

10, boulevard général Vanier – CS 75224
14052 CAEN Cedex 4

OBJET : Contrôle des structures
Autorisation d'exploiter – N° dossier : 014_2025_270

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **7,64 ha** situé(s) sur les communes référencées ci-dessous :

Communes
BEAUFOR DRUVAL

Parcelles
A44 A49 A52 A310

ACCUSE DE RÉCEPTION

Dossier réceptionné complet le : 19/09/2025

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter.


J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

GAEC DE LA PICANE
918 route Beuvron
14340 BEAUFOR DRUVAL

La cheffe du Pôle Territoire et environnement


Catherine PELLEGRINI



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS

Service
Agricole
SA

Affaire suivie par : Cécile ZEBAZE
Tél. : 02 31 43 15 37
Mél. : cecile.zebaze@calvados.gouv.fr

Caen, le 30/09/2025

10, boulevard général Vanier – CS 75224
14052 CAEN Cedex 4

OBJET : Contrôle des structures
Autorisation d'exploiter – N° dossier : 014_2025_272

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **168,97 ha** situé(s) sur les communes référencées ci-dessous :

Communes

VIMONT
SAINT PIERRE DU JONQUET

SAINT OUEN DU MESNIL OGER
ARGENCES

JANVILLE

Parcelles

C25
A16 A17 A18 A22 A25 A42 A43 A44 A65 A66 A68 A69 A70 A71
A72 A73 A74 – B22 B38 B39 B40 B41 B66 B68 B74 B103 B105
B106 B107 B120 B195 B196
B3 B41 B42 B44 B45 B46 B47 – C66 C68 C69
B59 – C29 C34 C35 C39 C40 C42 C48 C49 C314 C457 C459
C462 C602
A43

ACCUSE DE RÉCEPTION

Dossier réceptionné complet le : 19/09/2025

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

GAEC LE GRAND PLAIN
LEU Etienne
5 chemin du bois de la motte
14670 SAINT PIERRE DU JONQUET

La cheffe du Pôle Territoire et environnement



Catherine PELEGRINI



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU CALVADOS

Service
Agricole
SA

Affaire suivie par : Cécile ZEBAZE
Tél. : 02 31 43 15 37
Mél. : cecile.zebaze@calvados.gouv.fr

Caen, le 30/09/2025

10, boulevard général Vanier – CS 75224
14052 CAEN Cedex 4

OBJET : Contrôle des structures
Autorisation d'exploiter – N° dossier : 014_2025_250

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **49,98 ha** situé(s) sur les communes référencées ci-dessous :

Communes
PENNEDEPIE
SAINT GATIEN DES BOIS

Parcelles
C149 C150 C155 C156 C157 C219 C277 C158 C317 C333
AK6 AK7 AK8 AK9 AK65 AK67

ACCUSE DE RÉCEPTION

Dossier réceptionné complet le : 02/09/2025

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

GAEC LES PORTES HELLINS
Chemin du val de la reine
14600 EQUEMANVILLE

La cheffe du Pôle Territoire et environnement


Catherine PEI LEGRINI



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

)

Service Agricole
SA

Affaire suivie par : ISABELLE VALETTE

Tél. : 02 31 43 16 78

Mél. : isabelle.valette@calvados.gouv.fr 10, boulevard général

Vanier - CS 75224

14052 CAEN Cedex 4

Caen, le 18/11/2025

OBJET : Contrôle des structures

Autorisation d'exploiter - N° dossier : 014_2025_294

Madame,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **7,35 ha** situé(s) sur la commune référencée ci-dessous :

Commune

Parcelles

LA LANDE VAUMONT (VIRE NORMANDIE)

M8 M9 M10 M11 M12 M13 M19 M20 M406 M408

ACCUSE DE RÉCEPTION

Dossier réceptionné complet le : 09/10/2025

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet par subdélégation du DDTM

GALLIER Herminie
285 impasse de la pérère
14310 LA LANDE VAUMONT
VIRE NORMANDIE

La cheffe du service agricole


Sophie DELAERE



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Agricole

SA

Affaire suivie par : Isabelle VALETTE

Tél. : 02 31 43 16 78

Mél. : isabelle;valette@calvados.gouv.fr

Caen, le 13/10/2025

10, boulevard général Vanier - CS 75224
14052 CAEN Cedex 4

OBJET : Contrôle des structures
Autorisation d'exploiter - N° dossier : 014_2025_308

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 1,50 ha situé(s) sur la commune référencée ci-dessous :

| Commune | Parcelle |
|------------------|----------|
| CAUMONT L'EVENTE | B337 |

ACCUSE DE RÉCEPTION

Dossier réceptionné complet le : 30/09/2025

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter.


J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet par subdélégation du DDTM

La cheffe du Pôle Territoire et environnement


Catherine PFI LEGRINI

HENRY Dominique
1476 route de Sallen
14240 CAUMONT SUR AURE



PRÉFET DU CALVADOS

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service
Agricole
SA
Affaire suivie par : isabelle VALETTE
Tél. : 02 31 43 16 78
Mél. : isabellevallette@calvados.gouv.fr

Caen, le 03/10/2025

10, boulevard général Vanier – CS 75224
14052 CAEN Cedex 4

OBJET : Contrôle des structures
Autorisation d'exploiter – N° dossier : 014_2025_281

Mesdames, Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter portant sur 73,25 ha situé(s) sur les communes référencées ci-dessous :

| Communes | Parcelles |
|-----------------|---|
| CAIRON | AD4 AD6 AD23 AD24 AD26 AD25 AD57 – AE1 AE2 AE3 AE4 AE6 AE20 AE22 - AH88 – AJ 138– AM28 AM30 AM55 AM64 |
| CAMBE EN PLAINE | ZB29 ZB35 ZB36 ZB54 ZB55 |
| SAINT CONTEST | AP29 AP252 AP253 AP255 AP256 AP277 AP353 AP354 AP357 AP347 AP348 AP349 AP350 AP351 AP352 AP358 |

ACCUSE DE RÉCEPTION

Dossier réceptionné complet le : 29/09/2025

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie. En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet par subdélégation du DDTM,

LETELLIER Aurélie
EARL DE LA CAIRONNAISE
17 rue de la cachette
14610 CAIRON

La cheffe du Pôle Territoire et environnement


Catherine PELLEGRINI

Direction régionale de l'alimentation, de
l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2026-03-05-00001

Accusé de réception de demandes
d'autorisation d'exploiter - département de
l'ORNE (septembre/octobre 2025)

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

ROUELLE Amélie
La Petite Houssaye
61140 LA CHAPELLE-D'ANDAINE

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515229

Alençon, le 22 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Madame,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 251,73 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515229, à la date du : **17/07/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515229

| Commune | Section | n° Parcelle |
|-----------------------|---------|-------------|
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZC | 0015 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZC | 0016 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZC | 0083 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZC | 0125 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZC | 0126 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZC | 0127 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZC | 0128 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0025 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0026 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0028 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0031 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0040 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0048 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0059 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0061 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0062 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0063 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0070 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0076 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0096 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0098 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0114 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0176 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZD | 0180 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0001 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0002 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0005 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0006 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0009 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0010 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0011 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0012 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0013 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0015 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0016 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0024 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0032 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0043 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0044 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0046 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0050 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0051 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0053 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0054 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0059 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0063 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0095 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0096 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0097 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0098 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0099 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0101 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0103 |

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515229

| Commune | Section | n° Parcelle |
|-----------------------|---------|-------------|
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0104 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0105 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZE | 0106 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZI | 0005 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZI | 0008 |
| LA CHAPELLE-D'ANDAINE | ZI | 0030 |
| HALEINE | ZB | 0025 |
| HALEINE | ZB | 0026 |
| HALEINE | ZB | 0029 |
| HALEINE | ZB | 0039 |
| HALEINE | ZC | 0001 |
| HALEINE | ZC | 0002 |
| HALEINE | ZC | 0092 |
| HALEINE | ZC | 0095 |
| HALEINE | ZC | 0097 |
| HALEINE | ZC | 0118 |
| HALEINE | ZC | 0119 |
| TESSE-FROULAY | ZE | 0016 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0092 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0094 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0100 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0101 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0102 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0103 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0104 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0105 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0106 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0107 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0108 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0111 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0112 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0114 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0144 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0212 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0215 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0216 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0217 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0218 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0219 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0225 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0239 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0240 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0241 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0251 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0252 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0262 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0277 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0278 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0309 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0311 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0312 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0314 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0371 |

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515229

| Commune | Section | n° Parcelle |
|--------------------|---------|-------------|
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0396 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0398 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0404 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0406 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0408 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0410 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0412 |
| BAGNOLES-DE-L'ORNE | 0D | 0414 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

SARL HDG FARM
LE MENIL GIRARD
61160 TRUN

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ / Nathalie DELAUNAY

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515278

Alençon, le 09 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Monsieur le gérant,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 48,1 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515278, à la date du : **06/10/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515278

| Commune | Section | n° Parcelle |
|----------|---------|-------------|
| ECORCHES | 0A | 0121 |
| ECORCHES | 0B | 0078 |
| ECORCHES | 0B | 0080 |
| ECORCHES | 0B | 0081 |
| ECORCHES | 0B | 0084 |
| ECORCHES | 0B | 0088 |
| ECORCHES | 0B | 0089 |
| ECORCHES | 0B | 0161 |
| ECORCHES | 0B | 0164 |
| ECORCHES | 0B | 0187 |
| TRUN | 0A | 0102 |
| TRUN | 0A | 0122 |
| TRUN | 0A | 0123 |
| TRUN | 0A | 0124 |
| TRUN | 0A | 0132 |
| TRUN | 0A | 0133 |
| TRUN | 0A | 0134 |
| TRUN | 0A | 0146 |
| TRUN | 0A | 0147 |
| TRUN | 0A | 0148 |
| TRUN | 0A | 0149 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

NOURIDJANIAN Vanig
5 Lieu-dit La Galinière
61290 NEUILLY-SUR-EURE

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ / Nathalie DELAUNAY

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515299

Alençon, le 02 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 18,97 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515299, à la date du : **01/10/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515299

| Commune | Section | n° Parcelle |
|------------------|---------|-------------|
| NEUILLY-SUR-EURE | ZD | 0047 |
| NEUILLY-SUR-EURE | ZD | 0053 |
| NEUILLY-SUR-EURE | ZD | 0054 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

BIGEAULT
Bourg-Neuf
61290 LE PAS-SAINT-L'HOMER

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515315

Alençon, le 12 novembre 2025

Objet : accusé de réception

Madame,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 53,87 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515315, à la date du : **04/10/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515315

| Commune | Section | n° Parcelle |
|----------------------|---------|-------------|
| LE MAGE | 0E | 0149 |
| LE MAGE | 0E | 0203 |
| LE MAGE | 0E | 0407 |
| LE MAGE | 0E | 0465 |
| LE MAGE | 0G | 0035 |
| LE MAGE | 0G | 0036 |
| LE MAGE | 0G | 0037 |
| LE MAGE | 0G | 0038 |
| LE MAGE | 0G | 0047 |
| LE MAGE | 0G | 0148 |
| MOUTIERS-AU-PERCHE | 0D | 0212 |
| MOUTIERS-AU-PERCHE | 0D | 0221 |
| MOUTIERS-AU-PERCHE | 0E | 0216 |
| MOUTIERS-AU-PERCHE | 0F | 0127 |
| MOUTIERS-AU-PERCHE | 0F | 0128 |
| LE PAS-SAINT-L'HOMER | ZA | 0020 |
| LE PAS-SAINT-L'HOMER | ZA | 0084 |
| LE PAS-SAINT-L'HOMER | ZA | 0111 |
| LE PAS-SAINT-L'HOMER | ZA | 0131 |
| LE PAS-SAINT-L'HOMER | ZC | 0042 |
| LE PAS-SAINT-L'HOMER | ZC | 0136 |
| LE PAS-SAINT-L'HOMER | ZI | 0008 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

DUVAL Romain
10 Les Hautes Marcheries
53470 MARTIGNE-SUR-MAYENNE

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ / Nathalie DELAUNAY

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515321

Alençon, le 10 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 187,28 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515321, à la date du : **06/10/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515321

| Commune | Section | n° Parcelle |
|----------------|---------|-------------|
| COMMEAUX | ZH | 0013 |
| COMMEAUX | ZH | 0014 |
| COMMEAUX | ZH | 0027 |
| HABLOVILLE | ZM | 0051 |
| HABLOVILLE | ZM | 0052 |
| MENIL-GONDOUIN | OB | 0019 |
| MENIL-GONDOUIN | OB | 0020 |
| MENIL-GONDOUIN | OB | 0512 |
| MONTABARD | OB | 0031 |
| MONTABARD | OB | 0034 |
| MONTABARD | OB | 0038 |
| MONTABARD | OB | 0039 |
| MONTABARD | OB | 0040 |
| MONTABARD | OB | 0041 |
| MONTABARD | OB | 0042 |
| MONTABARD | OB | 0043 |
| MONTABARD | OB | 0044 |
| MONTABARD | OB | 0045 |
| MONTABARD | OB | 0046 |
| MONTABARD | OB | 0356 |
| MONTABARD | OB | 0443 |
| MONTABARD | OB | 0493 |
| MONTABARD | OB | 0494 |
| MONTABARD | OB | 0361 |
| MONTABARD | OB | 0473 |
| MONTABARD | ZC | 0069 |
| MONTABARD | ZE | 0002 |
| MONTGAROULT | ZB | 0065 |
| MONTGAROULT | ZH | 0017 |
| OCCAGNES | OD | 0239 |
| OCCAGNES | OF | 0209 |
| OCCAGNES | AE | 0001 |
| OCCAGNES | AE | 0034 |
| OCCAGNES | AE | 0038 |
| OCCAGNES | AE | 0043 |
| OCCAGNES | AE | 0046 |
| OCCAGNES | AE | 0047 |
| OCCAGNES | AE | 0048 |
| OCCAGNES | AI | 0002 |
| OCCAGNES | ZN | 0002 |
| OCCAGNES | ZN | 0008 |
| OCCAGNES | ZO | 0001 |
| OCCAGNES | ZO | 0006 |
| OCCAGNES | ZP | 0006 |
| OCCAGNES | ZP | 0021 |
| RI | ZE | 0012 |
| RI | ZE | 0033 |
| RI | ZH | 0013 |
| SENTILLY | AE | 0034 |
| SENTILLY | ZE | 0012 |
| SENTILLY | ZH | 0009 |
| SENTILLY | ZH | 0012 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

du GAEC de LURO
Les Boussardières
61340 COLONARD-CORUBERT

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ / Nathalie DELAUNAY

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515329

Alençon, le 08 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Madame et Monsieur les gérants,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 11,21 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515329, à la date du : **03/10/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Madame et Monsieur les gérants, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515329

| Commune | Section | n° Parcelle |
|-------------------|---------|-------------|
| COLONARD-CORUBERT | 0D | 0201 |
| COLONARD-CORUBERT | 0D | 0202 |
| COLONARD-CORUBERT | 0D | 0215 |
| COLONARD-CORUBERT | 0D | 0219 |
| COLONARD-CORUBERT | 0D | 0220 |
| COLONARD-CORUBERT | 0D | 0221 |
| COLONARD-CORUBERT | 0D | 0359 |
| COLONARD-CORUBERT | 0D | 0428 |
| COLONARD-CORUBERT | 0D | 0429 |
| COLONARD-CORUBERT | 0D | 0433 |
| COLONARD-CORUBERT | 0D | 0435 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

GAEC FERME DU BOCAGE
606 Chemin du Bocage
61470 LE SAP

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ / Nathalie DELAUNAY

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30

06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515330

Alençon, le 01 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Mesdames et Monsieur les gérants du,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 16,85 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515330, à la date du : **29/09/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Mesdames et Monsieur les gérants du, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515330

| Commune | Section | n° Parcelle |
|---------|---------|-------------|
| LE SAP | 0G | 0015 |
| LE SAP | 0G | 0133 |
| LE SAP | 0G | 0504 |
| LE SAP | 0G | 0566 |
| LE SAP | 0G | 0568 |
| LE SAP | 0G | 0570 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

SCEA GL
LAUNAY MAHE launay mahé
61110 REMALARD EN PERCHE

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515334

Alençon, le 16 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Madame et Messieurs les gérants,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 1,13 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515334, à la date du : **15/10/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Madame et Messieurs les gérants, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515334

| Commune | Section | n° Parcelle |
|-------------------|---------|-------------|
| BELLOU-SUR-HUISNE | 0D | 0558 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

SCEA GL
LAUNAY MAHE launay mahé
61110 REMALARD EN PERCHE

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515336

Alençon, le 16 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Madame et Messieurs les gérants,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 1,3 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515336, à la date du : **29/09/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Madame et Messieurs les gérants, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515336

| Commune | Section | n° Parcelle |
|-------------------|---------|-------------|
| BELLOU-SUR-HUISNE | 0C | 0503 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

GUIBERT Céline
12 Place du Vieux Marché
61700 CHAMPSECRET

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ / Nathalie DELAUNAY

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515339

Alençon, le 01 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Madame,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 2,95 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515339, à la date du : **30/09/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515339

| Commune | Section | n° Parcelle |
|-------------|---------|-------------|
| CHAMPSECRET | ZM | 0051 |
| CHAMPSECRET | ZM | 0053 |
| CHAMPSECRET | ZM | 0054 |
| CHAMPSECRET | ZM | 0056 |
| CHAMPSECRET | ZM | 0058 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

MALHERBE Guillaume
Champ Guichon
61700 LONLAY L ABBAYE

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ / Nathalie DELAUNAY

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30

06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515341

Alençon, le 09 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 4,69 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515341, à la date du : **05/10/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales

dossier n° C2515341

| Commune | Section | n° Parcelle |
|-----------------|---------|-------------|
| LONLAY-L'ABBAYE | AP | 0157 |
| LONLAY-L'ABBAYE | AP | 0159 |
| LONLAY-L'ABBAYE | AP | 0160 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

GRAS Marie-Christine
29 grande rue
27720 NOYERS

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30

06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515344

Alençon, le 10 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Madame,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 12,72 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515344, à la date du : **09/10/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales

dossier n° C2515344

| Commune | Section | n° Parcelle |
|--------------------|---------|-------------|
| NEAUPHE-SOUS-ESSAI | ZR | 0015 |
| NEAUPHE-SOUS-ESSAI | ZR | 0017 |
| NEAUPHE-SOUS-ESSAI | ZR | 0018 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

du GAEC de LURO
Les Boussardières
61340 COLONARD-CORUBERT

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ / Nathalie DELAUNAY

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515347

Alençon, le 08 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Madame et Monsieur les gérants,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 5,43 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515347, à la date du : **02/10/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Madame et Monsieur les gérants, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515347

| Commune | Section | n° Parcelle |
|-------------------|---------|-------------|
| COLONARD-CORUBERT | 0A | 0002 |
| COLONARD-CORUBERT | 0A | 0008 |
| COLONARD-CORUBERT | 0A | 0010 |
| COURCEREAULT | 0H | 0092 |
| COURCEREAULT | 0H | 0094 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

du GAEC de LURO
Les Boussardières
61340 COLONARD-CORUBERT

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515348

Alençon, le 10 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Madame et Monsieur les gérants,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 9,55 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515348, à la date du : **03/10/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Madame et Monsieur les gérants, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515348

| Commune | Section | n° Parcelle |
|-------------------|---------|-------------|
| BELLOU-SUR-HUISNE | 0A | 0519 |
| BELLOU-SUR-HUISNE | 0A | 0520 |
| BELLOU-SUR-HUISNE | 0A | 0525 |
| BELLOU-SUR-HUISNE | 0A | 0526 |
| BELLOU-SUR-HUISNE | 0A | 0527 |
| BELLOU-SUR-HUISNE | 0B | 0515 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

Alex BELLOCHE
4 Gauffrie
61350 SAINT-SIMEON

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ / Nathalie DELAUNAY

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515349

Alençon, le 06 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 304,95 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515349, à la date du : **28/09/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515349

| Commune | Section | n° Parcelle |
|---------------------------|---------|-------------|
| COUESMES-VAUCE | ZA | 0024 |
| COUESMES-VAUCE | ZA | 0025 |
| COUESMES-VAUCE | ZB | 0015 |
| COUESMES-VAUCE | ZB | 0029 |
| COUESMES-VAUCE | ZB | 0038 |
| COUESMES-VAUCE | ZD | 0065 |
| COUESMES-VAUCE | ZD | 0070 |
| GORRON | ZD | 0024 |
| GORRON | ZD | 0026 |
| GORRON | ZD | 0027 |
| SAINT-AUBIN-FOSSE-LOUVAIN | AI | 0091 |
| SAINT-AUBIN-FOSSE-LOUVAIN | AI | 0148 |
| SAINT-AUBIN-FOSSE-LOUVAIN | AI | 0149 |
| SAINT-FRAIMBAULT | YA | 0013 |
| SAINT-FRAIMBAULT | YA | 0017 |
| SAINT-FRAIMBAULT | YC | 0056 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZL | 0055 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZL | 0057 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZV | 0007 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZV | 0008 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZV | 0009 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZV | 0015 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZV | 0028 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZV | 0029 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZV | 0066 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZV | 0067 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZV | 0068 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZV | 0069 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZV | 0074 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZV | 0078 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZW | 0015 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZW | 0064 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZX | 0007 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZX | 0044 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZX | 0046 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZX | 0048 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZY | 0012 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZY | 0023 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZY | 0032 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZY | 0041 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZY | 0114 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZY | 0143 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZY | 0153 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZY | 0236 |
| SAINT-FRAIMBAULT | ZY | 0237 |
| SAINT-SIMEON | ZC | 0023 |
| SAINT-SIMEON | ZC | 0072 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0021 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0062 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0091 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0108 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0121 |

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515349

| Commune | Section | n° Parcelle |
|--------------|---------|-------------|
| SAINT-SIMEON | ZD | 0136 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0141 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0149 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0160 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0179 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0192 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0222 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0223 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0224 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0225 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0226 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0227 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0276 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0277 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0298 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0298 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0299 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0299 |
| SAINT-SIMEON | ZD | 0318 |
| SAINT-SIMEON | ZE | 0080 |
| SAINT-SIMEON | ZE | 0084 |
| SAINT-SIMEON | ZE | 0111 |
| SAINT-SIMEON | ZE | 0113 |
| SAINT-SIMEON | ZE | 0119 |
| SAINT-SIMEON | ZE | 0126 |
| SAINT-SIMEON | ZE | 0160 |
| SAINT-SIMEON | ZE | 0183 |
| SAINT-SIMEON | ZE | 0185 |
| SAINT-SIMEON | ZH | 0021 |
| SAINT-SIMEON | ZH | 0101 |
| SAINT-SIMEON | ZL | 0027 |
| SAINT-SIMEON | ZL | 0110 |
| SAINT-SIMEON | ZL | 0148 |
| SAINT-SIMEON | ZL | 0149 |
| SAINT-SIMEON | ZN | 0071 |
| SAINT-SIMEON | ZO | 0093 |
| SAINT-SIMEON | ZO | 0094 |
| SAINT-SIMEON | ZO | 0131 |
| SAINT-SIMEON | ZO | 0132 |
| SAINT-SIMEON | ZO | 0133 |
| SAINT-SIMEON | ZO | 0134 |
| SAINT-SIMEON | ZO | 0196 |
| SAINT-SIMEON | ZP | 0088 |
| SAINT-SIMEON | ZP | 0103 |
| SAINT-SIMEON | ZP | 0107 |
| SAINT-SIMEON | ZP | 0189 |
| SAINT-SIMEON | ZP | 0190 |
| SAINT-SIMEON | ZP | 0191 |
| SAINT-SIMEON | ZP | 0192 |
| SAINT-SIMEON | ZP | 0194 |
| SAINT-SIMEON | ZP | 0195 |
| SAINT-SIMEON | ZP | 0199 |

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515349

| Commune | Section | n° Parcelle |
|--------------|---------|-------------|
| SAINT-SIMEON | ZX | 0015 |
| SAINT-SIMEON | ZX | 0049 |
| SAINT-SIMEON | ZX | 0059 |
| SAINT-SIMEON | ZX | 0062 |
| SAINT-SIMEON | ZX | 0064 |
| SAINT-SIMEON | ZX | 0067 |
| SAINT-SIMEON | ZX | 0089 |
| SAINT-SIMEON | ZX | 0090 |
| SAINT-SIMEON | ZY | 0001 |
| SAINT-SIMEON | ZY | 0002 |
| SAINT-SIMEON | ZY | 0018 |
| SAINT-SIMEON | ZY | 0036 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

MAUGER Tony Antoine Dominique
Sevilly
61500 SEES

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ / Nathalie DELAUNAY

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515350

Alençon, le 07 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 5,02 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515350, à la date du : **07/10/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515350

| Commune | Section | n° Parcelle |
|---------|---------|-------------|
| SEES | YX | 0018 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

PICARD Thomas
19 route de Nogent - le- Meslier
61340 BERD'HUIS

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30

06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515356

Alençon, le 14 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Monsieur,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 13,53 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515356, à la date du : **13/10/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515356

| Commune | Section | n° Parcelle |
|-----------|---------|-------------|
| BERD'HUIS | ZE | 0063 |
| BERD'HUIS | ZE | 0065 |
| BERD'HUIS | ZE | 0066 |
| BERD'HUIS | ZE | 0131 |
| BERD'HUIS | ZE | 0132 |
| BERD'HUIS | ZE | 0133 |

Direction départementale des territoires
Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

SCEA AU FIL DE L'ANTE
1 Hameau de Miette
14700 SAINT-MARTIN-DE-MIEUX

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ
@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr
Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24
Réf. : C2515357

Alençon, le 15 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Monsieur le gérant,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 31,86 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515357, à la date du : 14/10/2025

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Monsieur le gérant, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515357

| Commune | Section | n° Parcelle |
|--------------------|---------|-------------|
| BAZOCHES-AU-HOULME | C | 0001 |
| BAZOCHES-AU-HOULME | C | 0002 |
| BAZOCHES-AU-HOULME | C | 0003 |
| BAZOCHES-AU-HOULME | C | 0004 |
| BAZOCHES-AU-HOULME | C | 0005 |
| BAZOCHES-AU-HOULME | C | 0006 |
| BAZOCHES-AU-HOULME | C | 0044 |
| BAZOCHES-AU-HOULME | C | 0045 |
| BAZOCHES-AU-HOULME | C | 0067 |
| BAZOCHES-AU-HOULME | C | 0068 |
| BAZOCHES-AU-HOULME | C | 0071 |

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

SCEA DU GREMAT
LE POMMERAY
61570 ALMENECHES

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30

06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515389

Alençon, le 17 octobre 2025

Objet : accusé de réception

Madame et Monsieur les gérants,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 18,87 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515389, à la date du : **13/10/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Madame et Monsieur les gérants, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Direction départementale des territoires

Service Économie des Territoires
Bureau Structures des Exploitations et Foncier
Cité administrative - Place Bonet
CS 20537 - 61007 ALENCON

BIGEAULT
Bourg-Neuf
61290 LE PAS-SAINT-L'HOMER

Dossier suivi par Pierrette DASSÉ

@ : ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr

Tél : 02 33 32 53 13 / 02 33 32 52 30
06 49 61 47 08 / 07 88 64 94 24

Réf. : C2515452

Alençon, le 12 novembre 2025

Objet : accusé de réception

Madame,

Vous avez déposé une demande d'autorisation d'exploiter des parcelles sur les communes listées en annexe d'une superficie totale de 5,15 ha.

Votre dossier est complet et enregistré sous le n° C2515452, à la date du : **04/10/2025**

L'instruction de votre demande est assurée par la Direction départementale des territoires, Cité administrative - Place Bonet CS 20537 61007 ALENCON / ddt-foncier-agricole@orne.gouv.fr.

Dans le cadre de cette instruction, des informations complémentaires nécessaires à la prise de décision pourront vous être demandées.

Le délai d'instruction est fixé à 4 mois à compter de la date d'enregistrement de votre demande mentionné ci-dessus, éventuellement prolongé, en application de l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime, à 6 mois, par décision motivée du Préfet de Région de Normandie.

En l'absence de notification d'une décision expresse du Préfet de Région dans ce délai de 4 mois, ou, le cas échéant, de 6 mois, vous bénéficierez d'une autorisation tacite d'exploiter. Sur votre demande, une attestation d'autorisation implicite pourra alors vous être délivrée.

J'appelle votre attention sur le fait qu'il vous est interdit de commencer la mise en valeur des terres faisant l'objet de la présente demande avant notification d'une autorisation expresse ou intervention d'une autorisation tacite.

Je vous informe que je fais procéder à la publicité des parcelles demandées, conformément à l'article R 331-4 Code Rural et de la Pêche Maritime

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet
Par subdélégation du Directeur Départemental des
La Chef du Service Économie des Territoires



M. VINOT

Annexe : Références cadastrales dossier n° C2515452

| Commune | Section | n° Parcelle |
|------------------|---------|-------------|
| NEUILLY-SUR-EURE | ZR | 0016 |

Préfecture de la région Normandie - SGAR

R28-2026-03-03-00001

Arrêté n° SGAR/26-018 portant composition
nominative du conseil de développement
territorial de la direction territoriale du Havre du
grand port fluvio-maritime de l'axe Seine



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
pour les Affaires Régionales
Pôle des politiques publiques**

Affaire suivie par :
Thibaut SARRAZIN
Tél : 02 32 76 52 19
Courriel : thibaut.sarrazin@normandie.gouv.fr

**Arrêté N° SGAR/26-018
portant composition nominative du conseil de développement territorial
de la direction territoriale du Havre du grand port fluvio-maritime de l'axe Seine**

**Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le Code des transports, notamment le titre II du livre III de sa quatrième partie et le livre III de sa cinquième partie ;
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu l'ordonnance n° 2021-614 du 19 mai 2021 relative à la fusion du port autonome de Paris et des grands ports maritimes du Havre et de Rouen en un établissement public unique ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret n° 2021-618 du 19 mai 2021 relatif à la fusion du port autonome de Paris et des grands ports maritimes du Havre et de Rouen en un établissement public unique ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté N° SGAR/25-085 du 18 septembre 2025 portant composition du conseil de développement territorial de la direction territoriale du Havre du grand port fluvio-maritime de l'axe Seine ;
- Vu le changement de représentant du personnel pour Haropa et pour le GHAAM
- Vu la proposition de Haropa de nommer M. Eric BARBE de HGT LH au titre du 1^{er} collège et l'avis favorable du président de région au titre des articles R. 5312-36 et suivants du Code des transports reçu le 2 mars 2026 ;

Sur proposition du secrétaire général des affaires régionales de la préfecture de Normandie

ARRÊTE

Préfecture de la Région Normandie
7 place de la Madeleine - CS16036 - 76036 ROUEN CEDEX
Standard : 02 32 76 50 00
Courriel : secretariat-sgar@normandie.gouv.fr

Article 1er – La composition du conseil de développement territorial de la direction territoriale du Havre du grand port fluvio-maritime de l'axe Seine est composée nominativement ainsi qu'il suit :

- premier collège : représentants de la place portuaire (9 membres) :

- Marc BOURDON, directeur des agences France de MSC,
- Christophe COLLOC, Directeur général Agence France, CMA CGM,
- Clément BOILLON, directeur des agences France d'HAPAG LLYOD,
- Frédéric PETIT, président France de SIEMENS GAMESA RENEWABLE ENERGY,
- Eric BARBE, président de HGT LH
- Louis JONQUIERE, Directeur général Port de Synergy – GMP,
- Erwan KEROMEST, Président CIM et CCP - Groupe Noven,
- David MARION, directeur de la plateforme de Normandie de TOTAL ÉNERGIES,
- Henri LE GOUIS, directeur du transit mondial chez GEODIS,

- deuxième collège : représentants des personnels des entreprises exerçant leurs activités sur le port (3 membres) :

- Johan FORTIER, CGT fédération nationale Ports et Docks,
- Jérémie JULIEN, CGT fédération nationale Ports et Docks,
- François BRIZOT, CGT union départementale de Seine-Maritime,

- troisième collège : représentants des collectivités territoriales et leurs groupements situés dans la circonscription de la direction territoriale du Havre (9 membres) :

- Pierre VOGT, représentant la RÉGION NORMANDIE ou son suppléant,
- Clotilde EUDIER, représentant la RÉGION NORMANDIE ou son suppléant,
- Hubert DEJEAN DE LA BATIE, représentant la RÉGION NORMANDIE ou son suppléant,
- Augustin BOEUF, représentant la RÉGION NORMANDIE ou son suppléant
- Jean-Baptiste GASTINNE représentant la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole ou son suppléant,
- Agnès CANAYER, représentant la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole ou son suppléant,
- Jean-Paul LECOQ, représentant la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole ou son suppléant,
- Sandrine LEMOINE, représentant de la communauté urbaine Le Havre Seine Métropole,
- Pierre MICHEL, représentant de la ville du Havre ou son suppléant,

Préfecture de la Région Normandie
7 place de la Madeleine - CS16036 - 76036 ROUEN CEDEX
Standard : 02 32 76 50 00
Courriel : secretariat-sgar@normandie.gouv.fr

- quatrième collège : représentants des milieux professionnels et associatifs intéressés au développement de la place portuaire (9 membres) :

- Pierre DIEULAFAIT, président de l'association écologie pour le Havre,
- Annie LEROY, représentante de France Nature Environnement Normandie,
- Hervé BONIS, président de l'UMEP,
- Brice VATINEL, président du STH, représentant TLF-O, président directeur général VATINEL&CIE,
- François GUERIN, président du GEMO, directeur général de TERMINAUX DE NORMANDIE,
- David GIBOUDEAU, président du GHAAM
- Guillaume BLANCHARD, représentant de l'UMEP, président de SHGT,
- Olivier CLAUDAUD, président de l'association SYNERZIP, directeur logistique EMEA CHEVRON ORONITE,
- Matthieu BLANC, représentant de E2F

Article 2 – L'arrêté N° SGAR/25-085 du 18 septembre 2025 portant composition du conseil de développement territorial de la direction territoriale du Havre du grand port fluvio-maritime de l'axe Seine est abrogé.

Article 3 – Le présent arrêté sera publié au recueil régional des actes administratifs de l'État et notifié aux personnes citées à l'article 1.

Article 4 – Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur général du grand port fluvio-maritime de l'axe Seine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rouen, le **- 3 MARS 2026**

Le Préfet,



Jean-Benoît ALBERTINI

Voies et délai de recours : conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Préfecture de la Région Normandie
7 place de la Madeleine - CS16036 - 76036 ROUEN CEDEX
Standard : 02 32 76 50 00
Courriel : secretariat-sgar@normandie.gouv.fr

3 MARS 2026

Préfecture de la région Normandie - SGAR

R28-2026-03-03-00011

Arrêté n° SGAR 26-020

portant modification de la composition de la
commission de concertation
de l'enseignement privé (CCEP) de l'Académie de
Normandie



**Arrêté n° SGAR 26-020
portant modification de la composition de la commission de concertation
de l'enseignement privé (CCEP) de l'Académie de Normandie**

**Le Préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'éducation Livre IV – Titre IV – Chapitre II régissant les rapports entre l'État et les établissements d'enseignement privé ;
- Vu ses articles L.442-11 relatifs aux contrats d'association à l'enseignement public passés avec l'État par des établissements privés, R.442-63, R.442-64 et suivants relatifs à la commission de concertation de l'enseignement privé instituée au siège de l'Académie ;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État modifiée ;
- Vu la loi n° 85-97 du 25 janvier 1985 modifiant et complétant la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et portant dispositions diverses relatives aux rapports entre l'État et les collectivités territoriales et notamment son article 27-8 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements modifié ;
- Vu le décret n° 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;
- Vu le décret n° 2019-1056 du 15 octobre 2019 portant création de l'académie de Normandie ;
- Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret du 12 mars 2025 nommant Madame Valérie CABUIL, rectrice de la région académique de Normandie, rectrice de l'académie de Normandie ;

- Vu l'arrêté préfectoral n° SGAR 26-001 en date 7 janvier 2026 portant composition de la commission de concertation de l'enseignement privé de l'Académie de Normandie ;
- Vu les propositions des services du rectorat, en date du 2 mars 2026 portant modification de la composition nominative de cette commission ;

ARRÊTE

Article 1 : Les membres de la commission de concertation de l'enseignement privé de l'Académie de Normandie, répartis en trois collèges, sont :

1) COLLÈGE DES PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ÉTAT

1-1 – Membres de droit

| <u>TITULAIRES</u> | <u>SUPLÉANTS</u> |
|---|--|
| Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI Préfet de la région Normandie Préfet de la Seine-Maritime | |
| Madame Valérie CABUIL Rectrice de la région académique Normandie Rectrice de l'Académie de Normandie Chancelière des universités | Monsieur François FOSELLE Secrétaire Général de l'Académie de Normandie |

1-2 – Services académiques

| <u>TITULAIRES</u> | <u>SUPLÉANTS</u> |
|--|---|
| Madame Armelle FELLAHI Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale du Calvados | Madame Rachel LE LAMER PAVARD Directrice Académique Adjoint des Services de l'Éducation Nationale de la Seine Maritime |
| Monsieur Didier MAGNIER Délégué régional académique professionnelle initiale et continue de l'Académie de Normandie | Madame Anne DEMARVILLE Délégué régionale adjointe à la Formation Professionnelle Initiale et Continue de l'Académie de Normandie |
| Monsieur Stéphane PRIGENT Vice Doyen des IA-IPR de l'Académie de Normandie | Monsieur Frédéric TREFEU IEN ET-EG IO – Département de la Manche - DSDEN 50 |
| Monsieur Jean-Paul DESFEUX Chef de la Division de l'Organisation Scolaire Rectorat de l'Académie de Normandie | Madame Claude GOHEL Cheffe de bureau Division de l'Organisation Scolaire 3 Rectorat de l'Académie de Normandie |

1-3 – Personnalités qualifiées dans les domaines économique, social, éducatif ou culturel

| <u>TITULAIRES</u> | <u>SUPPLÉANTS</u> |
|---|--|
| Madame Séverine TOUCHARD MEDEF Normandie | Madame Claire DRIEU Coordinatrice régionale formation professionnelle MEDEF Normandie |
| Monsieur Albert LE MONNIER CESER de Normandie | Monsieur Rémy GUILLEUX CESER de Normandie |
| Monsieur Bruno BALLOCHE Président départemental de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Normandie – Orne | Monsieur Guillaume DARTOIS Président départemental de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat Normandie – Seine- Maritime |

2) COLLÈGE DES REPRÉSENTANTS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

2-1 – Conseillers régionaux

| <u>TITULAIRES</u> | <u>SUPPLÉANTS</u> |
|--|--|
| Monsieur David MARGUERITTE 2 ^{ème} Vice-Président de la Région Normandie | Madame Catherine MEUNIER Conseillère Régionale de Normandie |
| Madame Claire JOLIVET-SERVANT Conseillère Régionale de Normandie | Monsieur Aristide OLIVIER Conseiller Régional de Normandie |
| Monsieur Bertrand DENIAUD 4 ^{ème} Vice-Président de la Région Normandie | Monsieur Sylvain LETOUZE Conseiller Régional de Normandie |

2-2– Conseillers départementaux

| <u>TITULAIRES</u> | <u>SUPPLÉANTS</u> |
|--|--|
| Madame Clara DEWAELE CANOUEL Vice-présidente du Conseil Départemental du Calvados en charge de la commission « Éducation, Sport, Culture et citoyenneté » | Madame Adèle HOMMET Conseillère Départementale du canton « Saint-Lô -1 » |
| Madame Florence GAUTIER Vice-présidente à l'Éducation, aux Collèges et à la Jeunesse Département de l'Eure | Madame Julie DESPLAT Conseillère départementale du canton de Saint-André-de-l'Eure |
| Madame Chantal COTTEREAU Vice-présidente du Conseil Départemental de la Seine – Maritime | Madame Christelle GUÉROUT Conseillère Départementale de la Seine- Maritime |

2-3 Maires

| <u>TITULAIRES</u> | <u>SUPLÉANTS</u> |
|--|---|
| Madame Anne-Marie DEPAIGNE Maire-Adjointe de Cabourg | Monsieur Xavier MADELAINE Maire d'Amfreville |
| Madame Marie-Christine JOIN-LAMBERT Maire de Brétigny | Monsieur Jean-Pierre MAUQUEST Maire de Montebourg |
| Monsieur Philippe VAN-HOORNE Maire de l'Aigle | Monsieur Mario DEMAZIERES Maire de Saint-Clair-sur-les-Monts |

3) COLLÈGE DES REPRÉSENTANTS DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVE

3.1 – Chefs d'établissement

| <u>TITULAIRES</u> | <u>SUPLÉANTS</u> |
|--|--|
| Madame Florence BOCQUET Collège La Providence à Fécamp – SYNADIC, Présidente IOP | Monsieur Christophe LARKIN Ensemble scolaire Sait Thomas d'Aquin FLERS SYNADIC |
| Madame Gwénola DENIER D'APRIGNY Ecole / collège Notre Dame – SOURDEVAL SYNADEC | Madame Audrey JESTIN Ecole Saint Pierre Évreux SYNADEC |
| Madame Anne-Marie DONA Lycée La Providence - LE MESNIL ESNARD SNCEEL | Monsieur Guillaume POTTIER Ensemble scolaire Jeanne d'Arc ARGENTAN SNCEEL |

3.2 – Maîtres enseignants

| <u>TITULAIRES</u> | <u>SUPLÉANTS</u> |
|---|---|
| Monsieur Stéphane VOISIN Président SPELC BN Ecole Notre Dame - CARENTAN | Monsieur Damien VALLET Fep-CFDT Normandie École Notre Dame – GRANVILLE |
| Monsieur Nicolas DUMEZ Fep - CFDT Normandie LP L'Oasis à CAEN | Monsieur Alain POULIQUEN SNEC CFTC LP Giel Don Bosco – GIEL COURTEILLES |
| Madame Marie-Edtih ANDRÉ CGT Enseignement privé LPO Saint François de Sales – Alençon | Madame Madeline ORIA Fep – CFDT Normandie Lycée Notre Dame - ELBEUF |

3.3 – Parents d'élève

| <u>TITULAIRES</u> | <u>SUPPLÉANTS</u> |
|---|---|
| Madame Sophie COULIER Présidente de l'APEL académique de Rouen | Monsieur Gaël SALBERT Président de l'APEL départementale de l'Eure |
| Madame Nathalie NIBEAUDO Présidente de l'APEL départementale de la Seine Maritime | Monsieur Paul VITART Président de l'APEL académique de Caen |
| Monsieur Alexandre PRIOU Responsable de l'APPEL Calvados | Madame Ingrid DESBISSONS Présidente de l'APEL académique de CAEN |

Article 2 : L'arrêté préfectoral n° SGAR 26-001 en date 7 janvier 2026 portant composition de la commission de concertation de l'enseignement privé de l'Académie de Normandie est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et le secrétaire général de l'académie de Normandie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Fait à Rouen le 3 mars 2026

Le Préfet,



Jean-Benoît ALBERTINI

Préfecture de la région Normandie - SGAR

R28-2026-03-02-00005

Arrêté N°SGAR 26-019 portant attribution du
label "Entreprise du Patrimoine Vivant" (EPV)



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Décision n° SGAR 26-019
portant attribution du label « Entreprises du Patrimoine Vivant » (EPV)**

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, notamment son article 23 ;
- Vu le décret n° 2006-595 du 23 mai 2006 modifié relatif à l'attribution du label « Entreprises du Patrimoine Vivant » ;
- Vu l'arrêté du 26 mai 2006 modifié relatif à la procédure d'attribution du label « Entreprises du Patrimoine Vivant » ;
- Vu la demande de l'entreprise Manufacture Cluizel - MESNILS-SUR-ITON déposée le 25 septembre 2023 ;
- Vu l'avis de SGS en date du 26 mars 2025 ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

Le label « Entreprises du Patrimoine Vivant » est décerné pour une durée de cinq ans, à l'entreprise Manufacture Cluizel domiciliée 7 AVENUE MICHEL CLUIZEL DAMVILLE 27240 MESNILS-SUR-ITON (dossier n° 14237092).

Article 2 :

Le Préfet de la région Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifiée à l'entreprise.

Fait à Rouen, le 2 mars 2026

Préfecture de la région Normandie
7 place de la Madeleine - CS 16036 - 76036 ROUEN cedex
Tél : 02 32 76 51 78
secretariat-sgar@normandie.gouv.fr


Jean-Benoît ALBERTINI

Préfecture de la région Normandie - SGAR

R28-2026-03-03-00012

Arrêté N°SGAR 26-021 portant attribution du
label "Entreprise de Patrimoine Vivant" (EPV)

**Décision n° SGAR 26-021
portant attribution du label « Entreprises du Patrimoine Vivant » (EPV)**

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de l'Ordre de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, notamment son article 23 ;
- Vu le décret n° 2006-595 du 23 mai 2006 modifié relatif à l'attribution du label « Entreprises du Patrimoine Vivant » ;
- Vu l'arrêté du 26 mai 2006 modifié relatif à la procédure d'attribution du label « Entreprises du Patrimoine Vivant » ;
- Vu la demande de l'entreprise Ferme des Peupliers déposée le 16 juin 2025 ;
- Vu l'avis de SGS en date du 16 janvier 2026;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

Le label « Entreprises du Patrimoine Vivant » est décerné pour une durée de cinq ans, à l'entreprise Ferme des Peupliers domiciliée 31 route d'Orgeville 27380 FLIPOU (dossier n° 20018589).

Article 2 :

Le Préfet de la région Normandie est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture et notifiée à l'entreprise.

Fait à Rouen, le 3 mars 2026


Jean-Benoît ALBERTINI

Rectorat de la région académique Normandie

R28-2026-02-18-00001

Arrêté du 18 février 2026

désignant les membres à la commission
consultative paritaire des agents contractuels
exerçant des fonctions de surveillance et
d'accompagnement des élèves



Arrêté du 18 février 2026

désignant les membres à la commission consultative paritaire des agents contractuels exerçant des fonctions de surveillance et d'accompagnement des élèves

La rectrice de la région académique Normandie,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2010-751 du 05 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n°2002-662 du 25 avril 2022 modifiant les dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat

Vu l'arrêté du 27 juin 2011 modifié instituant des commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au sein de l'Education Nationale ;

Vu la circulaire du 27 juillet 2022 relative à l'organisation des élections professionnelles du 1^{er} décembre au 8 décembre 2022 ;

Vu le procès-verbal du 8 décembre 2022 proclamant les résultats des élections (scrutin du 1^{er} décembre 2018 au 8 décembre 2022).

ARTICLE 1 : La composition de la commission consultative paritaire des agents contractuels exerçant des fonctions de surveillance et d'accompagnement des élèves est fixée comme suit :

I – REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Membres titulaires

- Monsieur Jérôme COLSON, Secrétaire Général d'Académie Adjoint, Directeur des relations et des ressources humaines,,
- Monsieur Ludwig VALLOIS, Adjoint auprès de la Direction des relations et des ressources humaines,
- Madame Pascale BURÉ, Cheffe de la Division des Personnels Accompagnant les Elèves,
- Monsieur Christophe BODONYI, Secrétaire Général de la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale de la Seine Maritime,
- Monsieur Yann GRESSUS, Principal du collège Victor HUGO à GISORS (27),
- Madame Nathalie TUTRUT, Co-pilote du PIAL de Cherbourg ville et Provisseure adjointe du lycée Tocqueville de Cherbourg-en-Cotentin, (50)



ACADÉMIE DE NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

- Membres suppléants

- Monsieur Jean-Claude CLERVAUX, Adjoint à la Division des Personnels Accompagnant les Elèves,
- Monsieur Arnaud SIMON, Secrétaire Général de la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale du Calvados,
- Madame Delphine MAUROUARD, Secrétaire Générale de la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de l'Orne,
- Madame Isabelle COCOUAL, Secrétaire Générale de la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de la Manche,
- Madame Natacha BOTSULA, Pilote de PIAL et Inspectrice de l'Éducation Nationale circonscription Rouen Nord (76),
- Madame Valérie GOUDE, Co-pilote PIAL et Principale du collège Prévert à Verson (14).

II REPRESENTANTS DU PERSONNELS

- Membres titulaires

- Monsieur Félix BLANQUET, AED, CLG Jean-Jacques ROUSSEAU - Darnétal - 76 – FSU,
- Madame Clémentine CAPY, AESH, PIAL Caen Nord - 14 - SUD EDUCATION,
- Monsieur Sylvain COUTURIER, AESH, PIAL CLG Pablo Picasso Saint Etienne du Rouvray - 76 - CGT Educ'action,
- Madame Emmanuelle DUVAL-LESEIGNEUR, AESH, PIAL 4 Bueil - 27 – FSU,
- Madame Allison HERMIER, AED au CLG Simone Signoret - Val d'Hazey – 27 - FNEC FP FO
- Monsieur Guillaume MELZESSARD, AESH, PIAL Granville - 50 - FNEC FP FO.

- Membres suppléants

- Monsieur Alain CATHERIN, AESH, PIAL 5 - Conches en Ouche – 27 - CGT Educ'action
- Madame Stéphanie CERIZAY, AESH, PIAL Cherbourg Ouest - 50 - FSU,
- Monsieur Guillaume CROCHEZ, AESH, PIAL Caen Sud - 14 - FSU,
- Monsieur Julien DELCROIX, AED, CLG Georges d'Amboise – Gaillon -27 - FNEC FP FO,
- Madame Sabine LAMI, AESH, PIAL - BUEIL - 27 -- FNEC FP FO,
- Monsieur Judicaël PIGNOT, AED, Collège Fernand Lechanteur - Caen - 14 - SUD EDUCATION.

ARTICLE 2 : La rectrice de la région académique Normandie est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rouen, le 18 février 2026

Pour la Rectrice et par délégation,
Le Secrétaire Général de la région académique et de
l'académie de Normandie,

François FOSELLE